

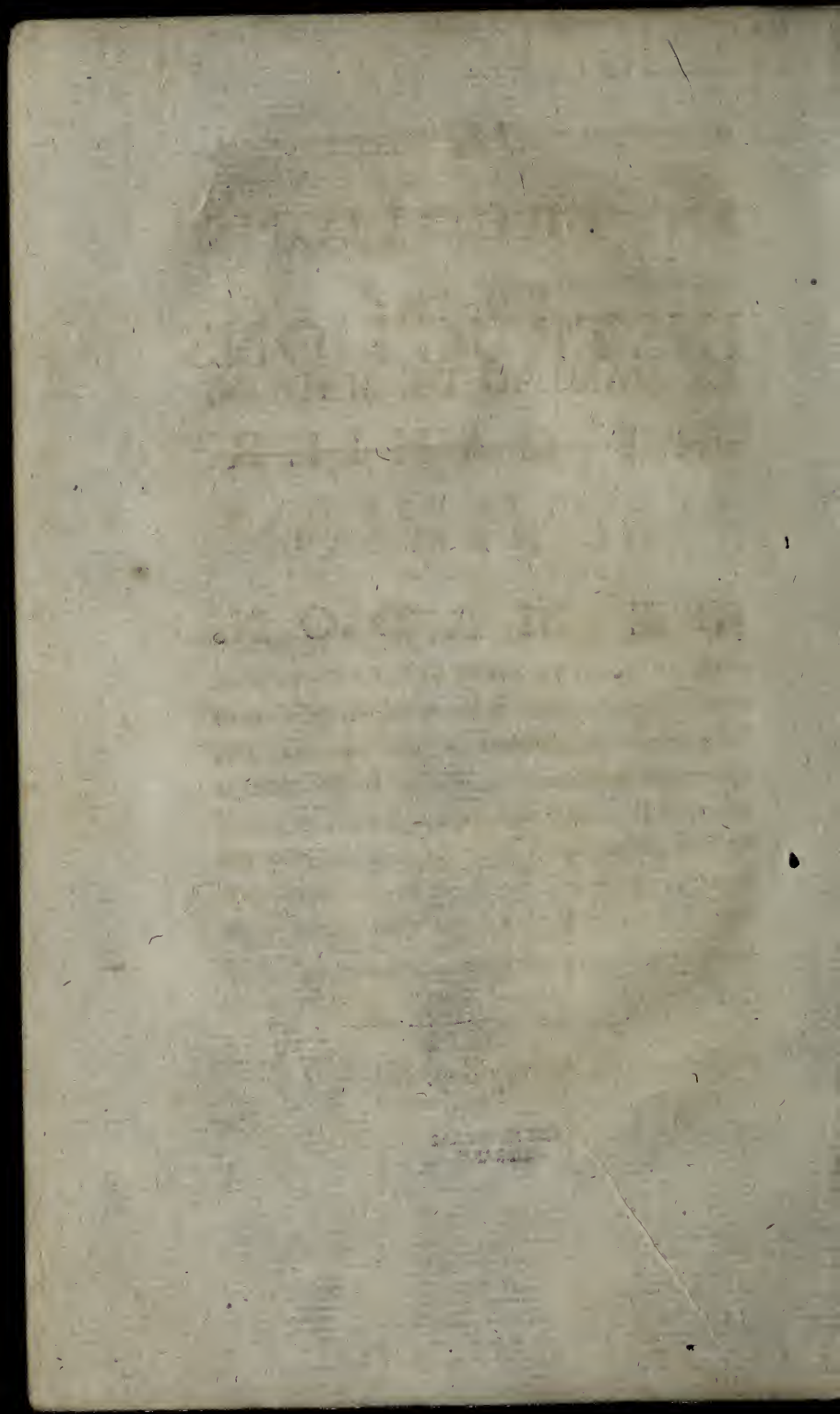
[Lauzères de Thémisnes] ~~FRC.3.19727a~~

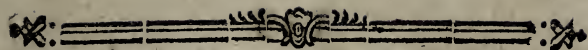
Case
FRC
20818

INSTRUCTIONS
ET CAHIER
DU HAMEAU
DE MADON.

1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY





INSTRUCTIONS

P O U R

LE HAMEAU DE MADON.

CH A P I T R E P R E M I E R.

A N N É E S 1787 & 1788.

IL semble que depuis deux ans, il s'est écoulé plusieurs siècles. Le destin de la France l'a peut-être jetée dans une position déplorable, pour lui préparer le remède le plus salutaire. Des désordres médiocres l'auroient laissée dans le même état; mais elle avoit besoin d'un grand désastre, pour sortir de l'engourdissement & des routines anciennes. Ni Sully, ni Colbert n'ont autant servi la Nation, que quelques-uns de leurs successeurs, par leurs déprédations & leurs impérities. Des fléaux passagers deviennent des bienfaits, lorsqu'ils ramènent l'ordre: & l'on ne sauroit trop acheter une régénération solide & durable.

Puisque nous voici à la veille des États-Généraux , il est utile de se rappeler d'où l'on est parti pour y arriver.

Les Finances depuis long - tempsomboient au hasard , de main en main , lorsqu'elles arrivèrent à M. de C * * *. Il entra dans un moment de crise , & cependant son ministère fut remarquable par la facilité & l'exactitude des payemens. Malgré les inquiétudes des gens clairvoyans , le Public vivoit dans la sécurité ; parce qu'on lui annonçoit , dans des Édits (1) solennels , la liquidation des dettes de l'État à des époques fixes.

Une Assemblée de Notables fut convoquée vers la fin de 1786 , pour entendre un nouveau plan d'administration. C'étoit une manière grande de se présenter. Comme plusieurs idées de ce nouveau plan étoient depuis long - temps dans les vœux du Public , il n'auroit pu qu'être bien accueilli , s'il eût été calculé avec plus de maturité et de principes , conduit avec plus de mesures & de modestie , & protégé sur - tout

(1) Édit de création d'une nouvelle Caisse d'amortissement , du mois d'Août 1784.

Édit de création de quatre millions de rente , du 4 du mois de Décembre 1785.

par une bonne renommée. Ce fut une belle pratique que celle de cette ancienne République, où un Citoyen décrédité ayant proposé quelque chose d'utile, on eut soin, avant de l'adopter, de le faire proposer de nouveau & passer par une bouche honnête, comme pour le purifier.

Les Notables fouillèrent dans ce plan, & découvrirent que cette opulence extérieure, ce service brillant du Trésor-Royal, qui ne tenoit qu'à l'épuisement de toutes les ressources : que les liquidations étoient illusoires, & que toutes les annonces étoient théâtrales. Après avoir été convoqués pour entendre parler de *la réformation de plusieurs abus, de l'ordre des finances & du soulagement des Peuples*, après avoir entendu qu'on ne pouvoit plus *ni imposer, ni emprunter, ni anticiper* (1), le dénouement de l'Assemblée fut un *deficit* immense, & la nécessité des emprunts & des impôts.

M. de C*** eut pour successeur M. l'Archevêque de S***. Ce choix fut applaudi : on lui connoissoit l'habitude de l'administration dans une grande province, des talens secondaires qui pouvoient annoncer les premiers, & la soif de

(1) Discours de M. de Calonne.

toutes les affaires & de toutes les places qui pouvoit en faire espérer le génie.

On attendoit le fruit de cette réputation ; un plan , & des développemens auxquels les Notables se flattoient même de n'être pas inutiles , en leur donnant quelque autorité. Le Ministre n'avoit pas de plan , & se pressa de les congédier. De cette époque , on a pu tout prévoir & tout craindre ; il ne fit que se traîner sur toutes les traces de son prédécesseur. Subvention territoriale , timbre , emprunts , anticipations , &c. Le Parlement se refusa aux enregistrements , & s'illustra en demandant les Etats-Généraux.

Après des exils , des Lits de justice , une Séance royale , le Gouvernement garda quelque temps le silence. Il le rompit le 8 Mai 1788 , par le vaste plan d'une réforme de Justice civile & criminelle , d'une refonte de tous les Tribunaux & d'une Cour plénière , lieu unique de tous les enregistrements. En attendant , tous les Tribunaux furent mis en vacance , & la France se trouva sans Justice.

Le Ministre alloit encore revenir sur ses pas (1) ,

(1) Arrêt du Conseil , annonçant la convocation des Etats-Généraux du Royaume , du 5 Juillet 1788.

lorsqu'il fut emporté par son discrédit & sa malveillance universelle.

Les fruits amers de ce lamentable ministère ont été, au-dehors, la perte de notre considération & de nos alliés ; au-dedans, un bouleversement général, l'ébranlement de toutes les idées & de l'autorité royale ; car le plus grand ennemi de cette autorité est celui qui l'a toujours comptomise.

Le Public, depuis long - temps, avoit un Homme, & cet Homme lui fut rendu. Un premier Arrêt du Conseil (1) ouvrit le Trésor-Royal, & annonça le rapprochement des Etats-Généraux. Un second Arrêt (2) en fixa l'époque au mois de Janvier suivant, en déclarant que *pour préparer à l'avance les voies qui peuvent conduire à cette harmonie, sans laquelle toutes les lumières & les bonnes intentions deviennent inutiles..... Sa Majesté avoit considéré, comme le parti le plus sage, d'appeler auprès d'elle, pour être aidée de leurs conseils, les mêmes Notables assemblés par ses ordres au mois de Janvier 1787.*

(1) 14 Septembre 1788.

(2) 5 Octobre 1788.

CHAPITRE II.

Assemblée des Notables.

LÉ ROI , par son Arrêt du Conseil , veut que les Etats - Généraux soient composés d'une manière constitutionnelle (1).

Le Ministre des Finances dit dans son Discours , à l'ouverture de l'Assemblée des Notables , que le Roi fait *quel respect on doit avoir pour les antiques usages d'une Monarchie , c'est par leur filiation que les droits constitutifs acquièrent un nouveau degré de force , & assurent le maintien de l'ordre public , en opposant de salutaires obstacles à l'amour inconsidéré des innovations* (2).

Malgré ce respect si justement réclamé pour la Constitution , il paroît que les considérations sur les révolutions politiques & morales , & sur les changemens en tout genre , ont été proposées de manière à ne plus rien laisser d'inviolable ; car rien n'est plus constitutionnel que les

(1) Page 3.

(2) Page 7.

points d'une conséquence majeure (1). Et cependant ces points sont livrés à la discussion & à la liberté. Dès-lors on donne ouverture à ces innovations qu'on vouloit cependant proscrire; dès-lors tout le monde s'est cru appelé à donner un système & une Constitution. Les Législateurs se sont multipliés; les Notables n'ont plus été regardés comme un Conseil qu'il falloit consulter, mais plutôt qu'il falloit diriger. De-là tant d'écrits & de systèmes, dont la foule & les contradictions auroient dû autrefois être le meilleur préservatif.

L'Arrêt du Conseil sur les Etats du Dauphiné, le silence du Gouvernement sur tant de requêtes & d'assemblées illégales & tumultueuses, & sur cette insurrection d'un Ordre contre les autres, n'étoient pas propres à refroidir les esprits, sur-tout dans un pays où l'on n'a guère cette sobriété & ce calme nécessaires pour une longue & sérieuse discussion.

Dans cette position, les Notables ont pensé qu'ils n'avoient point été appelés pour s'égarer, avec la foule, dans le vaste champ des opinions & de l'imagination. Plus ils ont vu d'effervescence, plus ils ont cru devoir marcher dans les

(1) Page 11.

anciennes routes ; parce que dans le pays des systêmes, il règne une anarchie , qui ne laisse à personne le droit de commander ; au lieu que l'antiquité a toujours , par son âge & sa possession , une autorité imposante. Ce n'est pas que ce respect pour elle doive être superstitieux , & confondre les inébranlables fondemens , avec les usages indifférens , incertains , variables selon les temps & les lieux , & susceptibles dès-lors de changement , d'uniformité ou d'amélioration ; encore la prudence doit-elle distinguer ce qui est instant & facile pour le moment , & ce qu'il faut renvoyer aux Etats-Généraux pour en assurer le succès. Il est important de remarquer que les Nobles étoient au mois de Novembre , que les Etats-Généraux étoient annoncés pour le mois de Janvier (1) , que les Bureaux étoient souvent arrêtés faute d'instructions , & qu'elles leur arrivoient presque toujours aussi incomplètes que tardives.

C'est ainsi qu'on croyoit entrer réellement dans les vues de Sa Majesté , qui avoit annoncé qu'elle chercheroit toujours à *se rapprocher des formes usitées ; mais lorsqu'elles ne pourront être*

(1) Arrêt du Conseil du Roi , du 5 Octobre 1788.

constatées , elle ne veut suppléer au silence des anciens monumens , qu'en demandant avant tout le vœu de ses Sujets (1).

C'est d'après cet esprit qu'il falloit commencer par consulter les faits & le passé.

C H A P I T R E I I I.

Des anciens Etats - Généraux.

LORSQUE le régime féodal vint à s'affaiblir par les affranchissemens & les privilèges des Communes , la révolution que la politique , la religion & la Nature préparoient , s'effectua sous Philippe-le-Bel. Il appella les Villes & les Communes , qui , avec le Clergé & la Noblesse , ont toujours fait les trois Ordres constitutifs de nos Assemblées nationales , depuis la première jusqu'à la dernière en 1614.

Les bonnes Villes & les Communes n'assistoient aux Etats que par députés , à la différence des Prélats & des Barons qui assistoient en personne , ou par procureurs ; ils étoient convoqués

(1) Arrêt du Conseil , du 5 Juillet 1788.

individuellement , parce qu'on ne pouvoit rien lever sur leurs terres , sans leur consentement ; *& contre la volonté des Barons , ne faites pas ces finances en leurs terres* (1).

Les Etats de 1484 paroissent offrir des nouveautés ; les Lettres de convocation n'existent point , & l'on ne voit pas si les Prélats & les Barons qui s'y trouvèrent , y furent pour leur compte personnel , ou comme députés de leur Ordre (2). On peut croire qu'on n'avoit convoqué que les bonnes Villes & les Communes , parce qu'il ne devoit point y avoir de demandes pécuniaires ; que l'objet principal étoit la régence de Madame de Beaujeu ; qu'on craignoit peut-être les mécontents du dernier règne ; & que les Princes du Sang , opposés à la Régente , ne trouvassent plus d'appui dans les principaux Membres de la Nation.

Il faut chercher toute autre raison que la violation ouverte de l'ancien droit ; & les Barons l'auroient réclamé avec trop d'avantage , puisque sans remonter fort haut, ils avoient l'exemple

(1) Ordonnance du Louvre , Tome I , page 370.

(2) La représentation par députés seulement , se trouve clairement établie aux Etats d'Orléans , en 1560.

des deux règnes précédens. En 1441, on disoit que pour mettre tailles & impositions, il falloit appeller *les Seigneuries & les Etats du Royaume* (1). En 1467 on avoit vu les Prélats & les Barons; & en outre, pour les trois Ordres, il y avoit de *chacune Ville un homme d'église & deux laïcs*.

Dans les premiers temps, les Rois convoquoient directement. Ils se servoient aussi de leurs Baillis & Sénéchaux. En 1484, on prit le ressort de leurs juridictions, & les convocations & députations se font faites depuis par Bailliages & Sénéchaussées.

Les Etats se partagèrent en six Nations; & il est à présumer qu'on y délibéra par Ordre. L'Evêque de Lombes, Abbé de Saint-Denis, voyant que la Nation de France étoit la plus nombreuse, & n'avoit pas plus d'influence, proposa d'opiner par tête, ce qui fut rejeté comme nouveau &

(1) Monstrelet, L. 2, page 289.

On ne peut pas entendre, par les Seigneuries, les Princes du Sang; car il y est dit que ceux-ci conclurent *deux Assemblées assez briefs, en suivant en ladite ville de Nevers, avecque plusieurs autres grands Princes & Seigneurs du Royaume de France*, id, 186.

dangereux. Ce fait n'est pas, dit-on, décisif; parce qu'on peut dire que la proposition tomboit sur la manière de délibérer des six Nations réunies, non point sur celle de chaque Nation en particulier. Mais si dans ce moment-là les trois Ordres, dans chaque Nation, opinoient par tête, pouvoit-on appeller cette méthode nouvelle & dangereuse, quand on vouloit l'appliquer aux six Nations réunies?

Il est essentiel de remarquer, que lorsqu'il fut question de l'article important des cahiers, on nomma douze Députés de chaque Ordre. Tous les actes de cette Assemblée s'annoncent, non pas au nom des *Etats*, mais des *trois Etats*; ce qui prouve l'accord des trois Ordres, & exclut la simple pluralité.

Il n'y eut qu'un Orateur & un cahier. Dans nos pays d'Etats actuels, c'est la même pratique. Il ne faut point pour cela en inférer ni confusion ni opinion par tête. En Bretagne, en Artois, &c., &c., ils sont souvent réunis dans la même salle, sans être confondus, & délibèrent par Ordre.

Il ne nous reste de ces Etats de 1484 que le procès-verbal de Masselin. Ce n'est point par une relation particulière & imparfaite, par des inductions équivoques, & des raisonnemens

forcés, qu'on doit expliquer un fait isolé & obscur ; mais par une foule d'exemples , & surtout par l'esprit & les principes de la matière.

C H A P I T R E I V.

De la manière de Délibérer.

LES trois Ordres ont-ils toujours délibéré séparément , & l'ont-ils dû ? Le point de droit , & le point de fait réunis s'éclaircissent réciproquement.

Il faut se placer à l'époque de Philippe-le-Bel , pour entrer dans les mœurs & l'esprit national. Les Barons & les seigneurs, fiers de leurs indépendances , auroient-ils voulu se confondre & délibérer avec d'autres qu'avec leurs pairs ? Aussi voyons-nous , que dès la première assemblée , où l'on traita les démêlés du Roi avec Boniface VIII , chaque ordre écrivit à Rome séparément.

Quand il fut question d'Aides & de secours , la démarcation devoit être plus précise. Une maxime incontestable , c'est qu'on ne pouvoit faire aucune levée de deniers sur les terres des Barons sans leur consentement. D'après cela , maîtres chez eux , auroient-ils admis des étran-

gers à délibérer sur leurs droits, & fait dépendre leur indépendance du suffrage d'autrui ?

On doit conclure encore cette indépendance, de la nécessité de les convoquer individuellement. Quoique l'Aide eût été consentie par des Prélats & Barons, il falloit aussi le consentement des absens (1), parce qu'eux seuls pouvoient consentir les Aides & les lever. Pourquoi nous vous requérons (2) *que ladite aide vous nous fassiez prestement & libéralement de vous mêmes, & nous faites faire de vos subgies, tant nobles comme non nobles, en votre terre en la forme & en la manière dessus dite.*

Quand les Barons étoient absens, on cherchoit à leur faire adopter les ordonnances, par négociations, & par belles paroles & si courtoisement que esclande n'en puisse venir. (3), On avoit soin de s'excuser, quand l'urgence des circonstances n'avoit pas laissé le temps de les convoquer.

Eux sur ce délibération & consuel avecques nos Prélats & nos Barons, que nous poons avoir en présentement, pour ce que nous ne poons

(1) Ordonnance du Louvre, t. 370.

(2) Ordonnance du 9 Décembre 1303, premier vol. p. 383.

(3) Idem, 371.

avoir ceste délibération tous nos Prélats & Barons du Royaume , sitôt comme la nécessité du Royaume le requiert (1).

Par l'affranchissement & les privilèges , les communes & bonnes Villes participoient à la même liberté. Les trois Ordres doivent donc être considérés comme trois classes de propriétaires , disposant chacun à part de sa propriété ; & l'une pouvant accorder ce que les autres refusoient. En 1303 , on voit que l'Aide n'est octroyée que par les Prélats & Barons. En 1314 , les Bourgeois de Paris l'accordent , & les deux autres Ordres la refusent. Le Clergé s'y prête seul , en 1350 , & en 1351 en Normandie & en Picardie. Les Rois traitoient avec les Etats particuliers , & les bonnes Villes à part , selon qu'ils trouvoient plus ou moins de facilité. Les Surintendans Généraux des Aides étoient commis par chacun des Ordres pour juger ; *les Clercs sur les Clercs , & chacun des autres états sur ceux de son état.* Il falloit donc trois volontés , trois déterminations particulières , parce que l'une ne pouvoit pas entraîner l'autre , & que chacun ne pouvoit disposer que de sa propriété.

Lesdites Aides cesseroient du tout , si n'étoit

(1) Idem , 383.

sur ce pourvu par tous les trois Etats d'un accord & consentement, sans ce que les voix des deux Etats puissent conclure à la tierce (1).

Si tous les trois Etats n'étoient d'accord ensemble, la chose demeureroit sans détermination (2).

On trouve les mêmes dispositions dans l'Ordonnance de l'année suivante (3). Les trois Etats pourront croître à menuiser, déclarer, interpréter le fait de ladite Aide, selon que bon leur semblera, & sera par eux ordonné d'un accord & consentement, sans que les deux Etats, posé qu'ils ne fussent d'accord, puissent lier le Tiers.

Si l'on n'a point d'exemples à citer sous Louis XII, on en connoît la raison; c'est qu'il étoit plus occupé d'ôter les anciennes charges, que d'en ajouter de nouvelles; & sous le règne moins économe de son successeur, on voit reparaître l'esprit des anciennes Ordonnances. Dans l'Assemblée de 1527 (4), chaque Ordre délibéra, & fit ses offres à part. Je n'engage

(1) Ordonnance du 28 Décembre 1335 ; art. 1.

(2) Idem, art. 15.

(3) Ordonnance du mois de Mai 1356, art. 5.

(4) Assemblée des Notables à Paris, 1527.

que ceux qui sont ici , disoit le Duc de Vendôme , au nom de la Noblesse , les autres ne peuvent l'être que par leur consentement libre.

On demanda au Roi , si son plaisir étoit que les Ordres délibérassent en commun , ou qu'ils se retirassent dans les chambres particulières. Il est plus à propos , répondit-il , *que conformément à ce qui se pratique dans les Assemblées d'Etats , chaque Ordre délibère en particulier* (1). En 1558 , tout se passa de même : chaque Ordre fit ses offres à part. Quoique ce ne fussent-là que des Assemblées de Notables , elles suffisoient pour constater l'esprit national. Quelques années après , les Etats d'Orléans (2) consacrèrent solennellement la doctrine héréditaire.

(3) *En toute Assemblée des Etats-Généraux , ou particuliers des Provinces , où se fera l'octroi de deniers , les trois Etats s'accorderont de la quote-part & portion que chacun desdits trois Etats portera , & ne le pourront le Clergé & la Noblesse seuls , comme faisant la plus grande partie.*

(1) Garnier, Hist. de France.

(2) 1560.

(3) Art. 135.

Aux Etats de Blois de 1576, Bodin dit que la coutume ancienne de ce Royaume, étoit que les deux Etats ne pouvoient rien arrêter au préjudice du troisieme. (1). En conséquence le Tiers-Etat se refusa à l'aliénation d'une partie du domaine, & à un don de quelques millions, auxquels les deux autres Ordres s'étoient prêtés; & le Clergé reconnut ce droit dans son Cahier.

S'il advient qu'il soit besoin de lever subside sur le peuple & les sujets de Votre Majesté, semble que nulle imposition ne se peut faire, sans assembler lesdits trois Etats, & sans déclarer les nécessités du Royaume, & que les gens desdits Etats n'y consentent, en gardant les privilèges de chaque pays. Et ce faisant, les gens desdits Etats doivent offrir & subvenir, & secourir à ladite nécessité de tout leur pouvoir, sans rien eux épargner, en façon que le Roi aura causé de se contenter, posé toutefois que lesdits deux Etats, combien qu'ils soient d'accord, ne puissent lier le Tiers (2).

La conséquence de tant de faits, est que chaque Ordre est ordonnateur exclusif de sa pro-

(1) Quinet, 326.

(2) Tout cet article a l'air d'être pris du Cahier des Etats de 1484, où l'on trouve les mêmes tournures & les mêmes expressions. Quinet.

priété, & qu'il la compromettroit en opinant par tête, puisqu'il appelleroit un autre au droit d'en disposer. La délibération par Ordre peut-elle avoir une source plus sacrée, que le droit de propriété? Tous les Ordres ont les mêmes titres & les mêmes franchises : réclamer pour l'un d'eux une plus grande influence, ce seroit rompre l'équilibre.

CHAPITRE V.

Conséquence de la Délibération par Ordre.

Si quelque Ordre ne jouit pas de ses droits, il a tout ce qu'il faut pour obtenir justice : les abus ne sont pas des principes ; & s'il y a des griefs, les voies de redressement sont ouvertes & assurées en opinant par Ordre, autrement elles sont incertaines. Les Ordres séparés sont indépendans ; réunis, ils sont oppresseurs ou opprimés, parce qu'ils ne sont plus que de la multitude ; & l'on sait combien la multitude marche au hasard ; combien elle est lente ou précipitée, insensible ou passionnée. C'est un Orateur qui la séduit, un ambitieux qui l'agite, un séditieux qui l'éléctrise. En donnant au troi-

sième Ordre autant d'influence qu'aux deux autres réunis , il suffiroit de gagner quelques voix , pour rompre l'équilibre , selon que l'on voudroit élever ou déprimer l'une des deux moitiés , pour ensuite les abattre toutes deux successivement ; au lieu que les trois Ordres séparés rendent les combinaisons plus difficiles.

Il faut peu connoître le passé , pour ne pas entrevoir l'avenir. Tout tend ici-bas à sortir de ses bornes , & tout tend au même but par différens chemins. La Monarchie veut devenir absolue. Ceux qui parlent le plus de la liberté , ne cherchent qu'à commander ; & la démocratie commence par l'égalité , & finit par la tyrannie d'un seul ou de plusieurs ; car le despotisme & l'aristocratie , ne sont le plus souvent qu'une même chose. C'est ce qu'on vit à Athènes sous le gouvernement des quatre cents , des trente , des dix ; à Rome , sous les Décemvirs & sous le Triumvirat.

L'on ne prétend point ici se perdre dans les combinaisons sociales & politiques , ni régler les rangs entre le Gouvernement populaire & Monarchique. L'un peut être celui de la nature , & l'autre celui d'un père de famille : on ne veut parler simplement que de leurs esprits. La nature peut s'être réservée plus particulièrement

les montagnes , les pays pauvres & stériles , ou voués à l'industrie & au commerce. Les trônes sont l'ornement des contrées vastes & opulentes. La démocratie ne peut pas remplir une grande circonférence , parce que les parties trop éloignées du centre tendent à se dissoudre. Comme la France seroit trop vaste , elle ne pourroit que se démembrer. Les indépendans , dans nos guerres civiles , avoient pensé à la distribuer en plusieurs cercles.

Les Nobles & les Privilégiés ne sont pas de l'essence du monde ; il est au contraire de l'essence d'une démocratie de leur fermer ses portes. On a très-sagement pros crit en Amérique les décorations qui pourroient consacrer des familles patriciennes.

Les mêmes formes ne peuvent pas convenir à une Monarchie ; & il faut bâtir sur d'autres fondemens. Ce n'est point pour flatter la vanité des particuliers ou des corps qu'on parle de rangs , de distinctions , de privilèges & d'ordres. Il faut s'élever à des considérations supérieures , & faire entrer ces prérogatives , & cette vanité même , dans le plan général & le bien de la commune.

Les délibérations par Ordre , remplissent mieux la fin de toutes les Assemblées , qui est

de donner de la stabilité au Gouvernement, & de la sagesse à toutes les mesures.

Les Ordres séparés se communiquent avec une circonspection, une clairvoyance & des égards réciproques : tout s'éclaircit, se refroidit, & se mûrit en chemin. Les passions ne passent pas si aisément de l'un à l'autre; la jalousie naturelle leur inspire une rivalité de gloire, & une pudeur qu'ils perdroient en se confondant; la vigilance sur les droits & l'ambition arrêtent les usurpations mutuelles.

Le trône a également besoin de cette division. Les Ordres les plus rapprochés de lui ont plus d'intérêt à le défendre. *La Noblesse Anglaise s'ensevelit avec Charles I, sous les débris du trône (1).*

On a vu la Maison d'Autriche travailler sans relâche à opprimer la Noblesse Hongroise.... Lorsque tant de Princes partageoient entr'eux ses Etats.... (2) elle oublia tout pour combattre, & crut qu'il étoit de sa gloire de périr & de pardonner.

Je parle au nom d'un Ordre qui sait mieux agir que discourir, disoit le Duc de Vendôme à François I. Nous vous offrons, Sire, la moitié

(1) Esprit des Loix, liv. 8, chap. 9,

(2) Idem.

de nos biens ; si la moitié ne suffit pas , la totalité , & par-dessus , nos épées , & jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

Si les Ordres privilégiés sont les ancrs qui soutiennent le trône au milieu des flots & des chocs populaires , ils sont aussi utiles à la commune ; car si le Souverain ne voyoit point d'intermédiaires entre lui & son peuple , mais seulement l'égalité & l'agitation de la foule , il pourroit le regarder comme son ennemi , & devenir le maître , plutôt que le père de ses sujets.

Qu'on parcourre toute l'antiquité , ou toutes nos législations modernes ; par-tout l'on trouve des divisions de pouvoirs , & des contre-poids , dont la combinaison est plus ou moins heureuse pour la stabilité & la prospérité des Gouvernemens. On ne voit le niveau absolu que dans ces sombres contrées , où le Souverain est comme la fatalité & le destin de l'empire ; & l'on y est réduit à jouir des malheurs publics par l'espérance d'une révolution & d'un nouveau maître.

Si ces vérités avoient besoin de quelque nouvel appui , on peut entendre un témoin pris dans le sein d'une République (1) ; *Non-seule-*

(1) Constitution de l'Angleterre , par M. de Lolme , t. 1 , 126.

ment la division de la puissance législative est capable de la limiter , en faisant de chaque partie le point d'appui qui doit arrêter les autres , mais elle la limite réellement. Si elle a été divisée en deux parties , il est probable qu'elles ne se réuniront pas toujours , soit pour faire , soit pour défaire. Si on la divise en trois parties , la chance , qu'il ne se fera aucun changement , se trouve extrêmement augmentée.

Il y a plus. Une sorte de point d'honneur s'introduisant naturellement entre les diverses parties du corps législatif , elles ne se proposeront mutuellement que des choses tout au moins justifiables , & les changemens très-nuisibles , seront prévenus avant leur naissance.

Si les pouvoirs législatif & exécutif diffèrent si fort , quant à la nécessité d'être divisés pour être limités , ils ne diffèrent pas moins quant aux autres conséquences de la division.

La division du pouvoir exécutif introduit nécessairement des oppositions de fait , même des violences entre les diverses parties ; & celle qui vient à bout de réunir à soi toutes les autres , se met incontinent au-dessus des loix. Mais l'opposition qui s'introduit , & qui , pour le bien des choses , doit s'introduire entre les diverses parties du corps législatif , n'est jamais qu'une opposi-

tion de principes & d'intentions. Tout se passe dans les régions morales ; & la seule guerre qui se fasse , est une guerre de volontés & de volontés de voix , pour ou contre , de oui , ou de non.

De plus , lorsque par la sorte de victoire de l'une des parties , toutes se réunissent , c'est pour donner l'existence à une loi , qui a une très-grande probabilité d'être bonne. Lorsque l'une d'elles succombe & voit sa proposition tomber , le pis qui en résulte , est qu'une loi ne se fait point dans un temps donné ; & il n'en coûte à l'Etat d'autre sacrifice que celui d'un être de raison , d'une spéculation plus ou moins utile qui n'a pas eu son effet , mais qui pourroit l'avoir dans la suite.

En un mot , l'effet de la division du pouvoir exécutif , est , ou l'établissement plus ou moins prompt du droit du plus fort , ou une guerre continuelle ; celui de la division du pouvoir législatif , est , ou la vérité , ou le repos.

Règle générale ; par conséquent pour qu'un Etat soit stable , il faut que le pouvoir législatif y soit divisé ; pour qu'il soit tranquille , il faut que le pouvoir exécutif y soit réuni.



CHAPITRE VI.

S'il faut opiner par Ordre ou par tête selon la matière.

LA délibération par Ordre , est un principe de sagesse & de maturité , & ce principe doit s'appliquer à tout.

On a prétendu qu'il falloit distinguer la bursalité de la législation , & opiner par tête pour le premier objet , & par Ordre pour le second. Est-ce qu'il faut plus de circonspection sur l'un que sur l'autre ? Et les impôts sont-ils plus indifférens que les loix ? Les emprunts & les impositions dans leur nature , dans leur perception , dans leur proportion avec les besoins , dans leurs relations au commerce , au crédit public , offrent une foule de considérations. Il faut procéder sur la bursalité avec autant de jugement. Elle est dans certain pays le gouvernement salulaire , qui sert au maintien & au progrès de la Constitution , & l'on y joint aux bills pécuniaires des pétitions particulières.

On prétend qu'il ne faut pas délibérer par Ordre , parce que dans le cas de nécessité , l'opposition d'un Ordre seroit un obstacle dangereux ; mais ce cas peut s'élever aux loix

comme à l'impôt. Nous ne sommes point en Pologne , où le *veto* d'un seul nonce , au milieu d'un grand nombre , entrave toutes les facultés & annulle toute la République. Il ne faut ici que l'unanimité des trois Corps , & la pluralité dans chacun.

Quoique les trois Ordres eussent un intérêt commun , les sentimens ne sont pas toujours les mêmes. La Noblesse & le Clergé peuvent être plus faciles , parce qu'il y a plus de générosité , de reconnoissance , & si l'on veut , plus de moyens de dédommagement. Le troisième Ordre doit être plus porté aux réformes , à l'économie & aux austérités. Son style , en 1576 , étoit beaucoup plus sévère : il se refusa à des impôts & à des aliénations du domaine. Comme il connoît mieux la source des richesses , & les peines pour les acquérir , il en calcule mieux l'emploi. Mais il ne voit pas , dans ce moment , qu'en se confondant , la majorité du Tiers pourroit être emportée par la minorité jointe aux deux autres Ordres.

Au reste , il ne faut point se livrer à des hypothèses imaginaires , pour abandonner une méthode ancienne & éprouvée. Suppose-t-on un besoin réel , jamais les Ordres ne s'y refuseront , par le principe qu'ils ne s'y sont jamais

refusés. Croit-on que ces *trois Puissances* devroient former un repos ou une inaction : mais comme par le mouvement nécessaire des choses elles sont contraintes d'aller , elles seront forcées d'aller de concert. Esprit des Loix.

En 1359 , temps de mécontentement général , de dépradation , de fausses monnoies , d'assassinats , on ne répondit aux propositions des Anglais qu'en levant une armée.

François I ne trouva que de *magnanimes Français*. Comment pourrai-je , s'écrioit-il , payer dignement tant d'amour ? C'étoit à moi à vous prier de m'assister dans mes besoins : c'est vous qui me conjurez d'accepter & de prendre. En 1588 , malgré l'épuisement & les divisions , à la nouvelle d'une irruption du Duc de Savoie dans le Marquisat de Saluce , les Etats s'occupèrent de la repousser.

Sous Louis XIV , on ne fut jamais plus dévoué que dans les temps désastreux ; & sous le dernier règne , on supportoit les dépenses & les malheurs de la guerre. C'étoit de la paix seulement , & de son mauvais emploi , qu'on se plaignoit. La réputation des Français est faite depuis long-temps. Nos Rois savent bien qu'ils sont *la meilleure nation du monde* (1) ; & c'est une

(1) Mezeray , Abrégé de l'Histoire de France , t. 5 , 397.

vieille maxime, que qui a *leur cœur a leur bourse* (1).

La Bretagne ne vient-elle pas dans ce moment de suspendre ses dissensions, pour se réunir sur les octrois ? Dans tous les pays d'Etat éprouve-t-on des obstacles aux tributs nécessaires ?

Après la journée du 12 Avril 1782, nous vîmes de toutes parts des offres & des efforts. En 1787, la Nation se montra impatiente de l'inertie, & jamais, peut-être, il n'y eut de plus beau moment pour les Etats-Généraux ; car l'honneur national est le plus susceptible & le plus généreux des sentimens.

CHAPITRE VII.

Ancienne Constitution.

NOTRE Constitution remonte plus haut que Philippe-le-Bel ; l'anarchie féodale l'avoit fait oublier. Quand ce Prince convoqua les trois Ordres distingués, & délibérant séparément, il ne fit que rebâtir sur les anciennes fondations. La nature avoit fait un effort dans le huitième

(1) La Noue, Disc. polit.

siècle ; elle donna un homme né pour tout maîtriser , mais il ne prétendit que commander aux hommes & obéir aux loix.

Charlemagne voulut que les Assemblées fussent périodiques & régulières. L'obligation de s'y rendre fut sa première loix (1). Il s'en tenoit deux par an ; la première à la fin de l'automne , composée seulement des Grands les plus expérimentés. Il y régnoit un secret inviolable , & l'on y préparoit les matières pour l'Assemblée générale du mois de Mai. Celle-ci étoit composée des Prélats , des Comtes , des Seigneurs et des Représentans du Peuple. Pour éviter la foule et la confusion des anciennes Assemblées , Charlemagne régla , que chaque Comté députeroit au *Champ de Mars* douze Représentans choisis dans la classe des *Rachinbourgs* (2) , ou à leur défaut , parmi les *Citoyens les plus Notables de la Cité* , et que les *avoués des Eglises* , qui n'étoient encore alors que des hommes du Peuple , les accompagneroient.

(1) *Nemo tardet , primum circa ætatem , secundo circa autumnum.* Cap. 1 , an. 769 , art. 12.

(2) Mably , *Observ. sur l'Hist. de France* , Tom. 1 , page 298.

Les Scabins ou Rachinbourgs étoient les Affecteurs des Juges , le Peuple les nommoit.

Pendant que les trois Ordres étoient occupés à régler les affaires (1), Charlemagne, qui, par respect pour la liberté publique, n'assistoit pas à leurs Délibérations, mais qui en étoit l'ame par le ministère de quelques Prélats & de quelques Seigneurs bien intentionnés, auxquels il avoit communiqué une partie de ses vues & de ses lumières, recevoit les présens qu'on lui apportoit, suivant l'usage-ancien. Il saluoit les Grands, dit Hincmar que je copie toujours (2), conversoit avec ceux qu'il voyoit rarement, témoignoit de la bonté aux vieillards, & étoit gai & enjoué avec les jeunes gens.

Quelquëfois les trois Chambres séparées du Clergé, de la Noblesse & du Peuple, se réunissoient, soit pour se communiquer les Réglemens que chaque Ordre avoit faits par rapport à sa police ou à ses intérêts particuliers, soit pour discuter les affaires mixtes, c'est-à-dire, qui tenoient à la fois au spirituel & au temporel, ou qui, par leur nature, étoient relatives à deux ou à tous les Ordres de l'État. Le Prince

(1) *Id.* pag. 300.

(2) Hincmar avoit recueilli ces détails d'après la Relation d'Adelard, témoin oculaire, & Membre de la Famille Impériale. Hinc. de ordin. palat.

ne se rendoit à l'Assemblée que quand il y étoit appelé, & c'étoit toujours pour y servir de médiateur, lorsque les contestations étoient trop animées, ou pour donner son consentement aux arrêtés de l'Assemblée. Alors, il proposoit quelquefois lui-même ce qu'il croyoit le plus avantageux à l'État ; & , avant que de se séparer, on portoit enfin ses loix connues sous le nom de Capitulaires , qui, soit qu'elles fussent l'ouvrage de la Nation, soit qu'elle les eût simplement adoptées , conservèrent l'usage nouvellement établi, d'être publiées sous le nom du Prince qui y prend le titre de Législateur suprême.

Voilà cette Constitution que l'on réclame aujourd'hui. Comment cet édifice s'écroula-t-il si promptement ? Charlemagne étoit comme cet Atlas, à qui la Fable faisoit porter le monde tout entier ; mais ses foibles enfans succombèrent sous le poids ; et parce qu'il n'eut pas le temps de consolider les liens publics d'union & d'intérêt, chaque Puissance chercha à s'isoler.



CHAPITRE VIII.

Rapport des trois Ordres au Souverain.

LE Souverain appelle la Nation pour concourir au rétablissement de la chose publique. Peut-il exiger d'elle, ou doit-il lui demander ? La Nation doit-elle un acte d'obéissance, ou bien un acte de dévouement & de liberté ?

On n'a pas besoin de remonter au droit imprescriptible de la nature, il suffit de descendre des premiers temps jusqu'à ce jour, pour trouver une possession en règle, & des titres sans lacunes. Dès le berceau de la Monarchie, il n'y avoit aucune imposition publique & fiscale. Nos Rois vivoient de leur Domaine. Sous le règne de la féodalité, le Prince ne pouvoit faire aucune levée de deniers sur les terres de ses Barons sans leur consentement. Les preuves pour l'indépendance des Ordres entr'eux, établissent aussi l'indépendance Nationale. Les secours ont toujours été reçus par nos Souverains, *comme dons, libéralités & courtoises* (1).

(1) Ordonnance du Louvre, Tom. I, pag. 385, 411.

On prend des précautions pour que ces secours, *bénignement & gracieusement* octroyés, ne tirent pas à conséquence.

Une clause importante est sans cesse répétée : *Ils nous ont fait ce don de leur bonne volonté & grace spéciale ; voulons que, pour raison de ce, nul droit ne soit acquis à nous & à nos Successeurs, car ils n'y sont pas tenus fors de pure grace* (1).

Il seroit superflu d'accumuler une foule d'Ordonnances, leur langage est uniforme ; & c'est dans cet esprit que Commynes disoit (2) : *Donc, pour continuer mon propos, y a-t-il un Seigneur sur terre (3) qui ait pouvoir, outre son Domaine, de mettre un denier sur ses Sujets, sans octroy & consentement de ceux qui le doivent payer, sinon par tyrannie ou violence.*

S'il s'est fait des levées de deniers contre des titres si clairs, c'est le cas de réclamer la cause : *Que pour raison de ce nul droit ne soit acquis à nous & à nos successeurs.*

La propriété est une de ces loix dont parle Bossuet, contre lesquelles tout ce qui se fait est nul

(1) Ordonnance du Louvre, Tom. I, pag. 566, 580.

(2) Tom. I, pag. 692, 785.

(3) Tom. V, ch. 18.

de droit (1); & il y a toujours ouverture à revenir contre, ou dans d'autres occasions, ou dans d'autres temps, de sorte que chacun demeure légitime possesseur de ses biens; personne ne pouvant croire qu'il puisse jamais rien posséder en sûreté au préjudice des loix.

On doit observer que, malgré l'interruption des Etats-Généraux, les Edits burfaux ont été vérifiés; et quoique les Cours n'aient pas eu mission de la Nation, qu'elles aient même des reproches à se faire sur l'excès des extensions burfales, il en reste toujours, que les Impôts n'ont pas été établis arbitrairement.

Jusqu'à ce jour au moins la réclamation des Cours suppléoit à celle des États, quoiqu'imparfaitement; car, malgré tout notre zèle, nous ne nous flattons point d'avoir dédommagé la Nation de l'avantage qu'elle avoit d'épancher son cœur dans celui du Souverain.

Interrogez donc, Sire, la Nation elle-même, puisqu'il n'y a plus qu'elle qui puisse être écoutée de votre Majesté (2).

Ainsi parloit à Louis XV, au nom de son Corps, un illustre Magistrat; mais il étoit ré-

(1) Polit. de l'Ecrit. Sainte, pag. 481.

(2) Remontrances de la Cour des Aides, de 1771.

servé à ce règne de prendre *la ferme résolution de n'établir aucune Imposition sans le consentement des États-Généraux*, & de publier que *nulle Cour ne peut représenter la Nation, qui ne peut l'être que par les États-Généraux* (1).

Le droit d'imposer à volonté, est inconciliable avec le caractère d'un Peuple libre. Il n'y a ni Citoyens ni Patrie, où il n'y a plus de propriété. Si l'on peut prendre arbitrairement une partie, pourquoi pas la totalité ? Où s'arrêtera-t-on ? Quand même un pareil droit lui feroit acquis, un Prince humain & généreux se presseroit de l'aliéner ; mais s'il étoit avare & éclairé, il y renonceroit encore. Le droit de tout prendre appauvrit le Souverain ; il rend la terre stérile, & tarit toutes sources. Les contrées les plus désolées sont celles où tout est le Domaine du Prince, où le miry & les tributs se lèvent les armes à la main.

Le Clergé a réclamé, dans ses respectueuses Remontrances du mois d'Août dernier, le consentement de l'Impôt, comme le plus solide fondement de la liberté. On lui a cependant reproché de n'avoir pas réclamé tous les autres

(1) Réponse du Roi aux Remontrances du Clergé, du 15 Juin 1788.

droits , & sur - tout la liberté individuelle de tous les Citoyens. Quand les principes sont posés, faut-il tirer toutes les triviales conséquences ? La première propriété n'est-elle point celle de soi-même ? L'esclave n'a rien , puisque tout appartient à son maître. La liberté est donc la première conséquence , ou plutôt le principe de la propriété ; & tout le monde ne fait - il pas que nos Rois se glorifient de ce que leur Royaume *est dit & nommé le Royaume des Frans. Vou-lans que la chose soit en vérité accordante au nom* (1).

Quand le Clergé , en matière de Législation, a réclamé l'obéissance des Cours , à la volonté souveraine , éclairée & refroidie par la lenteur des formes & des remontrances ; c'est qu'il a pensé , sans doute , que si la résistance étoit invincible , il y auroit une autre puissance que le Roi & la Nation. Il a pensé d'ailleurs que cette obéissance n'auroit jamais de conséquences *dangereuses* ou *durables* (2). Elles seroient dangereuses pour peu qu'elles durassent , s'il étoit question des loix fondamentales , telles que la liberté , la propriété , la succession à la Cou-

(1) Ord. Tom. I, pag. 583.

(2) Remontrances du 15 Juin 1788.

ronne, l'exercice de la Religion Catholique ; &c.... Si l'on pouvoit jamais les supposer en péril, c'est alors que la Nation les réclamerait, parce que de pareilles loix sont sa première propriété.

Le Clergé n'a pas voulu être plus exigeant que la Nation elle-même. Elle consent l'Impôt & sollicite le reste. Nos plus célèbres Ordonnances ont été rendues sur ses demandes. Les grandes Assemblées ne peuvent s'occuper que de grands objets, de choses simples & de pratiques. Le Chancelier Daguesseau, dans une vie longue & laborieuse, ne nous a donné que quelques Ordonnances qui roulent encore plus sur la forme que sur le fond. Les Assemblées Nationales peuvent-elles entrer dans ces discussions épineuses, rédiger ou réunir les coutumes, accommoder les loix Romaines aux nôtres, & faire un Code Civil & Criminel? Elles doivent le demander, & s'abandonner à la sollicitude de nos Rois, & au zèle éclairé de ses Cours.

On connoît la maxime originaire, que *la loi se fait par le consentement du Peuple & le décret du Prince* (1), & nos Capitulaires ont été

(1) *Lex consensu populi fit & constitutione Regis.*
Edi&. pisl. 6, Cap. 6.

arrêtés au milieu de la Nation. Depuis S. Louis, à qui ses vertus donnèrent tant d'autorité, les Justices Royales étendirent la Jurisdiction de nos Rois, & la puissance législative tomba entièrement entre leurs mains. Tel est l'avis de Robertson (1). Les États - Généraux, depuis Philippe-le-Bel, n'ont réclamé que la puissance burfale ; & Mably donne comme *certain que les États de 1355, regardoient le Roi comme le Législateur de la Nation* (2). Ce titre n'est pas toujours une réalité ; & pour quiconque fait, que depuis l'Empire Romain jusqu'à l'Amérique Septentrionale, le fisc fait les révolutions, excite les tempêtes, on voit que l'Impôt est le mobile du monde. La Nation qui le consent n'a pas besoin d'autres ressorts. Dès qu'elle mettra de la valeur à des réglemens & des loix, ses plaintes & ses doléances seront toujours efficaces. Les limites sont embarrassantes, les lignes de démarcation contentieuses ; mais on peut, sans compter, abandonner les sables du Désert, pour se réserver le cours du Nil, & ses plaines fertiles.

Tout est donc dans l'indépendance burfale ,

(1) Introduit. à l'Hist. de Charles V, pag. 349.

(2) Obs. sur l'Hist. de France, Tom. III, pag. 333.

même la puissance législative; & cette vérité se trouve développée dans un Auteur qui en a bien senti toutes les conséquences & les heureux effets.

(1) *En lisant l'énumération des pouvoirs que les loix d'Angleterre confient au Roi, on ne fait comment les concilier avec l'idée d'une Monarchie qu'on nous dit être limitée. Non-seulement le Roi réunit toutes les branches du pouvoir exécutif; non-seulement il dispose de toute la puissance Militaire, il est encore, ce semble, le maître de la loi elle-même, puisqu'il appelle & fait disparaître, à son gré, le pouvoir législatif. On lui trouve donc, au premier coup-d'œil, tous les pouvoirs qu'ont jamais revendiqué les Monarques les plus absolus; & l'on cherche cette liberté dont les Anglois se glorifient.*

Mais les Représentans du Peuple ont encore, & c'est en dire assez, ils ont encore, actuellement que la Constitution est établie, la même arme qui a été assez puissante pour l'établir. C'est toujours de leur libéralité seule que le Roi peut obtenir des subsides; & aujourd'hui que, par une suite des progrès du commerce & de

(1) *Constit. de l'Angl. par M. de Lolme, T. I, p. 64.*

L'esprit du calcul , tout s'évalue en argent ; aujourd'hui que ce métal est le grand ressort des affaires , on peut dire que celui qui dépend par rapport à un article si important , est , quelque soit d'ailleurs son pouvoir nominal , dans une entière dépendance.

(1) *La plupart des gens , ou du moins les politiques , semblent ne considérer le droit de taxe , dont jouit la Nation Angloise , que comme un moyen d'assurer la propriété de chaque individu contre les tentatives de la Couronne , pendant qu'ils ne font pas attention à ce qu'il y a de plus noble dans ce privilège , & ne découvrent pas jusqu'où s'étend son influence.*

Le droit que possède le Peuple en Angleterre , d'accorder des subsides à la Couronne , est la sauve-garde de toutes ses autres prérogatives , tant pour le culte que pour le civil : c'est un moyen régulier que lui donne la Constitution , d'influer sur les démarches du pouvoir exécutif ; & c'est ce qui forme le lien qui lui unit ce dernier. En un mot , ce privilège lui est un sûr garant que son Souverain , qui peut congédier ses Représentans à volonté , ne pensera jamais à gouverner sans leurs secours.

(1) Tom. II, pag. 233.

CHAPITRE IX.

Dettes & Charges de l'État.

AVANT de s'occuper des ressources, les Etats-Généraux ont toujours préalablement examiné les états de recette & de dépense, pour constater les besoins & proportionner les remèdes. L'Impôt est une partie de la propriété de chaque Citoyen, qu'il sacrifie pour s'assurer le reste. Il faut qu'il sache combien doit lui coûter cette sûreté. Les besoins de l'Etat ne peuvent pas être indéfinis & au-dessus des siens. Quelle seroit cette protection qui ne lui laisseroit pas le nécessaire? Il y a un *nec plus ultra*, que la dépense & l'Impôt doivent toujours respecter.

Le compte rendu en 1781, a été si contesté & si éclairci, qu'il ne paroît plus permis de le combattre. Le compte de 1788 a renouvelé toutes les défiances, parce qu'il annonçoit au mois de Mars le service de l'année assuré, & un excédent de recette, & qu'au mois d'Août le Trésor-Royal s'est fermé.

Jusqu'ici l'on n'a vu que le déficit de l'an-

née, & c'est le déficit ordinaire qu'on attend. Si jamais l'on peut se flatter d'arriver à des tableaux fidèles, c'est dans ce moment ; & le Bilan du Royaume est aussi possible que celui d'un particulier.

Il y a dans les charges publiques les charges ordinaires & les dettes. Sur ce dernier article, la Capitale & la Province n'ont pas les mêmes calculs. Les Rentiers & les Propriétaires ont des intérêts différens ; les uns veulent des Impôts (1), & les autres des réductions. Ceux-ci ne voient pas sans humeur leurs fonds rapporter trois pour cent, avec des hasards & de la sollicitude, pendant que les simples Rentiers en tirent le double, & les Agioteurs trois ou quatre fois plus. Paris est le centre de ces Créanciers onéreux de l'Etat. La Bourse représente en papiers les fonds de plusieurs grandes Provinces, & c'est pour elle qu'il faut chercher des ressources & des Impôts. Les Provinces & les Campagnes verront d'un très-bon œil des opérations qui ne grèvent que la Capitale, comme sous le ministère de l'Abbé Terray : prendre

(1) Aux Etats de Blois, de 1576, les Députés de Paris se firent mal vouloir, parce qu'ils desiroient des Impôts pour assurer leurs rentes.

& ne pas payer, fut tout le génie de ce temps-là.

On a reproché à M. Necker d'avoir emprunté au lieu de mettre des Impôts. Cette accusation est d'ignorance ou de mauvaise foi. Ses emprunts étoient-ils onéreux ? C'est ce que nous ne savons point. Mais il étoit nécessaire d'emprunter. La guerre est impossible avec des Impôts seuls. Une campagne peut coûter deux cents millions, un Vingtième n'en rend que vingt. On ne peut imposer que pour payer les intérêts. La paix seule est le temps des Impôts, & doit réparer & préparer la guerre. Les charges alors sont moins onéreuses, parce que la circulation & le commerce reprennent leur activité. M. Necker avoit trouvé dans ses économies de quoi fonder ses emprunts ; puisque son compte présentoit un excédent de recette de dix millions, il étoit donc en règle.

Dans le système actuel, les Nations font la guerre avec de l'argent, encore plus qu'avec des hommes ; il faut des prêteurs & du crédit. Le malheur est qu'en France, on n'a jamais eu que le crédit du Ministre, & qu'on n'a point cherché un crédit national. L'un se ruine, & l'autre se conserve : l'un s'épuise par des moyens forcés, l'autre se fortifie par un régime simple.

Il faut observer que toute idée de banque-

route est injuste & immorale même avec des usuriers ; mais que l'examen & la discussion de la dette ont été de tout temps regardés comme une mesure équitable.

François II, en arrivant au Trône, commença par l'économie dans sa Maison, la révocation des dons, & la réduction des intérêts trop forts.

Lesdits Députés du Tiers-Etat (1), & les Députés au fait des finances, furent chargés de donner avis aux Députés des autres Etats, que recherche fût faite des rentes mal constituées & sur le Roi, qui se trouveroient usuraires, ou pour dettes non dues & n'étant entrées aux coffres du Roi. Les contrats qui auroient été passés & annullés, & les arrérages qui en auroient été payés, comptés au sort principal, si aucun sort y avoit eu.

Lorsque le père de famille paie les dettes de ses enfans, il compose avec les usuriers, les faiseurs d'affaires, & autres tentateurs & complices qui s'enrichissent de la ruine des autres. Si la défiance, dans le Gouvernement, étoit l'excuse des usures, les prêteurs doivent être plus traitables, lorsque la confiance arrive, &

(1) Etats de Blois, 1576.

que la Nation va tout consolider; il est injuste d'exiger le même intérêt dans les temps de sûreté comme dans ceux de discrédit.

On assure qu'il y a eu des emprunts, sous le dernier ministère, à plus de trente pour cent, à cause des effets qu'on recevoit en compte. N'est-ce pas le cas de dire (1) : *S'il y a eu des dettes depuis créées, ils prétendent en retrancher une bonne partie, comme fausses & supposées à votre grand préjudice & dommage.*

Sully, dans son plan d'ordre & d'économie, proposoit à Henri IV de faire *un état bien circonstancié de toutes les dettes auxquelles la France peut être obligée... en approfondir la connoissance jusqu'à la cause, source & origine d'icelles, & regarder aux moyens de les régler, diminuer & acquitter peu à-peu.*

La discussion de la dette en opérera sûrement la diminution, parce que tous les engagemens ne sont pas de même nature. En y joignant l'économie dans toutes les dépenses & dans toutes les perceptions, on aura des ressources, qui, quoique négatives, sont du plus grand produit.

(1) Quinet, pag. 173.

(2) Lettre, 1593.

Les moyens positifs & directs pourroient être :

1°. L'aliénation du Domaine. Cette proposition paroît choquer une loi fondamentale ; mais cette loi n'est pas de première date. On voit, au contraire, que la dissipation du Domaine fut une des causes des pertes de la Couronne & de l'autorité, sous les successeurs de Charlemagne ; qu'il ne leur restoit plus de quoi entretenir leur Maison, & qu'ils étoient obligés de voyager pour vivre (1).

Non-seulement le Domaine pouvoit se dissiper, mais le Royaume se partageoit comme une succession. Nos Rois s'aperçurent enfin que, pour l'affermissement & l'intégrité de leur Couronne, il falloit prévenir les démembrements. Les apanages ne se donnèrent qu'avec la clause de reversion, faute d'hoirs mâles, à l'exclusion des filles qui ne reçurent plus que des dots en argent. Les apanages ne sont maintenant accordés que comme un Domaine utile : une dernière perfection feroit d'y substituer un traitement purement pécuniaire.

Lorsque nos Rois se mirent à demander des aides & des secours à la Nation, elle crut avoir

(1) Tom. III, Con. Gall. pag. 117.

un intérêt au maintien du Domaine ; elle établit, sous le Roi Jean, qu'il devoit servir à l'entretien du Roi, & le surplus à la chose publique : les États de 1484, déclarèrent que c'étoit-là sa première destination (1), & qu'ils ne devoient que le supplément. Pour prévenir les dissipations, on le tint dès-lors pour inaliénable ; & Bodin dit aux États de Blois (2), que *l'avis commun étoit que le Roi n'étoit que simple usager du Domaine, & que Sa Majesté entretenue, & ses Officiers payés, le surplus se devoit garder pour les affaires de la République. Que le Domaine étant aliéné, le moyen étoit ôté au Roi d'entretenir son état, & assigner à l'avenir dots, domaines & apanages.*

Ce principe d'inaliénabilité, depuis l'Ordonnance de Moulin, s'étend à tout ; non-seulement à la Souveraineté, ce qui est très-national & très-politique, mais à la moindre acquisition, qui, au bout de dix ans, prend le caractère sacré de Domaine du Roi.

Si la Nation étoit autrefois intéressée à s'opposer aux aliénations ; elle l'est aujourd'hui à les solliciter, vu que les échanges sont une voie

(1) Quinet, pag. 197.

(2) *Id.* pag. 338, 340, 343.

très-fréquentée & très-légale de ruiner le Domaine. Il est convenu que tous les biens du Roi, les forêts exceptées, seroient plus utiles hors de ses mains. On ne peut pas espérer de remonter à l'usage primitif. Le revenu du Prince est insuffisant pour son entretien, & se confond au Trésor-Royal avec celui de l'Etat. Le Souverain doit être regardé comme un besoin de la Nation & une dépense publique.

2°. Le mot seul est décrédité d'avance ; & l'on ne peut parler de banque qu'en la mettant promptement sous la sauve-garde immédiate & exclusive de la Nation. Du Papier qui n'auroit de valeur & de cours que d'une tenue d'Etats-Généraux à l'autre, assureroit encore plus leur retour. En combinant ce numéraire fictif avec des emprunts, dont le crédit national diminueroit le taux sur le champ, on sent combien l'on pourroit faire d'opérations utiles pour la liquidation de la dette publique.

3°. Quand toutes les autres ressources préliminaires sont épuisées : *Voëzci la plus grande affaire & qui plus requiert être communiquée aux trois Etats. C'est qu'il soit avisé que les deniers sont nécessaires pour l'entretienement des choses susdites, & que les deniers soient levés par la manière plus utile & moins dommageable,*

& donner remèdes aux exactions & pilleries qui par ci - devant ont été faites en levant lesdits deniers ; c'est cette manière la plus utile & la moins dommageable , qui est le grand but des Finances & de l'Administrateur (1).

CHAPITRE X.

Des Revenus publics.

CONNOÎTRE les sources & la circulation des richesses , y puiser sans les tarir , voilà la science des Ministres des Finances. Leur nom leur a souvent fait penser qu'ils n'étoient que les Ministres de l'argent & du Trésor-Royal , pendant qu'ils sont ceux de la fortune publique. Aussi n'ont-ils été presque toujours que les Chefs des Financiers , & par-là leurs Esclaves. Il n'en résulroit qu'une administration purement fiscale & publicaine , qui ne marchoit qu'avec des Impôts , des aliénations , des créations d'Offices , des emprunts , des anticipations ; & quand les surcharges directes & indirectes , qui se dévo-

(1) Etats de Tours 1484. Quinet , pag. 96.

rent les unes & les autres, étoient épuisées ; alors commençoient les suspensions de paiement, les réductions, les conversions d'arrérages en contrats & autres opérations, qui n'avoient pas même le mérite d'une franche & loyale banqueroute, puisqu'il n'y avoit ni bilan ni assemblée de Créanciers.

On entend répéter par-tout que la France est très-peuplée & très-commerçante : cela veut dire seulement qu'il y a des Habitans, des productions & du commerce en France. Il peut y avoir beaucoup de terres mal cultivées & beaucoup d'incultes, beaucoup d'argent, & encore plus de misères, beaucoup de circulation & beaucoup d'entraves. Une population misérable n'est pas un Peuple, & des moyens forcés ne font pas une puissance. La France, disoit-on, dans le Parlement d'Angleterre, en 1787, a vingt-quatre millions d'Habitans, son Armée est nombreuse, sa Marine en bon état ; mais le désordre de ses Finances la rend impuissante.

L'Agriculture, l'Industrie & le Commerce sont les sources de la prospérité publique. L'excès des Impôts, la misère des Campagnes, le luxe des Villes détruisent, dans leur racine, la population & l'abondance. Il suffit de voir par la foule des terres à vendre, qu'on ne garde

ses fonds que par l'impossibilité de s'en défaire ; & que sans parler, comme de raison, de la honteuse classe des Agioteurs, les simples Rentiers, sans industrie & sans efforts, trouvent dans les fonds publics à doubler leur revenu, en convertissant leurs terres en papier. On a une boussole sûre, quand les bénéfices de la Finance & de la Bourse ne sont pas en proportion avec ceux de l'Agriculture & du Commerce.

La valeur d'un Royaume est dans son Administration. Cette science est difficile, si on veut l'apprendre dans tant de milliers d'Arrêts du Conseil, & dans les ténébreux Commentaires du fisc ; elle est claire & facile, si on la cherche dans la nature, qui est la mère des idées simples & des bonnes institutions.

Je gouverne le Royaume comme ma Terre, disoit Sully. Il vouloit en tirer le plus possible, mais sans l'épuiser par l'amélioration du fonds & le meilleur débit de ses productions.

Il est très-remarquable que M. C*** a proposé, avec succès, en 1787, plusieurs idées, qui avoient fait chasser, en 1776, M. Turgot, comme perturbateur de la saine & antique doctrine des Finances. Ce perturbateur n'avoit fait que poser les principes les plus élémentaires

sur l'Agriculture, le Commerce & l'Industrie. Ils ont germé avec peine, parce qu'ils ont été long-temps obscurcis & reculés par des conséquences forcées & absolues, & par un appareil de fesse & de langage tout scientifique. La vérité a eu à triompher de ses ennemis & même de ses disciples.

Sully voyoit le *paturage* & le *labourage*; comme deux mamelles de l'Etat. L'agriculture le conduisoit tout naturellement au commerce, comme à la conséquence du principe. A quoi servent les productions, s'il n'y a pas de circulation & de Marchands. Il menaçoit un Juge de Saumur de punition exemplaire, pour avoir arrêté cette circulation. *Si chaque Officier, écrivoit-il à Henri IV., en faisoit autant, votre Peuple seroit bientôt sans argent, & conséquemment votre Majesté.*

Colbert, dit-on, ne vouloit que du commerce; c'est comme si on ne vouloit que des Ouvriers & point de Laboureurs, des draps & point de moutons, de la soie & point de mûriers. On a mal interprété son zèle pour les manufactures, en le croyant exclusif. Il s'étoit occupé des campagnes, avoit diminué les tailles, encouragé les nourritures des bestiaux. Si par hasard il s'étoit porté plus d'un côté que de

l'autre , il auroit fini par voir qu'il ne faut pas mettre deux principes où il n'y en a qu'un ; que l'encouragement le plus simple & le plus productif , c'est la liberté : il auroit traité la terre comme une manufacture , parce qu'elle est effectivement la première de toute.

On dit , & c'est une conséquence de la même opinion , que pour assurer la supériorité & le débit de nos Manufactures , il vouloit tenir la main d'œuvre à bas prix. Il calculoit trop bien pour relever une branche par la ruine d'une autre.

Dans quelques pays l'Ouvrier est mieux payé , & cependant beaucoup d'articles y sont à meilleur compte , parce qu'on fait , par des machines , ce qu'on fait ailleurs par des bras. Le commerce est forcé d'être plus actif & plus inventif (à raison de la concurrence) ; il doit chercher à vaincre ses rivaux par la simplicité de ses moyens , la variété & la perfection de ses objets , & enfin par de nouveaux débouchés. Le monde entier est ouvert au Commerçant ; & la France s'offre à lui comme le pays qui peut le plus se rendre nécessaire & se passer des autres.

Lorsque le fisc voit un pays s'animer , & quelque branche d'industrie s'élever , il court sus & charge sans mesure ; il croit que puis-

qu'on payoit la veille , on peut payer un peu plus le lendemain. Il épuise , lorsqu'il faudroit au contraire répandre les encouragemens & les primes. Si le fisc n'étoit qu'avide , on n'auroit pas du tout à se plaindre ; mais il est aveugle. On n'a garde d'exiger qu'il soit humain & bien-faisant ; mais au moins qu'il soit clairvoyant pour son propre intérêt. Augmenter la production & la circulation ; améliorer , pour imposer plus aisément ; diminuer le droit , pour augmenter la recette ; voilà tout ce qu'on lui demande. Une Nation voisine a bien apperçu cette source de fécondités ; elle modère ses douanes , & par-là , leur produit s'accroît , & la contrebande tombe.

D'après ces principes , les Notables , en 1787 , ont exécuté la gabelle , renvoyé les traites aux extrêmes frontières , converti la corvée en une prestation pécuniaire , demandé la liberté dans la circulation & la suppression des impôts arbitraires & des perceptions vexatoires. Les tributs & les droits doivent être clairs ; & les meilleurs sont ceux dont chacun peut faire le calcul & s'appliquer la quotité. Il ne faut pas que les Edits deviennent l'étude nécessaire du Cultivateur & du Commerçant ; les discussions , la perte du temps & les procès sont les plus onéreux des impôts.

Les impôts directs & indirects sont deux branches de revenu qui ont chacune leurs partisans. Les uns n'admettent que les premiers, parce que la terre est la source de toutes choses. D'autres au contraire veulent que l'impôt tombe sur les consommations, parce qu'il est moins sensible, & se proportionne naturellement aux facultés des consommateurs. Ils ajoutent que la première méthode ne suppose que des tributs modérés. Mais quand l'Etat a des besoins immenses, il faut qu'on ne s'aperçoive pas de tout ce que l'on paie; & cette illusion est une partie de notre bonheur.

Dans tous les systèmes, on peut commencer par simplifier & perfectionner les deux branches séparées, dût-on même regarder l'impôt direct comme la source principale à laquelle se ramèneraient successivement tous les ruisseaux.

On a voulu substituer aux vingtièmes une subvention territoriale. Elle pourroit encore remplacer la taille & la capitation, & même la gabelle; elle affecteroit toutes les propriétés, & le produit du fond est une base claire & solide pour une égale répartition. Il n'y auroit plus d'arbitraire, puisque d'ailleurs les impôts indirects frappent sans prédilection sur tout le monde.

Tous les Citoyens doivent concourir aux dépenses publiques. Celui qui contribue de moitié , donne souvent plus que celui qui contribue du double , parce que le superflu doit payer plus que le nécessaire. On avoit , dans cet esprit , fait plusieurs classes dans une ancienne République (1). Le Clergé a cette distribution paternelle , & les impositions se distribuent depuis le vingt-quatrième jusqu'au quart , selon la nature & la valeur du bénéfice.

Ce système ne peut exister que dans cet Ordre de Citoyens , où les calculs , les applications , les redressements sont plus faciles ; dans tout autre , l'arbitraire pénétreroit de tout côté : il est plus sûr d'évaluer simplement la propriété , sans égard pour le propriétaire.

Il y a deux classes que les propriétaires confondent injustement & regardent également comme leurs ennemis : ce sont les Commerçans & les Capitalistes. Les premiers les font vivre & donnent de la valeur à toutes les productions. Quant aux Capitalistes , il faut attendre un crédit national pour faire tomber leur bénéfice : leur porte-feuille n'est pas inaccessible : dès que des billets ou des contrats portent in-

(1) Athènes.

térêt, ils représentent des fonds, & sont contribuables à la subvention territoriale. Les fonds & les actions de toutes les Compagnies ne devroient pas en être plus exemptes.

L'esprit de l'agriculture & du commerce étant le même, il peut y avoir beaucoup de choses à dire & à inventer pour les perfectionner; mais pour les diriger, il n'est pour le Gouvernement que deux mots, *protection & liberté*. Ouvrir des chemins & des canaux pour les transports & les communications, donner à propos des encouragemens, protéger sur mer comme sur terre; voilà l'office de la puissance publique. C'est pour leurs Sujets que les Rois sages font la guerre, pendant que les conquérans ne la font que pour eux.

On a toujours gémi sous la direction du génie réglementaire. Les esprits étroits veulent mettre la main à tout. Des Bureaux, des Commissions, des Conseils & des Chambres ne peuvent pas se résoudre à voir & à laisser faire. Il semble qu'il faut une extrême science pour savoir que la grande science consiste souvent à ne rien faire, & que la plus grande protection, c'est de ne se mêler de rien. L'intérêt de tous est plus éclairé & plus actif que le génie de quelques particuliers.

Compagnies.

LES Compagnies exclusives sont les ennemis du bien commun, & les privilèges sont des injustices publiques. Sans autres discussions, l'histoire seule éclaire sur cet objet, & les faits ont depuis long-temps tranché cette question. Nous avons eu en France une foule de Compagnies, pour toutes les branches du commerce, & pour toutes les parties du monde : aucune ne s'est soutenue, quelques faveurs qu'on lui ait accordé. Heureusement qu'elles portent dans leur sein des germes de destruction, qui par-tout en font justice tôt ou tard.

Dans les pays neufs où le Gouvernement est obligé de tout débrouiller, il paroît forcé d'adopter les Compagnies ; il faut les aider sans jamais les rendre exclusives. La France a depuis trop long-temps un commerce, & des Commerçans pour gêner leur activité. La Compagnie des Indes est tombée & ressuscitée plusieurs fois à grands frais. Il est étonnant, qu'au mépris de l'expérience, on ait voulu la relever, puisque dans le temps de liberté les ventes de l'Orient étoient aussi brillantes que du temps du privilège.

Si quelques Compagnies étrangères paroissent survivre aux autres, c'est qu'elles sont souveraines, & rapportent moins les profits du commerce que les dépouilles du pays. Car les Compagnies sont toujours ennemies du genre humain; elles vivent d'or, de sang & de victimes humaines. Les Hollandois ont dépeuplé les Moluques : ils arrachent les arbres, ils détruisent les fleurs, & brûlent les productions quand elles sont trop abondantes.

La Compagnie Angloise s'occupe, depuis nombre d'années, de détruire le Bengale. Indépendamment de l'oppression habituelle, il y a de temps en temps des arrêts de mort, selon qu'on a besoin d'exercer le monopole sur la subsistance du Peuple. Milord Clive combina une famine : cette opération fit mourir un million d'hommes, mais valut des sommes énormes. On dit qu'on a renouvelé depuis la même spéculation avec le même exécration succès. Ces Républicains vont dévaster l'Inde, pour revenir ensuite dans leurs foyers défendre l'indépendance au milieu de leurs rapines.

Le commerce se plaint depuis long-temps des entraves & des vexations. Les Etats de 1484 renouvelèrent les anciennes plaintes contre les *acquets*, *travers*, *peaiges* & les vexations des

Commis ; en demandant que la perception des impositions foraines se fît aux frontières , ils ont établi la plus saine doctrine.

Touchant le fait de la marchandise , qui est cause & moyen de faire venir richesses & abondances de tous biens en tous Royaulmes , pays & Seigneuries , & sans laquelle la chose publique ne se peut bonnement entretenir : semble aux gens desdits Etats que le cours de la marchandise doit être entretenu franchement & libéralement par-tout ce Royaulme , & qu'il soit loisible à tous Marchands de pouver marchander , tant hors le Royaulme es pays non contraires au Roi , que dedans par mer & par terre ; & qu'il plaise au Roi faire mettre sus tout le navire pour aller en mer , tant pour la sûreté du Royaulme que aussi des Marchands.

Les derniers Etats-Généraux ont consacré les mêmes principes , en sollicitant que les Dotanes & les traites fussent rejetées aux frontières du Royaume.

Soit permis à tous Marchands de faire trafic en la nouvelle France du Canada & par toute l'étendue du pays , en quelque degré & situation que ce soit , & en tous autres lieux , tant au-dedans que dehors votre Royaume , de toutes sortes de denrées & marchandises , & à tous Ar-

tisans & autres d'ouvrer & faire ouvrer toutes sortes de manufactures, nonobstans tous privilèges concédés à aucuns que toutes interdictions ci-devant faites à vos Sujets de trafiquer en certaines marchandises & denrées, & en quelques dénommées manufactures, soient entièrement levées ; & que la liberté du commerce & trafic, ou manufactures, soit remise en tous lieux & pour toutes choses.

L'Assemblée des Notables de Rouen, d'après le même esprit, demande, *sous le bon plaisir de Sa Majesté, que lesdits voyages ne soient empêchés aux particuliers, que toutefois elle gratifie le plus qu'elle pourra ceux qui se présenteront pour faire des Compagnies pour lesdits voyages de longs cours, sans en priver ses autres Sujets.*

On n'est pas étonné que les Assemblées Nationales se soient occupées de grandes vues, d'économie rurale & politique ; elles n'ont pas toutes oublié un objet plus grand & plus touchant encore, puisqu'il intéresse la plus grande partie du genre humain, cette classe d'hommes à qui la Providence n'a donné pour tout bien que leurs bras & les besoins, ou la paresse des autres.

Les Citoyens à Athènes étoient classés en
quatre

quatre cens , dont le dernier , composé des gens sans propriété , étoient exempts de tout tribut. Un Manœuvre , un Artisan qui n'a que lui pour lui & sa famille , doit-il connoître la taille & la capitation ? Son industrie , qui fait sa subsistance & son nécessaire , ne devoit-elle pas être sacrée ? L'on pensoit à Rome *que le Peuple payoit un tribut assez grand à la République en nourrissant ses enfans.*

Par la subvention territoriale , assise uniquement sur la propriété , le Peuple se trouve délivré de toute contribution , & n'aura plus que les impôts de consommation ; mais il lui reste une charge dévorante : ce sont les maîtrises. Un Artisan paie pour apprendre un métier ; il donne pour cela temps & argent ; après l'apprentissage , il faut encore payer pour l'exercer.

Les Etats de 1614 ont demandé , *que toutes les maîtrises de métiers érigées depuis les Etats tenus en la ville de Blois en 1576 , soient éteints..... soit l'exercice desdits métiers laissés libres à vos pauvres Sujets , sans qu'à l'avenir il soit octroyé aucunes telles lettres de maîtrises , ni fait aucun Edit pour lever deniers sur les Artisans pour raison de leurs actes & métiers.*

Que les Marchands & Artisans , soit de métiers jurés , ou autres métiers , ne paient

aucunes choses pour leurs réceptions , lèvement de boutiques & autres , soit aux Officiers de justice , soit aux Maîtres jurés & visiteurs de métiers ou marchandises , & ne banquet , ou autres dépenses quelconques , ni même par droit de confrairie ou autrement , sous peine de concussion , &c.

Jamais il ne s'est fait , dans les Etats-Généraux , une demande plus honorable & plus populaire. Ce sont les malades & les pauvres qu'il faut commencer par traiter les premiers. Il est fâcheux de voir que ni Sully ni Colbert n'ont pas été purs sur cet article. M. Turgot seul , & l'on lui doit dans ce moment le titre de *libérateur du Peuple* , l'affranchit de la tyrannie des Communautés & de la chicane. Cette liberté ne dura qu'un instant ; l'esclavage est revenu avec célérité , & sur-tout avec plus d'extension , parce que le fisc a fait des Communautés une partie de son domaine.

Les corporations avoient paru nécessaires dans les temps de troubles , où les foibles se réunissoient contre les forts ; nos Rois les avoient prises sous leur protection. Elles furent turbulentes sous le règne de Charles VI , & on les supprima. Elles se rétablirent ensuite ; les Artisans n'étoient point forcés de s'y incorporer ,

ni de se borner à un seul métier , lorsqu'ils pou-
voient en exercer plusieurs.

Henri III , en 1581 , ordonna que tous les
Artisans se rangeroient en corps de maîtrises.
Le bien public , la police & le bon ordre , sont
toujours le prétexte brillant ; mais la finance fut
la raison , & l'on prescrivit toutes les minutieuses
& ruineuses formalités.

En 1583 le Roi déclara que la liberté de
travailler étoit un droit domanial & royal. La
vie de l'artisan étant dans son travail , il s'en-
suit que la permission de respirer & de vivre ,
est une conséquence de ce droit domanial &
royal. On ne trouve un pareil principe dans aucun
code oriental ; il faut confesser , que jamais la
raison & la nature ne furent plus insultées.

C H A P I T R E X I.

De la Puissance Royale.

ON n'entend parler que de la Nation & des
Etats-Généraux ; & si l'on parle de la puissance
royale , ce n'est qu'avec irrévérence. Le Souve-
rain est la clef de la voûte , le couronnement
& l'ornement de l'édifice. C'est cette puissance

unique , héréditaire , qui par - là même est le fondement de la tranquillité publique , fait disparaître les troubles & les factions , & ne laisse à l'ambition que quelques intrigues & le desir d'obtenir ses faveurs. Le Monarque est l'ame de son Royaume : *il ne fait que remuer ses lèvres, & tout l'Empire est en mouvement* (1).

Quand on parle d'assembler la Nation , on a l'air d'être ennemi de l'autorité royale ; & quand on veut l'éclairer , on passe pour la combattre. Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement , & Philippe de Comines nous apprend que c'étoit de son temps *un crime de lèse-majesté*. C'est donc cette autorité qu'il est important de rassurer , soit qu'on veuille l'attaquer ou l'alarmer.

Si depuis l'origine de la Monarchie , la volonté de Charlemagne se fût transmise de règne en règne à ses successeurs , tout seroit constant & uniforme ; dans une suite de règnes , on compte si peu de Princes qui aient voulu. On veut pour eux ; & c'est contre ces volontés étrangères , si souvent variables & contradictoires , qu'on a besoin de se précautionner. La volonté personnelle des Princes est toujours paternelle : ils ne

(1) St. Aug. in psal. 148.

peuvent avoir d'autres intérêts que le bien & le bonheur de leurs Sujets. Nous avons vu tant de Ministres, & par-là tant de ministères! Les agens peuvent changer, mais l'esprit devoit être invariable. La stabilité des conseils & des mesures peut seule fonder le respect & la confiance. La Divinité ne nous en impose que parce qu'elle est éternelle & immuable.

Les Etats-Généraux sont des fauve-gardes salutaires contre les surprises, l'inconstance & la mobilité. Le Souverain & les Sujets ayant le même intérêt, il n'est question que des moyens d'aviser au but plus sûrement.

Le Chancelier de l'Hôpital disoit en 1560, *qu'il n'y a aède tant digne du Roi, tant propre à lui, que tenir les Etats, que donner audience générale à ses Sujets & faire justice à chacun..... Il est vrai que ceux qui tiennent l'opinion contre, parlent plus pour eux que pour le Prince. Ce sont gens peut-être qui veulent sous gouverner & conduire tout à leur vouloir & plaisir, & qui craignent plus leurs faits être connus par autres, assiéger le Prince, & garde que nul approche de lui.*

Car vouloir dire que toutes grandes Assemblées soient à craindre & doivent être suspectes:

oui aux tyrans , mais non aux Princes légitimes comme le nôtre.

D'avantage les Rois tenans les Etats oient la voie de vérité qui souvent leur est cachée par les serviteurs.... Combien de pauvretés , d'injures , de forces ou d'injustices se font au Peuple qui sont cachées au Roi , qu'ils peuvent ouïr & entendre tenant les Etats.

Si c'est au milieu de la Nation que nos Rois trouvent la vérité, ils y trouvent encore la véritable puissance. Elle consiste à leur donner des moyens toujours prêts au besoin, à conserver à leur empire son rang & sa prépondérance, en mettant dans la balance toute la Nation au lieu de leur Conseil. Le Prince est invincible lorsqu'elle est à sa suite. Quand il exige, ses ressources sont bornées; quand il demande, elles sont inépuisables.

La puissance royale consiste-t-elle à multiplier les charges & les impôts, à se plonger dans les affaires, les anticipations & les usures, à se mettre dans la dépendance des Financiers, dans la sollicitude des besoins, dans l'épuisement des ressources, & dans l'infidélité à ses engagements?

Si l'ordre & la justice sont les fondemens les plus assurés de la puissance, c'est sous un Roi qui de tout temps s'en est montré l'ami, que

nous pouvons le plus espérer de voir les règles s'établir.

De l'Exercice de l'autorité royale.

Les Loix & les Ordonnances sont les volontés légales & les véritables commandemens du Souverain. Quand il agit par les Tribunaux, il rassure les Citoyens ; il les alarme quand il agit par des volontés immédiates & des ordres absolus.

Lettres de Cachet.

Il y a souvent des désordres, des crimes secrets à punir ou à prévenir, des éclats à éviter, & l'honneur des familles ou des corps à sauver. Il paroît sage & paternel d'aller à leur secours, de soustraire le coupable à la rigueur des loix, de substituer des corrections passagères & quelquefois utiles à des flétrissures légales ?

Le salut de l'Etat peut demander quelquefois ces justices promptes & secrètes. Mais le mot de crime d'Etat décore souvent des délits obscurs, ou des vengeances particulières. Notre Gouvernement n'admet heureusement ni conjurés ni conjurations ; & les crimes d'Etat sont bornés à des propos, des indiscretions, à des

Auteurs, des Imprimeurs & distributeurs de libelles.

La Police est un grand instrument pour découvrir les choses secrètes & faire des coupables. Cette Police est justement vantée pour la propreté, l'illumination & la sûreté des rues ; la Garde de Paris & des Commissaires de quartier pourroient suffire à tout ; & l'on déteste l'espionnage, cette partie obscure de la surveillance publique, dont les agents sont répandus partout, dans les lieux publics, dans les antichambres, & même dans les salons. Les plus habiles sont ceux qui savent le mieux s'introduire & abuser de la confiance. Quel crédit donner à des gens prêts à être complices, quand ils y auront plus d'intérêt qu'à être délateurs ?

Quand les Lettres de cachet sont des actes de justice, elles sont encore plus des actes de clémence. Elles n'ont d'autre effet que de prévenir les délits, ou de les punir plus doucement que ne feroit la Loi.

Voilà le côté favorable ; mais il fut un temps où se prodiguoient ces actes d'autorités ; la faveur & le crédit y avoient des droits, & des gens arrêtés sur des soupçons ou des délits légers, ont été oubliés des années entières : l'abus est

si près de l'usage , qu'on ne veut plus maintenant en entendre parler.

Il y a une autorité qui , dans ce moment , doit être une grande raison ; c'est un vertueux Magistrat (1), ennemi public des Lettres de cachet , qui , dans le Ministère , en reconnut cependant l'indispensable nécessité. Il forma un Conseil pour en régler l'usage ; ce Conseil n'étoit estimable que parce que le Chef l'étoit , & qu'il l'avoit choisi. Il faudroit une composition encore plus régulière & plus solennelle , y appeler quelques membres choisis par les Cours Souveraines elles-mêmes , pour exercer cette censure secrète des mœurs : la foi , le respect pour ce Tribunal doivent être dans sa réputation.

Esclavage.

Si l'on est si alarmé des Lettres de cachet , & de quelques vexations particulières , de quel œil doit-on voir une tyrannie publique , dont une grande partie du genre humain est l'instrument , & une autre partie la victime.

Hobbes , en supposant tous les hommes méchans , a sûrement exagéré ; on ne peut pas du

(1) M. de Malsherbe.

moins leur refuser une grande facilité à le devenir. Par de-là la ligne, il n'y a plus, dit-on, de morale; en arrivant, on est indigné du spectacle des esclaves; en partant, on y est accoutumé. Les Peuples les plus libres sont les plus féroces, témoins Sparte & la Jamaïque. Cette Isle est renommée tant on y calcule avec précision, s'il vaut mieux excéder un esclave de travail, que de le ménager, & s'il y a plus de profit à le tuer qu'à le laisser vivre.

On s'est mis depuis quelque temps à raisonner sur cette matière. Il est à craindre qu'il n'en reste que quelques livres; il y a des Auteurs qui commencent par déclamer contre cet infame commerce, & concluent pour sa nécessité. S'il faut nombre d'années & de grandes victoires sur l'avarice, il faut en désespérer. S'il s'agissoit d'objets autour de nous, quelques momens d'enthousiasme pourroient préparer ou faire une révolution; mais les Ecrivains, la raison & la sensibilité européennes, sont trop froides pour s'embarquer & traverser les mers: il faudroit exciter quelque passion, un enthousiasme religieux. Les Quakers ont poussé loin l'esprit évangélique. Si la Religion Chrétienne, qui, selon Montesquieu (1), empêchoit le despotisme de

(1) Esprit des Loix, liv. 24, chap. 2.

s'établir en Ethiopie, se fût étendue en Afrique ; elle eût coupé l'esclavage & la traite des Nègres dans sa racine. Comme elle fait à-la-fois policer les Nations & fertiliser les campagnes , elle y introduiroit les productions de nos Isles , qui , dit-on , pourroient aisément s'y naturaliser. Elles deviendroient plus précieuses , quand elles ne seroient plus arrosées du sang humain. Il semble qu'on entend crier , où est le Paraguay ? Où est cette fameuse Société ? l'Afrique seroit une conquête digne d'elle.

Un affranchissement subit est impraticable ; & la liberté est un bienfait auquel il faut quelque préparation. L'Eglise , dans son berceau , avoit les mêmes principes & le même esprit ; mais crainte de bouleverser l'Empire & de soulever les esclaves , elle se contentoit d'insinuer & de pratiquer ses maximes , jusqu'à ce qu'elle pût les publier à pleine bouche.

Dans nos possessions d'Amérique , on pourroit , dès ce moment , choisir quelque canton , ou une Isle , pour y établir des propriétés & des Cultivateurs libres. Il ne faudroit pas trop écouter les Colons , car ils raisonnent comme raiso-
 noient sûrement nos ancêtres dans le dixième siècle.

Liberté de la Presse.

Si un étranger , en arrivant en France , voit autant de système , de religion & de politique que de personne ; s'il trouve par-tout , & jusques sur l'escalier de Versailles , les brochures & les libelles du jour , auxquels un Lecteur laborieux ne pourroit pas suffire ; s'il va dans le lieu où l'on diffame le plus de gens , parce que sous le noble prétexte de défendre sa partie , l'on appelle tout l'Univers en cause ; s'il finit enfin par être diffamé lui-même contre les droits de l'honneur & de l'hospitalité ; & s'il entend solliciter encore la liberté de la Presse , il aura quelque peine à comprendre ce qu'on entend par-là.

La liberté d'écrire n'est pas une suite nécessaire de la liberté de penser. Si tout individu est maître de son opinion , il n'est point pour cela chargé de l'instruction & de la police publique. Si l'on croit devoir au genre humain quelque vérité , quelqu'avertissement , il n'y a qu'un lâche qui n'ose pas lui parler à visage découvert.

Les biens , la vie , l'honneur des Citoyens , doivent être sous la fauve - garde des Loix. Il est des principes sacrés pour tout le monde.

Toutes les choses & toutes les personnes , ne doivent pas indifféremment être ébranlées & décréditées dans l'opinion. Il n'appartient point au premier venu d'infecter l'air de poisons & de pernicieuses maximes. Dans toutes les Nations policées , il doit y avoir un code respecté , & dont le premier article soit , que toute production clandestine est un délit punissable.

Il doit y avoir un aréopage pour exercer la censure , & un Ministère public chargé de lui dénoncer les coupables , afin qu'un Citoyen , après avoir vu flétrir son honneur , n'ait pas encore à compromettre sa fortune pour réclamer la justice & les Loix.

Troupes.

On a dans ces derniers temps raisonné sur l'obéissance des troupes. Elles sont dans la main du Souverain un instrument passif. Ceux qui voudroient les mettre dans une autre , ne feroient qu'augmenter ou changer les dangers. La puissance exécutrice doit diriger tout ce qui exécute. La division de cette puissance , avant la dernière révolution de Suède , étoit la source de tous les troubles , & le Sénat scelloit du sceau royal contre la volonté expresse du Roi. On y

plaide , dans ce moment , pour savoir si l'armée doit avoir le droit de décider de la guerre & de la paix.

Nous sommes obligés d'avoir des frontières , des places & des armées : c'est un mal nécessaire. Si les troupes se mêloient de raisonnement & de politique , le Royaume seroit bientôt démembré. Les Commandans des différentes Provinces qui n'auroient pas toujours les mêmes principes , finiroient par combattre pour eux. Les troupes appelées pour maintenir la police , augmentent le désordre , quand elles ne la font pas. Le tumulte ne peut être d'aucun secours. Il y a de meilleurs moyens pour vaincre les armées ; c'est de ne pas sortir de sa maison. La consternation , la solitude , la résistance passive , & nos mœurs , sont des armes invincibles. L'armée ne peut pas rendre la justice , ni prêter de l'argent , ni soutenir la bourse & les effets publics , ni lever les tributs. *Pour la conservation , la sûreté & pour la garde du Prince , il n'est rien qui vaille tant que l'amour du Peuple , ne les gens d'armes ne leurs vaillances , & que un Roi ne peut contraindre son Peuple à l'aimer (1).*

(1) Quinet , pag. 42. Etats de Tours de 1484.

Ministres.

C'EST un noble sentiment que de vouloir gouverner les hommes ; mais il doit sortir d'une ame pénétrée de sa destination , plus ambitieuse de mériter le suffrage secret de sa conscience , que cette vaine fumée des honneurs & de la renommée ; qui sache jouir de sa libéralité ou plutôt de sa justice & de ses privations personnelles ; & qui soit embrâsée , non point d'une sensibilité humaine , toujours étroite & languissante , mais de cette charité chrétienne , dont les flammes vont jusqu'aux frontières des Empires , & même de l'Univers.

Les Etats-Généraux se sont plaints souvent des agents de l'autorité ; ils ont réclamé des recherches & des justices rigoureuses , & notre histoire en fournit des exemples célèbres.

Les trois Ordres , à Blois , demandoient une Chambre de justice , *pour connoître ensemblement & juger tous ceux de votre Conseil qui ont induement affoibli , dissipé & ruiné le bien & la substance de votre Majesté & de votre Peuple.....* (1) , & que la crainte soit à l'advenir

(1) Première Requête. 174.

de se tant advantager & entreprendre au préjudice de votre Majesté & de votre Etat & de tous vos pauvres Sujets.

Les mêmes Etats insistent sur la même demande.

Afin qu'il soit connu en ce siècle, & à toute la postérité, que tout ça est passé contre & au préjudice de votre sainte intention & bonne volonté envers vos Sujets..... (1) c'est votre autorité, Sire, c'est votre bien, c'est l'honneur & grandeur de votre Majesté, c'est le repos & sûreté de votre Peuple à l'advenir.

S'il y avoit quelque risque à courir dans l'exercice de l'autorité, le Roi seroit mieux servi. Tout le monde ne se croiroit pas appelé à manier la chose publique. Il seroit utile qu'on apprît un peu sévèrement aux indiscrets, que cette carrière exige des préparations & une vocation particulière, sur-tout dans un pays où l'on est si disposé à se croire habile, où quelque facilité, une grande suffisance & le suffrage de quelques cercles accrédités mènent aux places & à la célébrité. Nous avons vu tant de gens frivoles arbitres des évènements, tant de gens aimables être les héros du siècle, qu'il faut que

(1) Deuxième Requête 179.

l'esprit tombe , que le bon sens revienne , & que nous n'ayons plus de ces grands hommes-là , qui mènent du même train les plaisirs & les affaires.

L'administration publique est une carrière de lumières ; ou plutôt de morale. L'art de gouverner est moins un talent qu'une vertu. La Providence n'a pas voulu que le bonheur du monde fût enfoui dans une bibliothèque , & qu'il fallût être savant pour le trouver. Quelques principes & beaucoup de méditation , un esprit droit , une ame grande , sensible & ferme , voilà tout le génie des Maîtres & des Bienfaiteurs du genre humain. Si l'ame ne donne aux pensées du sentiment & de la vie , l'esprit n'est qu'un poison qui fait des sophistes , des esclaves & des tyrans. Ce n'est point dans les plus beaux temps des Arts & des Sciences de la Grèce & de l'Italie , que l'on trouve la sève primitive & les plus grands modèles ; c'est lorsqu'après avoir sauvé la Patrie , ils alloient reprendre les travaux de la campagne & les soins domestiques , avec la même simplicité qu'ils les avoient quittés. Les palais , les richesses & tout le corrége du luxe , les auroient déparés , tels que ces statues antiques , modèles de force & de grandeur , dont

les draperies ne feroient que dérober les mouvemens & les belles proportions.

Qu'on compare maintenant ces illustres caractères avec ces génies malfaisans, qui ont combiné pour le malheur public, l'imprévoyance des évènements, l'inconsistance des mesures, l'immortalité des principes & la pétulance du caractère. Si dans les réformes les plus sévères (1), l'on ne se jette pas le premier au milieu des privations & des austérités; avec quelle impiété n'insulte-t-on pas le deuil des affligés, lorsqu'on se charge avidement de richesses & d'honneurs! Quoi! Publicola est enterré aux dépens du trésor public! Regulus laisse sa femme & ses enfans à la charité du Peuple Romain! Quoi! Miltiades n'a pas une couronne de lauriers, après

(1) La Reine a donné l'exemple des réformes personnelles, en réduisant la dépense de sa Maison d'environ un quart. Le Roi s'est porté à l'économie avec courage & sans délai, malgré la peine extrême qu'il a éprouvée, en retranchant, pour ainsi dire, une partie de ses dons, en se privant de serviteurs fidèles, en retranchant des charges remplies par des personnes qu'il honore de sa bienveillance, en supprimant & réduisant des Corps distingués par leur zèle & par leurs services. Compte rendu au mois de Mars 1788, pag. 12.

la bataille de Marathon ; & Erostrate , après avoir brûlé le temple d'Ephèse , monteroit en triomphe au Capitole !

De la responsabilité des Ministres.

DES Ministres de principes avoués & d'une morale sévère & pratique , peuvent se présenter sans crainte devant la Nation , avec leurs bonnes & mêmes leurs mauvaises opérations.

Il y a tant de distance entre les premières & les secondes places , qu'on ne peut juger les gens qu'après les avoir vus ; jusques-là , on ne fait que présumer. Tous ceux que l'on annonce ne doivent être pris qu'à l'essai : pourvu qu'il y ait eu de bonnes intentions & du zèle , la vertu modeste & désintéressée fait pardonner les erreurs & les fautes.

Il faut que tout Administrateur soit habile ; ou du moins vertueux , si toutefois l'un peut aller sans l'autre. On a dit , dans une grande circonstance , en présence d'une grande Nation : *Qu'il (1) n'étoit pas dans la nature des choses d'attendre du bien des talens des méchans , que de pareils gens étoient hors de leurs sphères ,*

(1) Procès de M. Hastings.

quand il falloit s'en servir pour le bien , & qu'ils ne pouvoient briller que dans le mal ; qu'il y a toujours quelque mauvais ingrédient dans leur composition qui gâte le tout ; qu'enfin ils sont paralytiques de quelque côté , & qu'il est en un mot physiquement impossible qu'ils fassent le bien ; car s'ils le vouloient , ils ne le pourroient pas ; & s'ils le pouvoient , ils ne le voudroient pas.

CHAPITRE XII.

Le Clergé.

LE Clergé a une existence politique , puisqu'il est un Ordre de l'Etat. Il a un rang , des immunités & des privilèges. Les mots sont connus , l'esprit & le sens ne le sont pas toujours.

Le respect pour les Ministres est une suite du respect pour la Religion. La piété de nos pères a donné au Clergé le premier rang sans humilier personne. Il n'est pas comme dans l'ancienne loi une tribu séparée , il se régénère parmi les Citoyens. Ses biens , ses honneurs sont une succession ouverte à toutes les familles. Quoique dans nos mœurs les Nobles aient des préférences , en qualité de premiers fondateurs , personne n'est

exclu : la composition du Clergé de France est par-là plus dans l'esprit de l'Eglise, que celle de quelque Clergé étranger. Il est le lien de tous les Etats, & ses portes sont ouvertes à tout le monde.

La vanité ne trouve point ici à s'affliger : ce n'est point à l'individu que l'on rend, mais au titre. Un Evêque n'a plus de nom ; il n'est que Pierre ou Paul, Evêque de tel endroit. Les honneurs sont moins humilians pour ceux qui les rendent que pour ceux qui les reçoivent, quand le personnel n'y est pour rien. *Ce n'est pas à moi, c'est au Vicaire de Jésus-Christ que vos hommages s'adressent*, disoit Léon X à François I.

Immunités.

Le culte est une dette de l'Etat : les biens de l'Eglise n'ont pas été donnés gratuitement ; mais à titre onéreux, pour le service Divin, l'entretien de ses Ministres & le soulagement des pauvres. C'est par l'objet & les fonctions que les biens & les personnes ont été regardés comme sacrés, inviolables, & séparés de toutes les choses humaines. Prières, oraisons, aumônes, culte public, voilà le devoir : franchises, im-

munité des biens & des personnes , exemptions de toutes charges publiques , voilà le prix.

Le Clergé a lui-même ébranlé ses immunités. Quand on voit le prix de la piété , & le patrimoine des pauvres devenir le luxe des riches , le mauvais usage décrédite le titre. S'ils étoient restés sous la sauve-garde de l'ancienne vie commune , & d'un régime exemplaire & charitable , alors on n'auroit vu dans les ennemis de ses immunités que des profanes , qui , comme Héliodore , vouloient violer le Temple & piller le Sanctuaire.

Privilèges.

Ne contribuer en rien , c'est l'immunité ; contribuer librement & gratuitement , c'est le privilège. Ce privilège n'en est un , que parce que les autres l'ont perdu : il étoit autrefois le droit commun , quand nos Rois demandoient & recevoient les secours de la Nation comme de *purs dons , des graces & des libéralités.*

Les procès - verbaux du Clergé attestent sa volonté de contribuer aux besoins de l'Etat. On dispute moins dans ses Assemblées sur le fond des contributions , que sur les expressions & la

forme de la demande , qui pourroient compromettre la liberté & la gratuité de ses dons.

L'instruction adressée par le Gouvernement aux Assemblées Provinciales sur l'exécution du dernier Edit des vingtièmes , porte que le mode de répartition peut être utile aux Curés & aux Ecclésiastiques pauvres ; & d'après ce motif , *Sa Majesté a jugé de sa sagesse de ne point ôter à ce premier Corps de l'Etat ses formes anciennes.* C'est sur une vue particulière , une simple considération indépendante de leur nature qu'on les laisse subsister. On ne fait consister les privilèges & les droits , que dans quelque forme de répartition qui reste révocable à volonté , & sur la première considération éventuelle.

Le Contrôleur - Général indique les biens Ecclésiastiques comme nouvellement imposables , & les employés ont ordre de les vérifier.

Le Clergé n'a point voulu, sur ces premières entreprises , abandonner ses titres , ni compromettre ses Assemblées , dont l'existence est liée à ses privilèges. Il a rappelé les principes , & réclamé sa possession *comme un reste précieux de l'ancien droit commun* , que les pays d'Etat partagent avec lui.

La gratuité & la liberté du don repoussent

toute vérification. Nous trouvons dans les anciennes Ordonnances que le Roi sollicite , & que les Etats accordent ; nous ne trouvons pas qu'il ait préalablement vérifié les facultés pour proportionner ses demandes. C'est à la Nation à régler les secours pour la durée à la quotité. Au Roi appartient la demande , & la Nation l'octroi : l'un calcule ses besoins , & l'autre ses facultés.

Si le Roi ne peut pas vérifier les ordres , ils doivent se vérifier entr'eux. Ici s'appliquent tous les anciens principes (1) ; les ordres ne pouvant se lier , ni sur l'impôt , ni sur la répartition , que de leur consentement mutuel , ils ont droit de se faire raison entr'eux , & s'assurer que l'un n'est pas plus grévé que l'autre.

En se refusant à des vérifications (2) , le Clergé ne s'est pas moins préparé dans le même moment aux vérifications nationales , en s'occupant de projets sur lesquels il a consulté les provinces. Ainsi , rien pour les Employés & les

(1) *Suprà* p. 12 , 13 , &c.

(2) La vérification est peut-être au fond une question de forme , l'on peut connoître les biens du Clergé sans lui ; une possession peut s'évaluer sans appeler le propriétaire.

Contrôleurs ; rien pour les Lettres Ministérielles , rien pour les Administrateurs passagers ; mais tout pour la Nation. C'est devant elle qu'il veut arriver chargé de ses privilèges , pour lui en faire le sacrifice ; mais il n'aura point de sacrifice à faire , puisqu'en portant ses franchises à la source , les autres Ordres viendront y reprendre ce qu'ils avoient perdu ; & ce qu'on appelloit le privilège de l'un , redeviendra le droit commun de tous. Il fera honorable pour le Clergé d'être le modèle de la restauration , comme ces belles colonnes isolées au milieu du *forum romanum* , furent à la renaissance des Arts , la règle de tous les Artistes.

Jamais le Clergé n'a été plus conséquent , ni plus National que dans sa dernière Assemblée , lorsqu'il réclamoit les franchises communes en maintenant les siennes , & qu'il renvoyoit tous les changemens aux Etats-Généraux , pour en assurer la tenue.

On peut maintenant apprécier les pompeuses expressions & les froides jactances sur la *conquête du Clergé* (1) à la *contribution publique* , les victoires sur l'*hydre des privilèges* , la haine de cet ordre puissant contre le conquérant. Le

(1) Mémoire de M. de C***.

Clergé jugea M. de C***, il a depuis jugé son successeur avec une égale impartialité. Il y a des gens qui ont la vanité de se croire victime. Qu'ils prennent un miroir fidèle, ils y verront leur plus cruel ennemi dans celui de la chose publique. Ce ne sont point quelques personnes, c'est la Nation entière qui les poursuit.

CHAPITRE XIII.

De l'influence Religieuse.

(1) *VOICI la regle du parfait christianisme, son exacte définition, sa plus haute ambition; c'est la recherche de tout ce qui tend à l'utilité publique. Le christianisme prend racine dans tous les climats, s'accommode à tous les Gouvernemens, respecte toutes les Puissances; & quand il ne trouve que des sauvages, des lions & des tigres, il les police & les adoucit. C'est la Religion Chrétienne, qui, malgré la gran-*

(1) *Hæc est regula perfectissimi Christianissimi, hæc est accurata definitio, hoc summum fastigium, quæ in commune conferunt quærere, publicæ utilitati consulere. S. Chif. 223.*

deur. de l'Empire , & le vice du climat , a empêché le despotisme de s'établir en Ethiopie , & a porté au milieu de l'Afrique les mœurs de l'Europe & ses Loix (1).

Rien n'est plus naturel que l'alliance de la Religion avec la Politique. Le siècle a voulu s'en passer , en inventant une morale d'imagination , vague & variable dans ses regles , sans attrait , sans origine ni sanction. La Religion seule peut donner aux pensées & aux sentimens une autre saveur , une autre élévation. Celui qui agit pour le ciel , est un ambitieux d'un Ordre bien supérieur à celui qui ne travaille que pour la terre. Pour celui-ci la vertu n'est qu'un stérile sentiment , une froide discussion ; pour l'autre , elle est une passion , le chemin de la fortune , de la gloire & du bonheur.

Si la sagesse humaine a quelques principes & quelque dignité , c'est qu'elle s'est épurée à la lueur de l'Evangile. Qu'elle nous montre ce qu'elle avoit inventée toute seule ; quelques idées éparfes & isolées. Avoit-elle éclairé le droit des gens , le droit de la guerre & de la paix , toutes les vertus sociales ? Avoit-elle

(1) Esprit des Loix , l. 24 , ch. 3.

fondé le bonheur des Empires sur l'égalité de la nature, sur la même origine & sur la même fin? Avoit-elle annoncé que les riches & les puissans ne sont que les trésoriers & les instrumens de la Providence, pour faire régner la justice & réparer tous les maux de l'inégalité?

On trouve, il est vrai, dans les anciennes Républiques, quelques momens, des institutions, des traits qui éblouissent. La nature semble quelquefois s'épuiser, & l'on rencontre des hommes qui étonnent; mais ils sont comme les pyramides au milieu du désert. L'on ne peut que traverser rapidement des pays, où l'on voit quelques hommes libres au milieu d'une foule d'esclaves; le culte de l'intempérance & de la débauche, & le spectacle des gladiateurs & des victimes humaines.

Un illustre conquérant (1) trouvoit plus glorieux d'avoir étendu les bornes de l'esprit humain, que celle de l'Empire. C'est une plus heureuse conquête d'avoir étendu les bornes du cœur humain & de la fraternité universelle ! Quelle plus puissante doctrine pour discipliner les richesses, les grandeurs & toutes les passions ! Et quels plus illustres disciples que Char-

(1) César.

lemagne , Alfred , Saint Louis , Godefroi de Bouillon , &c. &c.

Si le mépris ou l'indifférence pour toute Religion étoit le dernier terme de la corruption des Nations policées , on trouve d'autres sentimens dans un nouvel Empire. Un héros (1) que cette partie du monde doit envier à l'autre , prioit le Ciel de prendre son pays sous sa protection , & de disposer les esprits & les cœurs à imiter les vertus qui faisoient le caractère de l'Auteur divin de notre Religion. Sans une humble imitation des exemples qu'il nous a donné , en toutes choses , nous ne pourrons jamais espérer de devenir une Nation heureuse.

Les idées politiques , morales & religieuses se donnent un mutuel appui. Sans cette union , plus de mœurs publiques , & les Empires vont subir leur déclin , lorsqu'on ne peut plus distinguer les méchans d'avec les gens de bien , & qu'on les traite de même (2) , lorsqu'une administration , toujours nécessaire , ne parle qu'un langage burlesque , que les charges , par leur nature ou par leur excès , excitent les murmures & les fraudes que pour accroître son revenu , augmen-

(1) Washington. Lettre circulaire du 13 Juin 1785.

(2) Antisthenes.

ter ses jouissances , on dénature sa fortune , on détruit sa succession , & que l'esprit personnel ne compte plus pour rien l'avenir & la postérité.

Le jeu n'étoit autrefois que le fléau ruineux des hautes classes de la société , les loteries en ont fait un poison public & populaire. Des billets à bas prix , des tirages fréquens , des bureaux multipliés rendent dans tout le Royaume la tentation facile. Les domestiques , les ouvriers , les artisans sacrifient leur salaire à ce piège trompeur. Plus on est misérable & plus on s'y adonne ; & cette frénésie épidémique ne peut ensuite s'entretenir que par des infidélités & des rapines.

Rien ne déshonore plus les comptes de l'administration , que le fatal produit de ces loteries. Ces huit millions de profit pour le trésor royal , coûtent au peuple des pertes & une immoralité incalculables. C'est le plus onéreux de tous les impôts , puisqu'il ruine & corrompt les dernières classes de la société.

Que peuvent la morale & la religion au milieu d'institutions vicieuses , d'impôts excessifs , & d'une génération misérable & corrompue. Les Ministres de l'Eglise ne peuvent pas toujours exiger des efforts , ni remonter contre le

torrent , & la patience ne doit pas être l'unique vertu qu'ils aient à prêcher. Ils ont des moyens pour les malheurs & la misère ordinaire ; mais pour les maux que le Gouvernement fait , lui seul peut les faire cesser. Il faut une certaine modération pour rendre leur ministère praticable & utile ; & l'administration doit un peu les aider à la faire aimer plutôt qu'à la faire supporter.

CHAPITRE XIV.

Ministres de l'Eglise.

QUAND on connoît les règles de l'Eglise & son esprit , on fait qu'il n'y a pas de vertu qu'elle ne condamne , & de vices qu'elle ne poursuive. Elle n'est jamais contente ; & dans les temps même de perfection , elle crie encore de crainte qu'on ne se relâche. Personne ne se plaint plus de ses Ministres qu'elle. Parmi les réformateurs , il y en a de deux espèces , les uns le font par amour , les autres par haine. Les premiers ont des mesures , du zèle sans aigreur , & craignent les divisions & les schismes comme le plus grand mal ; les autres , la

coignée à la main , ne veulent point émonder ; mais abattre.

L'Ambassadeur de France , du Ferrier , imagina de faire au Concile de Trente , une violente insurrection contre les Evêques. On lui observa que rien n'étoit plus hors de propos , puisque c'étoit le Roi qui les nommoit. Il est le seul de son Royaume qui ne peut pas s'en plaindre ; mais tout le monde a droit de s'en plaindre à lui.

Les Assemblées Nationales ont demandé le retour des élections , comme la première & principale réformation , & le plus grand remède à toutes les plaies de l'Eglise. On n'entend point par-là ces élections purement capitulaires , qui , dans quelques pays , sont des scandales d'intrigue & de simonie. Le Clergé a souvent exprimé ses vœux ; il disoit à Blois , en 1576 , que nos Rois avoient entrepris de suppléer les élections , *à la grande charge de leur conscience.*

D'après de pareilles autorités , on peut continuer d'éclairer la religion du Prince , & même de l'alarmer. Remplir les chaires de Pontifes , n'est pas un département de faveurs ni de graces. Il est effrayant aux yeux de la piété , & très-important à ceux de la raison. Charlemagne ,

magne , Saint Louis faisoient des élections , un objet essentiel de leur sollicitude. Isabelle de Castille ne redoutoit rien tant , que d'avoir un choix à faire ; & Catherine , Reine de Portugal , desiroit que tous les Evêques de son Royaume fussent immortels.

(1) *Toutes les fois qu'il faut nommer un Evêque , le Prince doit croire que Jésus-Christ même lui parle en cette sorte : O Prince , qui me nommez des Ministres , je veux que vous me les donniez dignes de moi. Je vous ai fait Roi ; faites-moi régner , & donnez-moi des Ministres qui puissent me faire obéir. Qui m'obéit , vous obéit : votre Peuple est le Peuple que j'ai mis en votre garde. Mon Eglise est entre vos mains. Ce choix n'étoit pas naturellement de votre office : vous avez voulu vous en charger ; prenez garde à votre péril & à mon service.... Le Prince , par un mauvais choix des Prélats , se charge devant Dieu & son Eglise du plus terrible de tous les comptes ; & non-seulement de tout le mal qui se fait par les indignes Prélats , mais encore de l'omission de tout le bien qui se feroit , s'ils étoient meilleurs.*

Si la Procidence ne nous destine pas encore

(1) Bossuet. Polit. de l'Ecrit. Sainte , 457.

le retour des anciens usages , nous pouvons du moins desirer l'exécution de l'Ordonnance d'Orléans : elle présente le double avantage d'éclairer la religion du Prince , & de conserver son influence.

(1) *Tous les Archevêques & Evêques seront désormais , si-tôt que vacation arrivera , élus & nommés ; à savoir les Archevêques par les Evêques de la province & le Chapitre de l'Eglise Archiépiscope ; les Evêques par l'Archevêque , & Evêques de la province & Chanoines de l'Eglise Episcopale , appelés avec eux douze Gentilshommes , qui seront élus par la Noblesse du diocèse , & douze notables Bourgeois qui seront aussi élus en l'Hôtel de la ville Archiépiscope ou Episcopale ; tous lesquels convoqués en certain jour par le Chapitre du siège vacant & assemblés comme dit est , s'accorderont de trois personages de suffisances & qualités requises par les Saints Décrets & Conciles , âgés au moins de trente ans , qu'ils nous présenteront , pour par nous faire élection de celui des trois que voudrons nommer à l'Archevêché ou Evêché vacant.*

(1) Ord. du mois de Février 1560 , art. 5.

Second Ordre.

Dans les armées, l'on ne devient Officier supérieur qu'après avoir passé par les grades inférieurs; à plus forte raison dans la milice Ecclésiastique, ne doit-on pas être élevé au gouvernement d'un Diocèse, sans avoir préalablement exercé le ministère dans des paroisses de campagnes & de villes.

La nomination des Cures exige la plus sérieuse attention; & par conséquent les résignations, permutations, courses en Cour de Rome, sont d'intolérables abus. L'établissement du concours seroit un moyen assuré, s'il ne s'agissoit que d'esprit, de facilité de parler & de composer. Les mœurs & la piété sont des qualités encore plus essentielles. Il est reconnu qu'un sujet d'heureux caractère, de solide piété & de suffisante capacité, est pour le bien d'une paroisse très-supérieur à des gens de cabinet & aux plus faciles discoureurs. Il faut en conclure, que si le choix est forcé, le concours est dangereux, & s'il ne l'est pas, le concours devient arbitraire.

Des sujets capables & pieux se font, en Bretagne, scrupule d'aller disputer une paroisse,

comme on fait dans les Universités une chaire de Droit ou de Médecine. Le mépris de la modération & de la modestie n'est pas chose à établir en règle & en pratique. Le célèbre Nicole, si pieux & si timide, n'auroit pas sûrement voulu, & peut-être n'auroit pas pu concourir avec avantage.

Rien ne feroit plus simple & plus honnête, que le casuel & les offrandes, s'il n'y avoit que des fidèles pieux & des Prêtres désintéressés ; mais dans l'état actuel, le casuel forcé avilit le Ministre & le ministère. On ne doit pas d'ailleurs se dissimuler que les fidèles ont droit d'être servis gratuitement, & la piété de nos ancêtres a doté l'Eglise assez libéralement, pour qu'elle puisse payer tous ses Ministres.

La portion congrue n'a pas assez suivi les progressions du siècle. Il faut une subsistance convenable, selon les vœux du sage (1), c'est-à-dire, *ni richesses ni pauvreté*. Cette subsistance se trouveroit, pour les Vicaires, dans la portion congrue fixée pour les Curés en 1768, & dans le double de cette portion pour les Curés, qui seroit payée en nature, exempte de route charge.

(1) Prov. 30. 8.

Il faut observer qu'on ne doit rien à la vanité ni à la cupidité, mais seulement à la décence de l'État; & dans l'Ordre Ecclésiastique, on est sujet à oublier son origine.

Avec l'honnête nécessaire, on trouve encore de quoi soulager la misère. Un Prêtre pieux & charitable a toujours du superflu; les autres n'en ont jamais. Le célèbre Languet ne fit point tant d'admirables choses sur ses revenus, mais sur son zèle & sur sa piété.

Rien n'est plus estimable, ni plus évidemment utile qu'un bon Curé au milieu de sa paroisse; il est réellement le remède à tous les maux: mais les peintures sont plus belles que la réalité; & combien de manœuvres qui ne sont de leur ministère qu'un véritable métier. Il faut souvent plusieurs générations pour remonter une paroisse: quand le loup est dans la bergerie, il n'y a que la Providence qui puisse en délivrer un malheureux troupeau. La discipline moderne ne donne aucun moyen. Si l'on a quelquefois recours à l'autorité du Prince, cette voie extraordinaire & décréditée prouve le défaut de toute autre ressource. Un Etat qui vit d'estime & d'opinion, ne doit pas avoir les mêmes règles, & sa discipline doit être plus sévère. Il n'y a pas un mauvais Prêtre

dans toute l'Eglise Catholique, s'il faut en faire preuve par Notaires & témoins; c'est ce qui fait qu'on est déshonoré dans sa paroisse, dans le public, & absous dans les Tribunaux.

Dans quelques cantons démocratiques de la Suisse, où la Religion est dans sa simplicité & ferveur primitives, aucun Prêtre n'a le droit imperturbable de scandaliser; ce sont de pieux Disciples de S. François qui les servent & qui les édifient; & si par hasard il en arrive autrement, on en appelle de nouveaux.

On peut emprunter l'esprit de cet usage; & sur la demande de la paroisse, & sur l'approbation de l'Evêque, un Curé seroit révocable. Ce concours seroit un suffisant préservatif contre les cabales des paroissiens & l'arbitraire du supérieur. Cette vue pourra déplaire à ceux qui pensent que le troupeau est fait uniquement pour le Pasteur; les moyens & les instrumens ne sont au contraire que pour la fin, & les Conciles provinciaux exerceroient la même justice sur les premiers Pasteurs.

L'Eglise a toujours désiré la fréquente tenue des Conciles provinciaux, pour mettre de l'ensemble & de l'énergie dans les principes & dans l'exécution. Ce n'est point pour faire des règles, on n'en manque pas; mais pour

les faire observer & pour être des Tribunaux ; où feroient sévèrement jugés tous les Ordres du Clergé.

On ambitionnoit autrefois d'être jugé par les Evêques. C'étoit une faveur que les Empereurs accordoient aux fidèles. Le siècle a repris son bien & beaucoup au-delà ; en ôtant à l'Eglise une juridiction qu'on l'avoit forcé , pour ainsi dire , de prendre , on l'a dépouillée de la sienne propre. Il n'est rien dans la doctrine ou dans la discipline , que l'appel comme d'abus ne frappe de manière ou d'autre. Il pénètre jusques dans les cloîtres & les règles Monastiques , & rompt tous les liens & toutes les dépendances. La chicane & la discorde accourent où l'on veut tout voir & tout juger. Le Proconsul Gallion étoit dans une sage mesure , lorsqu'il répondoit aux Juifs qui venoient contester devant lui : *s'il étoit question de quelque grand dommage ou de quelque crime , je vous rendrois justice ; mais puisqu'il ne s'agit que de vos controverses , de vos coutumes & de votre loi , je ne veux ni vous entendre ni vous juger.*



Ordres Religieux.

Les plus célèbres Académies des anciens Philosophes fournissoient peu de choses pour le genre humain. Que pouvoit-on tirer de tant de spéculations oiseuses & contradictoires, & même des plus sublimes rêves de Platon ?

La Religion a ouvert d'autres Ecoles. C'est par elles, que l'antiquité est arrivée jusqu'à nous, que les déserts & les marais sont devenus des côteaux & des plaines fertiles. Les Esclaves venoient y chercher la liberté; les Pères, mettre leurs enfans en dépôt, & demander pour eux-mêmes un asyle, parce l'hospitalité étoit le salut public dans des temps féroces de guerre & d'anarchie.

La retraite, la vie commune, les associations fortifient & aggrandissent pour les recherches profondes, les longues études & les grandes entreprises. Les destinations sont variées selon les sexes, les humeurs & les caractères. Les uns méditent & s'enferment; d'autres agissent, enseignent, visitent les pauvres, ou servent les malades; vont se placer sur de hautes montagnes, pour attendre le voyageur, de crainte qu'il ne s'égare, & lui tiennent un hospice tout prêt; ils vont racheter les Es-

claves ; courent après les Sauvages ; on les trouve par-tout dans l'univers. Ils ont une fois fondé un empire jusqu'alors inconnu , un grand Peuple vivant en famille, & dans la plus fraternelle égalité. Ici l'on sent couler ses larmes, de l'ingratitude qui oublie tant de dévouement & de bienfaits, & de l'aveuglement qui veut se priver de tant de secours, en frappant dans sa racine un arbre antique dont l'ombre salutaire a couvert tant de régions & de Peuples, & dont le tronc n'est pas moins fécond & sacré, quoiqu'il faille quelquefois émonder ses branches.

CHAPITRE XV.

Des différentes Religions.

RIEN n'est plus libre que la pensée : l'opinion est la première propriété, & la loi ne juge que les actions. On ne peut qu'éclairer & plaindre les erreurs, & jamais les persécuter. On doit même établir pour principe, que toute Religion qui admet les récompenses & les peines, ne peut point punir de mort, sans agir contre son esprit. Il seroit trop cruel de

Punir dans cette vie & dans l'autre. Il faudroit, au contraire, prolonger les jours des errants, s'il étoit possible, pour leur donner le temps de s'éclairer & revenir à récipiscence.

Il n'y avoit en France que des Catholiques jusqu'en 1788, ou du moins, les Loix n'en reconnoissoient pas d'autres.

Un Prêtre baptise, marie, enterre; & les grandes époques de la vie humaine, se constatent par des formes Religieuses. Les Sectes qui ne les adoptent pas, n'ont alors aucune manière légale de naître, de se marier & de mourir; elles se trouvent sans existence & sans Patrie. Les mariages & les filiations ne pouvant pas se constater, les successions étoient troublées. Si, par une fiction de la Loi, il n'y avoit pas de Protestans, les Tribunaux, pour en éluder la rigueur & les suites, se contentoient de la possession d'Etat, en écartant, par une fin de non-recevoir, les avides collatéraux. La Loi & la nature se trouvoient ainsi en contradiction; il étoit fâcheux que l'humanité du Juge eût à éluder la Loi qui doit être sa règle, & que les Protestans eussent à craindre un Procès, même avec l'espérance de le gagner.

La naissance, le mariage & la mort, sont

des actes humains & naturels ; qui existoient avant les formes Religieuses. S'ils ne peuvent se sanctifier que par elle , ils peuvent se constater par des formes purement civiles.

Le mariage est un contrat naturel , civil & Religieux , & ces trois choses n'en font qu'une dans l'Eglise Catholique. Il est l'acte le plus important & le plus périlleux de la vie humaine. Il n'est pas étonnant que notre divin fondateur y ait attaché des graces particulières , & l'ait élevé à la dignité de sacrement.

En Hollande, où la Religion catholique n'est que tolérée , ses Membres se marient selon les formes de l'Eglise ; pour assurer ensuite les effets civils à leur mariage, ils vont à l'Hôtel-de-Ville le déclarer devant le Magistrat. La célébration est pour leur conscience, & la déclaration pour leur sûreté.

Les non-Catholiques peuvent faire en France, ce que les Catholiques font en Hollande. Des registres seroient ouverts aux déclarations de naissance, de mariage & de mort. Le Magistrat est purement passif, il entend, il écrit, & n'est que le chef d'un dépôt & d'un greffe. La puissance séculière a rempli ses devoirs en assurant l'existence des citoyens par des formes légales & régulières, quoique purement civiles : en n'y

mêlant rien de Religieux, elle ne remue point les questions théologiques, & ne trouble pas les consciences.

De l'existence Civile.

On est homme avant que d'être chrétien, & les relations sociales existent avant les Religieuses. Si le Citoyen demande à la Patrie ses droits, la Patrie a aussi des Loix à lui donner; & les sociétés sont gouvernées par le droit naturel & par le droit Civil.

L'existence Civile ne donne pas tous les droits de Citoyen; ou bien on peut être Citoyen, sans jouir de tous les droits de la Cité.

L'ordre naturel n'admet que l'égalité; mais l'ordre social admet les différences. On trouve dans toutes les institutions anciennes & modernes, & dans les quatre parties du monde, à la Chine, aux Indes, & dans notre Continent, des tribus, des classes, des castes, des ordres, dont l'existence & les prérogatives sont différentes.

On étoit Citoyen Romain, ou on cessoit de l'être en tout ou en partie. Les Villes Municipales & les Colonies n'avoient pas les mêmes prérogatives; on pouvoit jouir des avantages du droit privé pour les mariages, les suc-

cessions, les testamens, &c. sans avoir droit de suffrage ni d'être admis dans les légions (1).

Solon avoit divisé le Peuple Athénien en quatre cens, dont le dernier étoit exclu des dignités (2).

Les rangs, les offices, les contrats, les successions ne se règlent que par le droit positif. Dans les contrées les plus policées & les plus libres, il y a des conditions de naissance, de fortunes, de services, de connoissances requises, pour remplir certaines places & certaines fonctions. Les opinions Religieuses sont aussi une de ces conditions.

Tout homme a droit de vivre de son travail & de son industrie, & par conséquent, d'exercer quelque métier & quelque profession. Mais dans la foule, il en est qu'on peut lui interdire pour le bien commun. S'il est nécessaire qu'on exerce un métier, qu'on soit Membre d'une corporation, il ne l'est pas qu'on soit chef ou juré de cette corporation.

En Hollande, la Religion dominante a seul droit aux offices & à l'administration; toutes les autres sont admises dans l'armée. Le Gou-

(1) *Sigonius de jure Pop. Rom. l. 2.*

(2) *Petitius in leg. att.*

vernement étant plus commerçant que Militaire, a été obligé de se relâcher sur cet article.

Il fut j'en 1787, proposé en Angleterre de lever plusieurs exclusions en faveur des non-conformistes. Le Parlement s'y refusa, & les chefs de l'opposition se réunirent au Ministère. Il fut établi;

Que la législation dans toutes les sociétés; peut, par des considérations politiques, apposer des restrictions de droits, exiger des conditions & des sermens.

Qu'on peut éloigner des offices Civils, ainsi que de l'armée de terre & de mer, des gens de certains principes & de certaine doctrine.

Qu'il faut distinguer la liberté de conscience, de la participation aux offices publics, & que la liberté Religieuse n'entraîne pas la liberté politique. Qu'un homme n'est pas moins libre & Citoyen, quoiqu'il n'ait pas les qualités, pour être Représentant d'un Bourg ou d'un Comté, & que l'exigence de ces qualités n'est pas une violation de ses droits naturels.

Que c'est une Loi constitutionnelle, que, ni Rois, ni Reines, ne peuvent être assis sur le trône d'Angleterre, sans professer la foi de l'Eglise Anglicane; & que, si quelque Prince s'y

refusoit, ce ne seroit pas lui faire injure, que de l'en priver.

Il faut conclure qu'on peut être libre & Citoyen, sans jouir de tous les droits de la Cité, qu'on peut y vivre sans l'administrer; & que les offices d'autorité & d'influence ne s'y distribuent point par le droit naturel; mais par des considérations sociales & politiques.

L'on n'approuve point pour cela l'abus qu'on fait de ces maximes contre les Catholiques en Angleterre & en Irlande, où on a vu des persécuteurs Payens.

On ne peut citer l'Eglise Anglicane que comme dominante, & la Religion de l'Etat; car, comme Religieuse, elle n'a nul droit de préférence sur les autres Sectes qui sont toutes de la même famille, & les branches de la souche commune. Sa naissance n'est pas plus honnête, parce qu'elle porte sur son front le nom impur & sanguinaire de son fondateur.

De la Religion dominante.

Voici donc le principe fondamental des Loix politiques en fait de Religion. Quand on est maître de recevoir dans un Etat une nouvelle Religion, ou de ne la pas recevoir, il ne faut

pas l'y établir ; quand elle y est établie , il faut la tolérer (1).

C'est d'après cette base , que la Religion dominante & unique , est le premier fondement politique de la République de Venise.

Les Parlemens de Flandres & de Franche-Comté , n'avoient point de Protestans chez eux ; ils n'ont pas voulu en acquérir (2)

Il fut dit , dans le Parlement d'Angleterre , que si l'on ôtoit quelques restrictions aux sectaires , ils demanderoient encore plus , parce que leur caractère est d'étendre l'influence de leur secte. On ajouta que leurs principes de modération sont imaginaires ; & que , selon un

(1) *Esprit des Loix*, l. 25 , ch. 10.

(2) L'Edit concernant les non-Catholiques annonce que certaines circonstances *avoient hâté le moment de le publier*, & empêché d'en méditer plus long-temps la forme légale. Il étoit tout simple de faire des remontrances sur ce que l'on convient n'avoir pas assez médité ; & cependant l'Edit de la Cour Plénière s'en étonne. *La Loi même qui fixe l'état Civil de nos Sujets non-Catholiques , est devenu l'objet des remontrances de deux de nos Cours*. Si on rapproche cet Edit des remontrances faites par le Clergé en 1775 , on verra la nécessité d'avoir des principes , pour ne pas varier selon les temps , les lieux & les places.

de leurs Auteurs , ils sèment leur doctrine ; comme des traînées de poudre , pour faire explosion au moment favorable.

Sans fouiller dans les anciennes Annales ; nous sortons , pour ainsi dire , de voir dans un siècle très-indifférent , & même très-irreligieux , un fanatique à la tête de plus de trente mille hommes , brûler solennellement à Londres toutes les Chapelles Catholiques. Le fanatisme religieux ou philosophique est une maladie sourde & habituelle du genre humain , qui se déclare d'un moment à l'autre.

Il ne suffit pas d'avoir devant les yeux quelques momens de calme : il faut faire rouler devant soi les années & les passions , l'on voit alors que les trêves ne sont pas éternelles. Si l'on pouvoit se peindre les horreurs des guerres religieuses , on ne croiroit jamais pouvoir les prévenir de trop loin. Les indifférens ne sont pas même en sûreté , & la neutralité rendroit victime de tous les partis.

L'on pourroit dire , avec quelque raison , que l'Eglise Catholique étoit chez elle , & que les Hérétiques ne sortent de son sein qu'à grand bruit & en l'injuriant. Leur douceur prétendue n'est pas de longue durée ; ils savent , quand ils sont à leur aise , prêcher la puissance du glaive

en matière de foi & de conscience, & personne n'a plus qu'eux invoqué & exercé le bras séculier (1). Au reste, il n'est pas question, dans ce moment, de savoir qui a tort ou raison; il suffit qu'il y ait eu des divisions, & qu'il en reste toujours le levain indestructible & d'amers souvenirs, pour séparer des gens qui peuvent se détruire.

Rien n'est plus sage & plus pacifique que ce trait de l'Ancien Testament : *Nous sommes frères*, disoit Abraham à Loth; *qu'il n'y ait point, je vous conjure, de querelles entre nous ni entre nos Bergers; & pour les éviter, choisissez & allez à droite ou à gauche, je prendrai du côté opposé* (2).

On trouve en Suisse le même amour de la paix. Le Canton d'Appenzel est divisé en deux, dont l'un est Catholique & l'autre Protestant. Quand quelqu'un change de principes, il change aussi de domicile, & va habiter la Ville de sa nouvelle doctrine.

Cette sage séparation n'est pas toujours praticable. Il faut alors que tout le monde se sup-

(1) Bossuet, Variat. 1, 10.

Avertissement 5e.

(2) Gen. 13. 2.

porte & vive ensemble; mais si l'on tolère par la justice, on protège par les distinctions & les prérogatives. Les faveurs sont de ces douces violences que l'on peut employer pour contenir & pour attirer. On est libre dans son opinion, & chaque famille est un sanctuaire qui ne doit pas être troublé par une inquisition odieuse; s'il y a de l'éclat & du bruit, la puissance publique a droit de s'en informer, parce que la Religion dominante est la seule qui puisse tenir ses portes ouvertes, & marcher en plein jour.

De l'Eglise Catholique.

ON a parlé jusqu'ici d'un style bien séculier; sans prédilection pour aucun culte. On doit en conclure seulement que l'Eglise Catholique n'exige pas uniquement des actes de foi, mais toujours des actes de bon sens. Elle est la plus intolérante & la plus douce des Religions. Autant elle s'éloigne par la foi, autant elle se rapproche par la charité. Jamais elle ne transige sur la doctrine, parce que la vérité est immuable. Si, à chaque nouveauté, il falloit composer & détacher quelques pierres de l'édifice, il tomberoit bientôt en ruine.

Si, en réclamant les faveurs pour la Religion

dominante, on a l'air d'exclure la Religion Catholique, lorsqu'elle ne l'est pas : qu'on ne s'en scandalise point; qu'elle soit seulement tolérée, & sur-tout bien connue, elle méritera bientôt toutes les préférences. Il ne faut point s'en inquiéter, sa marche est toute particulière; son fondateur a voulu braver toutes les règles de la prudence, en lui donnant les appuis les plus foibles & les ennemis les plus redoutables. Les Empereurs ont été appelés les derniers, pour qu'ils n'eussent pas à se glorifier qu'elle étoit leur ouvrage. *Fille du Ciel, il faut qu'il paroisse qu'elle est née libre & indépendante dans son état essentiel, & ne doit son origine qu'au Père céleste. Quand, après trois cents ans de persécution, parfaitement établie & parfaitement gouvernée, durant tant de siècles, sans aucun secours humain, il paroîtra clairement qu'elle ne tient rien de l'homme; venez maintenant, ô Césars! il est temps (1).*

Qu'on se rassure donc, & Jésus-Christ fait vaincre quand il veut. Il abat Saül d'un coup de tonnerre sur le chemin de Damas; il attend sur celui de Gase l'Eunuque de Candace, pour lui ouvrir les Saintes Ecritures : il envoie un

(1) Bossuet, Sermon de l'Unité.

Disciple au Centurion Corneille : il montre un signe dans le Ciel à Constantin. Tantôt par des insinuations , tantôt par des coups d'autorité , il sait se faire jour pour arriver à ses fins , & il entre dans le Cénacle , même les portes fermées.

(1) Depuis ce temps-là , l'Eglise a appris d'en-haut à se servir des Rois & des Empereurs pour faire mieux servir Dieu , pour élargir , disoit Saint Grégoire , les voies du Ciel , pour donner un cours plus libre à l'Evangile , une force plus pressante à ses Canons , & un soutien plus sensible à sa discipline. Que l'Eglise demeure seule , ne craignez rien , Dieu est avec elle , & la soutient au-dedans ; mais les Princes religieux lui élèvent , par leur protection , ces invincibles dehors , qui la font jouir , disoit un grand Pape , d'une douce tranquillité à l'abri de leur autorité sacrée.

De l'Edit concernant les non-Catholiques.

Les Souverains de ce Royaume sont protecteurs & pères communs de tous leurs Sujets ; ils sont aussi Chrétiens , & dès le berceau de

(1) Bossuet, Sermon de l'Unité.

la Monarchie , les fils aînés de l'Eglise. S'ils l'ont toujours assistée de leur faveur & de leur autorité , cette assistance est un devoir de reconnaissance , puisqu'elle leur a érigé un Trône (1) dans le lieu le plus sûr de tous & le plus inaccessible , dans la conscience même où Dieu a le sien ; & c'est-là le fondement le plus assuré de la tranquillité publique.

Nous leur dirons donc sans crainte , même en publiant leurs bienfaits , qu'il y a plus de justice que de grace dans les privilèges qu'ils accordent à l'Eglise , & qu'ils ne pouvoient lui refuser de lui faire part de quelques honneurs de leur Royaume , qu'elle prend tant de soin de leur conserver. Mais confessons en même-temps , qu'au milieu de tant d'ennemis , de tant d'Hérétiques , de tant d'Impies , de tant de Rebelles qui nous environnent , nous devons beaucoup aux Princes qui nous mettent à couvert de leur insulte ; & que nos mains désarmées , que nous ne pouvons que tendre au Ciel , sont heureusement soutenues par leur puissance.

C'est avec douleur que les vrais enfans de l'Eglise n'ont rien vu dans cet Edit de tendre & de filial pour cette bonne mère. Lorsqu'une

(1) Bossuet , Sermon de l'Unité.

loi si importante ne pouvoit trop long-temps se méditer, elle apprend que c'est par quelques circonstances qu'on s'est déterminé à *hâter le moment de la publier*. Les loix sont-elles loix, lorsqu'elles s'annoncent ainsi, & portent-elles l'empreinte imposante du temps & des conseils?

Après avoir éprouvé les pertes de la révocation de l'Edit de Nantes, il faudroit du moins en recueillir le fruit qui est moins d'obstacles à l'unité & à la concorde. S'il est paternel d'aller au secours des Sujets, toujours Sujets & toujours favorables, quoique nés dans l'erreur, les Etrangers peuvent-ils nous être aussi chers!

Les effets civils peuvent s'accorder civilement, sans que le Ministre Ecclésiastique ait l'air d'exercer des fonctions, tantôt sacrées, tantôt profanes, & les fidèles ne pourroient qu'être troublés de ce mélange. Si le Mariage est un Sacrement, le Magistrat ne doit pas prononcer des formules, faire une célébration, lorsqu'il ne doit que recevoir une déclaration?

En ouvrant aux non-Catholiques toutes les voies de l'Agriculture, de l'Industrie & du Commerce, ne pouvoit-on pas du moins excepter toutes les professions & les places d'autorité & d'influence?

Quand le Roi nous rassure sur les différentes sectes, *nous ne souffrirons jamais qu'elles puissent être une source de discorde entre nos Sujets.* Sa puissance ne va pas jusques-là; & s'il pourroit au présent, qui lui garantirait de l'avenir? Il y a des momens où les vents & les flots brisent le gouvernail & déchirent les voiles. En laissant les causes pour ne voir que les effets, qu'on se rappelle tant de sang répandu, les Sujets & le Souverain négocians comme deux puissances ennemies, & dans tous les tems & dans tous les pays, des révolutions, des guerres, des Trônes ébranlés ou renversés. L'Hôpital disoit aux Etats d'Orléans : *Que la division des langues ne fait pas la séparation des Royaumes ; mais celle de la Religion, d'un Royaume en fait deux.*

La multitude des opinions & des cultes est une occasion de trouble ou d'indifférence, & relâche les liens des mœurs ou de la tranquillité publique. *On donne à l'Etat, au moins pour quelque temps, de mauvais Citoyens & de mauvais Fidèles (1).* Cela se vérifie sur-tout dans des pays où le goût de la nouveauté se porte jusques dans les choses sérieuses, où l'on

(1) Esprit des Loix.

eroit qu'une manière de montrer des talens & des vues, c'est de parler contre la Religion & le Gouvernement, & où l'on verroit la perfection dans la simplicité d'un culte qui approcheroit le plus de la nullité.

Il ne faut pas croire aux indifférens ni aux tolérans, ils sont plus rares qu'on ne pense. Ceux qui le sont avec amour de la paix, de la vertu & de la vérité, se taisent; mais les nôtres prennent en pitié, méprisent & tournent en ridicule. Dans une Nation où l'on connoît si bien les égards & les convenances, c'est le seul article où on les oublie. Un Chrétien un peu exact se trouve à tout moment obligé de rougir.

Les vues politiques n'ont pas été mieux remplies que les vues religieuses. L'Edit indique assez qu'on espéroit recueillir le fruit des troubles étrangers. En vain ouvre-t-on toutes les portes, si l'on ne donne quelque attrait pour entrer. On connoît par-tout l'état de nos affaires, de nos charges publiques, l'immense nomenclature de nos Impôts directs & indirects.

Quand toutes les terres sont à vendre, que le Commerce languit, que les Manufactures tombent, & que les Ouvriers émigrent, n'y a-t-il d'autre remède que d'être Luthérien, Anabaptiste ou Quaker? C'est un léger secours que

d'appeller toutes les Religions de l'Univers ;
comme si les charges s'allégeoient à la faveur
de quelques sectes de plus.

Qu'on soit Musulman , Grec , Catholique
ou Protestant , on n'en rencontre pas moins la
Taille , la Capitation , les Vingtièmes , la Ga-
belle , les Aides , le Contrôle , les Privilèges ,
les Compagnies , & le Fisc avec ses entraves ,
ses procédures & son inquisition. Si l'on veut
ranimer l'Agriculture & l'Industrie , attirer des
gens qui calculent , ce n'est que par des cal-
culs , des impôts , des sols pour livre de moins ,
des franchises , voilà leurs articles de foi. On
voit des Protestans & des Etrangers dans nos
Ports & dans nos Villes de Commerce ; ils y
trouvent assez liberté de penser , c'est liberté de
spéculer qui manque. L'intérêt seul est le mo-
bile des spéculateurs , & le premier Evangile
de l'Univers. Avec quel sang froid l'avarice ne
va-t-elle pas trafiquer l'espèce humaine , comme
le bétail le plus vil ! Elle court à l'extrémité du
globe , comme elle se prête à tour pour entrer
au Japon ! Quel impie avilissement ! & c'est pour
rapporter quelques porcelaines , quelques bois ,
quelques feuilles d'arbre , &c.

CHAPITRE XVI.

Parlemens.

LES Parlemens ont été les plus utiles promoteurs du pouvoir Souverain ; ils ont ramené tout au centre & à l'unité. En aggrandissant & affermissant la Puissance Royale , ils sont devenus eux-mêmes une Puissance.

Ils ont d'abord été le dépôt des Loix , les exécuteurs des volontés Royales ; ils en sont ensuite devenus les modérateurs. L'enregistrement a commencé , la vérification a entraîné les représentations , les modifications & les résistances.

Il s'est élevé un combat dans lequel on oublioit la question. Chacun s'attribuoit la propriété d'un tiers. Les Parlemens montroient bien les dangers d'un pouvoir absolu , la nécessité des conseils & des loix. Les Rois détruisoient par le fondement les prétentions Parlementaires ; mais ni les uns ni les autres ne pensoient aux droits des véritables Propriétaires.

Si la puissance judiciaire n'étoit point sortie

de ses bornes , le déluge quelquefois auroit couvert la France ; mais il étoit étrange de la voir sans titre & sans mission , agir pour la Nation , sans jamais parler d'elle. La première fois qu'on pensa à prononcer son nom , que ce mot d'Etats-Généraux fut articulé , il parut comme le rêve bizarre d'un antiquaire.

C'est du jour que la Nation est rentrée dans ses droits , que les Parlemens lui sont devenus plus chers & constitutionnels. Ils ne peuvent plus exister que pour elle & par elle ; & c'est l'opinion qui les a sauvés en 1770 & 1788.

On a de tout temps désiré des réformes utiles dans la Justice & dans la Magistrature ; maintenant on ne doit s'y prêter qu'avec circonspection. Il est plus essentiel de réformer les choses que les personnes , & la législation que les Tribunaux. Ce qui étoit désirable autrefois peut devenir un piège dangereux. Quoique cette Cour Plénière , ramassée dans nos vieux Romanciers , plus que dans notre Histoire , ait été étouffée dans son berceau , elle a jetté du discrédit sur toute sa suite. Ses Bailliages Royaux seroient devenus au besoin des Parlemens. Des idées d'utilité locale doivent céder à l'ensemble. Nous ne sommes pas encore assez fondés , & nous avons besoin de corps nombreux qui pré-

sentent un front respectable, & de voix toujours prêtes à réclamer la Nation, si jamais on pouvoit l'oublier. Les Cours Souveraines doivent avoir une consistance & une dignité, qui ne s'accommodent, ni du petit nombre, ni des petites Villes. Cette dignité est une grande partie de la considération & de l'intégrité du Juge.

Réformation de la Justice.

De tous les maux dont la France est affligée ; l'administration de la Justice demande le remède le plus prompt ; il n'en est pour cela que plus difficile, & le mal vient d'une grande complication de causes. Les principales sont :

L'imperfection de nos Loix qui se croisent de proche en proche, des coutumes variables à l'infini ; & notre Bailliage en compte dix-sept locales.

Une procédure ténébreuse & furchargée, dont la fin n'est que d'obscurcir la vérité, & d'enrichir les Praticiens.

Un impôt dévorant qui marche sur tous les pas de cette procédure, & absorbe souvent plus que la valeur de l'objet contesté.

Les Secrétaires dont les deux parties sont éga-

lement tributaires, les vacations, les épices des Juges.

Les jugemens contradictoires viennent se joindre à l'obscurité & à l'incertitude des Loix. Les arrêts de réglemeut, sous prétexte de rappeler au droit commun, troublent la possession & la bonne foi, parce que les réformations doivent équitablement précéder les arrêts.

Justice prompte & gratuite, tel doit être le vœu de tous les Citoyens & l'esprit de tous les Tribunaux. Elle n'est plus Justice, dès qu'elle est lente, incertaine & ruineuse.

La multitude & l'imperfection de nos Loix est une des racines des plus difficiles à couper.

Les États de 1484 demandoient la rédaction des coutumes; le vœu actuel doit être leur réforme & leur réunion.

On pourroit commencer une nouvelle réformation de celle de Paris, y réunir celles dont la souche est la même; prendre ce qu'il y a de plus sage dans les autres, les rapprocher toutes du droit commun; supprimer mille différences, qui, quoique minutieuses, n'en font pas moins des sources fécondes de procès.

La même marche se suivroit dans tous les pays de droit coutumier, ainsi que dans ceux

de droit écrit. Les Loix Romaines n'ont point par-tout le même sens, on trouve des interprétations différentes ou des usages contraires.

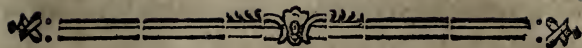
Sans adopter le plan impraticable d'une législation uniforme, sur-tout dans un Royaume composé de tant de pièces rapportées, on pourroit du moins mettre les Citoyens à même de connoître les principales Loix sous lesquelles ils vivent ; & l'on ne verroit plus varier, non-seulement dans le même ressort, mais dans le même canton, les bornes de l'autorité paternelle, les conventions matrimoniales, la faculté de disposer de ses biens. On ne verroit plus le Jurisconsulte le plus profond se perdre dans l'obscur labyrinthe du statut réel, du statut personnel, du statut mixte.

La Justice criminelle est encore un objet d'une plus haute dignité, puisque l'honneur & la vie des Citoyens sont le premier intérêt.

Le Gouvernement s'occupe en ce moment de la réformation de la Justice civile & criminelle. Pour mettre plus d'activité & d'ensemble, tous les Parlemens devroient être mis à l'œuvre, & les différens plans seroient rapportés à une commission accréditée par le nombre & le choix des membres.

Un point fondamental exécutable sur le champ, seroit que la Justice fût publique, & que tous les rapports se fissent à l'audience comme les plaidoyers.





CAHIER

DU HAMEAU DE MADON.

LES Etats-Généraux prendront en considération les diverses parties de la chose publique, & l'on peut déposer dans leur sein toutes les remontrances & doléances particulières ; mais il est de la sagesse de chaque Citoyen de laisser là son champ & son village , pour ne s'occuper que de l'intérêt commun : le sien ne s'y trouve-t-il pas quand la rosée tombe sur tout le monde ?

On marche avec plus d'assurance , lorsqu'on ne fait que suivre les traces de ses ayeux. Tout ce qu'on peut dire de plus effectif sur les choses & les personnes , est connu depuis long-temps. Il faut ôter à ce siècle ses illusions ; & les bonnes maximes sont plus anciennes que lui.

Notre Royaume est le Royaume des Francs , & notre nom est notre premier titre de franchise. Il fut un temps où l'on n'y connoissoit aucune imposition publique ni fiscale. L'on

trouve de bonne heure la distinction & l'indépendance des trois Ordres , la gratuité & la liberté des aides & des secours , leurs proportions avec le besoin pour la quotité & la durée.

On voit que jamais il ne s'est fait de demande sans en justifier la nécessité ; & l'examen des états de recette & de dépense précédoit l'octroi des secours.

Il y a plusieurs siècles qu'on crioit contre les droits & les entraves , & toutes les occasions de retards & de procès , qu'on savoit que l'industrie & le commerce sont la source de la prospérité publique (1).

Dans ces temps reculés , on n'avoit pas encore imaginé les entraves & les maîtrises , pour rendre le pauvre Artisan tributaire du fisc & de la chicane.

On savoit qu'il y a deux intérêts indivisibles , ou plutôt qu'il n'y en a qu'un , celui du Roi & de la Nation , (2) *que le bien & le dommage de l'un est le bien & le dommage de l'autre.*

Il faut convenir , que si les principes sont anciens , les abus le sont aussi ; mais on ne les dissimuloit pas , & l'on savoit se plaindre :

(1) Quinet , 124.

(2) 165.

Des Nobles & de leurs excessives dépenses ;
*car après prodigalité va rapine sa nourrice &
 la suit par-tout pié à pié (1).*

Des dégats du gibier sur les bleds , & étoient
les bêtes plus franches que les hommes.

Des Gens d'église , par la mauvaise manière
 de pourvoir aux bénéfices , *par faveur , argent &
 par amis.*

Du Tiers-Etat , (2) *d'une multitude de gens
 qui ne sont Nobles , ne Gens d'église , comme
 Secrétaires , Greffiers , Sergens , Collecteurs des
 tailles , Quaterniers , Commissaires au fait du
 scel , Clercs , Payeurs de gens d'armes , &c. , &c.*

De la Justice , qu'on ne pouvoit obtenir qu'à
 grands frais , & chères épices.

Des évocations fréquentes , du droit de *Com-
 mittimus* , des Commissions qui troublent le
 cours ordinaire des Tribunaux.

De la multiplication d'offices & de charges ;
 qui ne sont que multiplication de gages.

Après les plaintes , on indiquoit les remèdes ,
 l'ordre , l'économie , l'observation des Loix , & le
 retour des Etats-Généraux. *Et comme ainsi soit ,
 que le sang est soutienement de la vie corporelle ,*

(1) Quinet , 59.

(2) 62.

aussi sont les finances du Royaume , le soustènement de la chose publique.

On avoit l'amour de l'ordre & des réformes , sans trop d'amertume , & sans esprit de destruction. Si l'on se plaignoit des gens d'armes & des Nobles , on n'en disoit pas moins que *l'état de la Noblesse est nécessaire à la tuicion , garde & défense de la chose publique (1).*

Si l'on parloit de rapines du Palais , on reconnoissoit que *la justice est dame & princesse des autres vertus , sans laquelle nulle Monarchie , ne chose publique peut être entretenue & félicité & prospérité.*

Si l'on réclame l'observation de la pragmatique & des canons contre les pensions , les commandes , les industrieuses exactions Romaines , & contre ces Légats qui avoient donné de si merveilleuses évacuations de pécune à ce povre Royaume (2) on témoigne en même-temps un tendre respect pour la Religion , l'Eglise & le Saint-Siège , en protestant toutefois , par les gens desdits Trois Etats , qu'ils n'entendent eux départir de la filiale obédience de notre Saint Père..... & pour ce qu'il ne répugne pas à l'obé-

(1) Quinet, 80.

(2) 77.

dience filiale, que si le fils se sent grevé du père ; que en bonne crainte & révérence ne puisse faire sa plainte à autre, pour en avertir le père.

On n'oublie pas non plus les devoirs du Prince ; on les rappelle avec franchise, amour & respect ; on lui propose comme une sauvegarde d'avoir toujours autour de lui, *gens de bien* (1) *qui aiment le salut de leurs ames, & l'honneur de leurs personnes. Car, quelques choses, Sire, qu'ils vous disent, ils ne sauroient avoir le salut & l'honneur de votre personne s'ils ne aiment le leur.*

Nos ancêtres n'étoient pas si barbares, puisqu'après plusieurs siècles & tant d'événemens, nous n'avons rien de mieux à faire, que de répéter les mêmes choses. Ils nous ont aussi laissé une constitution ; & les maux ne sont venus que de sa suspension, de l'interruption des Etats-Généraux, & du manque de précaution pour leur retour prochain & périodique. Il ne faut pas briser une machine, parce qu'on aura négligé de la monter. Les Assemblées qui se tiennent par siècle d'intervalle, ne sont jamais que des convulsions ; elles ne sont utiles que quand elles deviennent le régime ordinaire,

(1) Quinet, 162.

& qu'on est, pour ainsi dire, remis de la crise de l'établissement & de la violence du remède.

Pour le succès de la prochaine Assemblée, il est à désirer qu'elle soit active abrégée. Il seroit dangereux de vouloir à la fois tout fonder & tout redresser. L'on dégouterait de foi par trop de longueurs & de débats. Après avoir planté quelques bornes inébranlables, il est bon de laisser le reste au temps, cet invisible souverain qui gouverne tant de choses.

Ainsi, pour se fixer à quelques points principaux,

1°. Justice pour tout le monde; mais faveur pour la Religion Catholique, afin de maintenir l'unité & la concorde, *qui sont les plus fortes murailles du monde* (1).

Le bien de l'Eglise & de l'Etat requiert une extrême attention dans le choix des premiers Pasteurs; rien n'est plus propre à le régler que l'exécution de l'ordonnance d'Orléans (2); la tenue fréquente & périodique des Conciles Provinciaux est ensuite le moyen le plus efficace

(1) Cahier du village de Blagny, en 1576.

(2) Art. 5.

pour consommer l'œuvre entière de la réformation de la Milice Ecclésiastique tant séculière que régulière.

2°. La réforme de la Justice Civile & Criminelle, consultée dans tous les Parlemens, & arrêtée dans une commission composée de Magistrats les plus distingués du Royaume.

3°. La liberté & la propriété sont des droits de la nature, qui ne peuvent s'assurer dans une grande Monarchie, que par la délibération par Ordre; ainsi, sur ce point, nulle composition, nulle flexibilité; & en cas d'innovation, nos Députés sortiront de l'Assemblée, comme d'une maison qui tombe.

4°. Les gens sans propriété étant les plus nombreux & les plus pressés : abolition sans délai de toutes les maîtrises, afin de ne plus vendre à un pauvre artisan, le droit d'exercer ses bras & de gagner sa vie.

5°. La discussion de la dette Nationale doit être la première opération. Les réductions & les économies sont la première ressource, & les Impôts, la dernière.

Une subvention territoriale paroît devoir

remplacer la taille, les vingtièmes, la capitation & la gabelle.

L'égalité proportionnelle sur toutes les propriétés sans distinction, doit être le principe de la répartition; la simplicité & l'économie, la règle de la perception.

Quant aux impôts indirects: clarté & modération dans les droits; renvoi des traites aux frontières, & l'œil toujours ouvert & menaçant sur les aides & le contrôle.

6°. Les impôts par leur nature ne peuvent être qu'à terme, parce que les besoins sont variables. Tous les anciens États n'accordoient l'aide que pour un an (1); ceux de 1484 l'octroyèrent *pour deux ans prouchainement venans tant seulement & non plus* (2). C'est effectivement le plus long terme que l'on puisse assigner. Il seroit dangereux de trop éloigner les Assemblées; on pourroit encore apprendre à s'en passer; elles auroient d'ailleurs toujours l'air de la nouveauté & de la secousse. Il faut qu'elles soient courtes & fréquentes; notre

(1) Ordonnance du Louvre,

(2) Quinet, 133.

caractère Français a besoin de deux choses opposées, d'habitude & de brièveté.

7°. Le passé nous éclaire sur les Commissions intermédiaires; elles sont dans l'alternative de déplaire à la Cour ou à la Nation. La meilleure Commission c'est le Ministère; il sera intéressé à ne pas oublier les Cahiers, pour se bien présenter aux Etats suivans, & préparer une tenue pacifique & bienveillante.

Le prétexte spécieux d'un besoin imprévu, d'un mouvement hostile, semble nécessiter des secours provisoires. Le Gouvernement tient toujours dans ses mains des moyens de crédit pour aller en avant, en attendant la prochaine convocation; que les dépenses soient raisonnables, elles seront toujours allouées. Il ne faut pas avoir de la Nation assez mauvaise opinion pour craindre des résistances déplacées.

8°. Les Assemblées Provinciales prendront dans le sein des Etats-Généraux une existence plus solide & plus légale. Il semble que leur mécanisme est trop compliqué; que celles de Département sont inutiles, & que les Bureaux intermédiaires suffisent. Sous quelques formes qu'elles soient reproduites, elles doi-

vent rester dans la plus entière dépendance des Etats Généraux , pour l'unité & la simplicité de l'administration , autant que pour l'harmonie générale , que tant de Pays d'Etat pourroient quelques jours troubler.

9°. La liberté individuelle & la liberté de la Presse , sont la liberté du corps & de l'esprit. Ce n'est qu'avec les plus sages & régulières précautions , qu'on peut y porter atteinte selon les principes établis dans les Instructions.

Tels sont les objets dont doivent s'occuper nos Députés , en s'efforçant de justifier notre confiance par des vertus simples & mâles. Ils laisseront les ambitieux & les habiles s'agiter pour s'entremettre & conduire ; & s'éclairant de tout le monde , ils n'appartiendront à personne ; car ils seroient obligés de changer tous les jours de partis , & la sagesse n'habite pas long-temps le même camp.

C'est dans les Assemblées qu'on apprend le plus à apprécier les hommes. On croit en arrivant aux intentions généreuses & à l'esprit public , quand on a vu le jeu des intérêts & des passions , que rien ne se fait souvent que par des motifs étrangers , on finit quelquefois

par l'indifférence & le dégoût. C'est, on doit l'avouer, une des plus grandes tentations de la vertu. Il faut alors se roidir contre soi-même, commencer par aimer & servir le genre humain, & l'estimer ensuite si l'on peut.

Si nos vœux pour le rétablissement de l'ordre & d'une administration consistante sont remplis, nous n'aurons plus qu'à bénir le ciel de l'honneur que nous avons d'être Français & sous le règne de Louis XVI. L'on doit publier que dans tous les momens de crise, la foi générale étoit que sa religion avoit été surprise, & l'on ne rendoit grâces qu'à lui seul des pures & bienfaisantes intentions.

Si le Roi est dans notre cœur, la royauté y est également; elle est dans notre climat, dans nos mœurs & dans notre tempérament. La personne Royale, selon une belle expression, est dans cet univers *la seconde Majesté* (1), & nos devoirs envers elle sont *la seconde Religion*. Ce seroit un vrai sacrilège que de ne point porter aux Etats-Généraux des intentions respectueuses & filiales. A quelque distance que les sujets soient du trône, ils doivent s'aimer,

(1) Tertul. Apol.

se respecter & s'unir comme les parties du même
tout, & de cette auguste pyramide, dont les
grands & les rois occupent la cîme, & dont
les peuples sont la base solide & vénérable.

OBSERVATIONS

OBSERVATIONS

*SUR le Rapport fait au R O I dans son
Conseil par le Ministre des Finances,
le 27 Décembre 1788.*

A P R È S avoir médité ce rapport, l'on ne sait si l'on doit parler de l'esprit ou de la lettre; car si l'on s'en tient aux conclusions littérales, il ne paroît pas, au fond, en résulter plus d'avantages pour le troisieme ordre, mais seulement un peu plus de malveillance pour les deux premiers,

Le Rapport établit trois Questions.

PREMIERE QUESTION,

Faut-il (1) que le nombre des députés aux états généraux soit le même pour tous les bailliages, ou ce nombre doit-il être différent selon l'étendue de leur population?

Le rapport conclut en faveur de la popu-

(1) Pag. 2.

lation seule. Le discours d'ouverture offroit de plus , en considération , la force contributive & l'étendue du district (1). Ces deux élémens doivent en effet se calculer. 1°. La force contributive, parce que c'est elle qui porte le poids des charges , & remplit le trésor royal. 2°. L'étendue du district, parce que le haut & le bas pays , la plaine & la montagne , & différens cantons sont souvent très-étrangers l'un à l'autre.

Faute de temps & d'instructions nécessaires, les notables s'en sont peut-être tenus provisoirement à l'ancien usage; ils n'y voyoient sans doute que des imperfections relatives, & ils ont mis plus de valeur à la représentation du tout, qu'à celle des parties.

On peut penser effectivement que les membres des états généraux doivent être les députés de la France, plutôt que d'un bailliage; que l'objet d'une assemblée générale n'est pas celui d'une assemblée particulière; que l'une s'occupe d'ensembles, de principes généraux, d'opérations communes, d'intérêts publics, & l'autre de détails & de localités.

On peut ajouter qu'il n'est pas question du

(1) Pag. 14.

combat d'un bailliage contre un autre; s'il s'agissoit d'objets particuliers, & de deux provinces opposées d'intérêt, elles ne se feroient jamais justice; il faudroit des tiers pour les juger, & ces tiers se trouvent dans les états généraux. Si le bailliage le plus nombreux vouloit grever celui de Gex ou celui de Dourdan, tous les autres arriveroient à leur secours.

A la population, nous avons joint les deux autres élémens indiqués dans le discours d'ouverture, parce que, spéculativement parlant; il faut tout calculer; mais, dans le fait, nous n'y mettons pas une grande importance. Que la représentation du royaume soit suffisante, voilà l'objet essentiel; que celle d'une province, par rapport à une autre (1), soit disproportionnée, c'est un léger intérêt. L'erreur

(1) En Angleterre, le député d'un bourg a autant d'influence que celui d'une ville; ils ont leur valeur personnelle plus que celle des lieux qu'ils représentent. Le grand vice de leur élection, c'est que souvent elle n'est ni pure ni libre. On cite des propriétaires à qui leurs professions donnent tant de voir. Dans la ventilation d'une terre, on compte le droit de nommer des membres du parlement, comme on compte en France un droit de patronage.

vient de ce que l'on ne voit pas que l'influence & les proportions relatives se perdent dans la masse des états généraux.

SECONDE QUESTION.

Faut-il que le nombre des députés aux états généraux soit égal à celui des deux autres ordres réunis , ou ce nombre ne doit-il composer que la troisième partie de l'ensemble ?

La délibération par ordre rend la question très indifférente.

Chaque ordre n'avoit autrefois qu'une voix par bailliage ; mais il avoit plus ou moins de députés (1).

C'est pour éviter le nombre indéfini , & pour que la représentation soit suffisante , sans être tumultueuse , que le rapport arbitre la

(1) Les lettres de convocation aux états généraux, depuis 1560 , demandoient un député de chaque ordre , en ajoutant quelquefois *seulement* ou *au moins*. Elles indiquoient par-là le rapport des voix , plus que celui des députés. Leur nombre en effet varioit souvent ; & le tiers , par le fait , en a toujours eu davantage. En Hollande , on compte les voix par province , & chacune a plus ou moins de députés.

représentation à mille députés, dont moitié pour le troisieme ordre, & le reste pour les deux ordres, par égale partie.

La perfection de toute représentation est qu'elle soit éclairée & integre. Il en résulte deux calculs à faire; l'un moral, & l'autre numérique.

Le rapport entre dans les considérations morales (1); il donne le nombre des députés du tiers-état comme un moyen de rassembler toutes les connoissances utiles au bien de l'état; & l'on ne peut contester que cette variété de connoissances appartient sur-tout à l'ordre du tiers-état, &c.

Le troisieme ordre avoit autrefois le droit d'envoyer un nombre indéfini de députés; aujourd'hui ce droit est borné à cinq cents. Est-ce une restriction ou une faveur? C'est à lui à s'en louer ou à s'en plaindre.

Ce n'étoit point là matiere à invoquer (2) l'opinion publique, ni les sentimens généreux, ni le bruit sourd de l'Europe, ni l'équité générale, quand personne ne s'y oppose, que les deux autres ordres ne peuvent ni ne doi-

(1) Pag. 10.

(2) Pag. 6, 11.

vent s'en plaindre, & que tous au contraire ont intérêt à ce que chacun soit bien représenté.

Votre majesté a été touchée, dit le rapport, de l'amour, de la confiance, de l'abandon dont le tiers-état fait profession pour elle dans toutes les supplications des villes & des communes.

Ce n'est pas dans un moment de fièvre & de fermentation, où les gens sages sont en silence & en deuil, qu'on peut apprécier l'amour & l'abandon, & toutes les formules banales de gens qui sollicitent. Il y a une classe qui ne parle ni n'écrit, mais qui travaille, qui souffre, & que le tiers-état, qui fait profession de tant d'amour, de confiance, & d'abandon, repousse de son sein. Le Dauphiné n'a pas voulu de cultivateurs; en Suede, ils tiennent le rang qui leur est dû; ils font un ordre. C'est dans notre ville sur-tout qu'autrefois le clergé en parla en termes respectueux.

Quant au peuple, votre majesté sera suppliée de considérer que tout ce qu'il fait, tout ce qu'il laboure, tout ce qu'il travaille, c'est pour la nourriture des autres états (1).

(1) Etats de 1576.

Que le pauvre laboureur des champs sème & moissonne, fait & exerce toute autre espèce d'agriculture, soir & matin, à la chaleur & au froid, & ne perd aucune saison, soit de pluie ou de beau temps, de travailler à la sueur de son corps, vivant sobrement de gros pain & d'eau froide, presque nu & mal vêtu, pour faire vivre les grands splendidement & à leur aise, services, vêtus & entretenus de tout ce qui fait besoin à la vie.

Que c'est pour les autres états qu'il travaille, & non pas pour lui, & que tout son labeur revient à la commodité des plus grands & des mieux aisés, & que, sans lui, tous les autres états, même sa majesté & toute la cour, ne pourroit vivre.

Voilà des titres plus clairs & plus solides que des requêtes plaines à le fois d'amertume & d'encens. Relever, dans cette circonstance, les sentimens d'un ordre, c'est supposer qu'ils ne sont pas communs aux autres; & le pere de famille ne doit pas affliger ses enfans par un pareil soupçon. Il semble que le rapport ait voulu nous donner le motif de la prédilection; il met en opposition la défaveur auprès des deux premiers ordres, qui peut perdre facilement un ministre,

avec les mécontentemens du troisieme ; qui n'ont pas cette puissance , mais qui affoiblissent quelquefois l'amour public pour la personne du souverain (1).

Les ordres ne sont point dans les intrigans de tout étage qui vivent à Versailles des révolutions du pays ; ils sont dans les citoyens de toutes les provinces , qui , contens de leur état , s'affligent des malheurs de la France , jouissent de sa prospérité , bénissent le roi toujours , & ses ministres toutes les fois qu'ils le servent utilement.

L'observation du ministre pourroit bien n'avoir pas l'à-propos du moment. Les ordres supérieurs ont applaudi son administration ancienne & son retour. S'ils ont ébranlé ses deux prédécesseurs , ce n'est sûrement pas le tort qu'il veut leur reprocher.

Ce n'est pas après la déclaration des notables , des princes , des pairs , de la Bourgogne , de la Provence , & des dispositions générales à l'égalité , & dans un moment où toutes les têtes fument & les presses démocratiques gémissent , qu'il falloit ne pas rendre quelques hommages à la modération des deux

premiers ordre, qui n'ont rompu le silence que pour faire, dans l'occasion, des professions de désintéressement.

TROISIEME QUESTION.

Chaque ordre doit-il être restreint à ne choisir de députés que dans son ordre?

Le discours d'ouverture attendoit la décision de cette question de l'honneur, & de l'impartialité d'une assemblée (1) presque toute composée de privilégiés. Elle n'a point trompé son attente; elle a pensé que le tiers-état ne représentant point le clergé ni la noblesse, il falloit que tout fût réciproque, & que chaque ordre devoit être composé de son ordre exclusivement.

Le rapport trouve que dès que les privilèges pécuniaires doivent cesser, *il y auroit quelque convenance de la part du tiers-état à ne pas excéder les bornes raisonnables de la défiance, & à voir ainsi, sans regret, l'admission de quelques gentilshommes, si cette admission avoit lieu par l'effet d'un choix parfaitement libre.*

(1) Pag. 13.

Voilà les trois questions que le rapport paroîtroit décider assez au gré de tout le monde ; mais on ne peut se dissimuler qu'il reste un embarras, un choc d'expressions, d'idées, & de sentimens, qui laissent les gens simples & droits dans la même anxiété. Ils croient voir des pierres d'attente & les mêmes dangers.

Le discours d'ouverture ne regarde d'une *conséquence majeure* que la délibération par tête ; & cependant le rapport donne la simple augmentation du tiers comme *une délibération qui fera quelque jour une des époques glorieuses du règne de votre majesté* (1).

L'on donne avec solennité un air de triomphe au troisieme ordre, pour une chose qu'il avoit déjà, & plus indéfiniment, & un air de résistance & d'oppression aux deux autres ordres, pour une chose qui doit leur être indifférente.

Pourquoi faire une controverse de ce qui n'en est pas une, & traiter la question dans un autre sens que *celui qui divise en ce moment le royaume* ?

Le ministre des finances n'ignore pas que

les deux premiers ordres ne sont alarmés du nombre qu'à raison de la délibération par tête, & que c'est le point unique auquel ils mettent une valeur vraiment constitutionnelle.

Le ministre n'ignore pas que le tiers-état lui-même ne demande le nombre que par rapport à la délibération, & que le premier avantage, sans le second, ne répond point à ses vœux.

Enfin (1) le vœu du tiers état, quand il est unanime, quand il est conforme aux principes généraux d'équité, s'appellera toujours le vœu national, le temps le consacrera, le jugement de l'Europe l'encouragera, &c.

Le ministre oublie que ce vœu unanime renferme indivisiblement la double représentation, & la délibération par tête.

Si le vœu du tiers, unanime & conforme aux principes généraux d'équité, est le vœu national, nous voilà jetés dans des mers étrangères, & l'on ne voit plus dans quel port l'on aborde.

Du vœu unanime du Tiers , & du vœu national.

Mépriser l'opinion , ce seroit mépriser la vertu ; ce n'est point l'opinion du jour & du moment , qui n'est souvent qu'un torrent qui s'écoule , qu'il faut ambitionner ; c'est l'opinion du lendemain & de l'avenir.

On ne peut point prendre pour un vœu réfléchi , pour le vœu de la nation , mais seulement pour le bruit de la nation , des assemblées tumultueuses , des requêtes incendiaires , des formules , des lettres circulaires , qui vont rapidement de lieu en lieu se charger de signatures.

Quand il s'agit de choisir un général , un ministre , de rappeler M. Necker aux finances , c'est une idée simple ; le vœu général & la confiance publique s'expriment en un instant , & par acclamation : encore ne faut-il pas oublier que le peuple troubla les funérailles de Colbert , & que le sage Aristide fut proscrit par le vœu national. L'opinion n'est la reine de l'univers que quand le temps la rendue infallible. Ce n'est que de la postérité qu'on peut attendre quelque impartialité. Il n'y a

Souvent que les morts qui recueillent la justice du monde.

Quand il s'agit de plans , de combinaisons , & de constitution , qui demandent de longues réflexions , loin de consulter la foule , elle n'a pas le droit de dire son avis , mais seulement de choisir les représentans , & leur bonne réputation est le seul fait qu'elle ait à examiner.

Qu'on flatte la multitude , qu'on excite son intérêt , l'on aura bientôt son suffrage. Si le vœu national est dans la multitude , que de questions , & quel pays ouvert ! C'est quand tous les Ordres seront réunis & confondus , que le tiers , tôt ou tard , poussera ce principe jusqu'au bout ; tout s'abaissera devant lui.

Si la multitude pense qu'elle ne doit rien payer pour des cordons , des manteaux , des colliers , ni des titres qu'elle ne porte point ; que toutes les pensions , les places , les gouvernemens , les apanages , tant de millions pour acquitter tant de dettes , qu'elle n'a pas faites , sont des charges inutiles ; qu'il faut abolir tout ce qui n'est pour elle qu'un objet de dépense ; & que les rois , les cours , les palais , les grands , & tout le train de la souveraineté ,

sont un luxe dont la commune n'a que faire ; que puisque la France s'est ruinée en commun , elle peut se diviser pour se mieux gouverner , jouir de toutes les libertés , & ne se réunir fédérativement , que pour se mieux défendre.

Tout cela ne seroit pas contraire aux principes généraux de la raison & de l'équité. Les protestans le voyoient ainsi dans le dernier siècle, lorsqu'ils vouloient distribuer la France en plusieurs cercles. On l'a vu de nos jours dans une autre partie du monde ; & l'on alloit ici au même dénouement, lorsqu'on a proposé de régler la représentation selon la population, & d'opiner par tête.

Il faut chercher d'autres principes, & les sources du vœu national.

Dans les états arbitraires, dans ces empires de terreur & de mort, tout est dans un seul homme ; mais le peuple, à chaque instant, peut s'éveiller & se reprendre.

Dans les états populaires, le vœu public est dans la multitude.

Dans les monarchies, il est dans les corps, dans les ordres différens.

Ces deux gouvernemens sont également justes, parce qu'ils sont fondés sur des lois & des constitutions ; tant qu'ils ne se dénaturent

point pour verser dans l'anarchie, ou bien dans l'arbitraire, ils ont tous deux droit de se maintenir & de se défendre dans leur possession ; la démocratie, de la monarchie, & la monarchie, de la démocratie.

L'on n'oublie point pour cela la maxime sacrée, que le salut du peuple soit la suprême loi : *salus populi suprema lex esto*. C'est un axiome de tous les gouvernemens. En s'accordant sur le but, l'on se divise sur le chemin à prendre, & l'on arrive au même terme, soit que le peuple ait en tout, ou seulement en partie, le droit de se gouverner.

Omission.

Le rapport oublie la question principale, celle qui divise en ce moment le royaume (1), puisqu'elle a été appelée d'une conséquence majeure dans le discours, puisqu'on désire, dans le rapport, la réunion des ordres, & la délibération par tête ; & que c'est de l'amour commun du bien public de l'état qu'on doit l'attendre (2). Comment une question si dogmatique a-t-elle pu être décidée, du moins par le vœu, par la

(1) Page 4. (2) *Id.*

protection , par les préparatifs , & n'être pas traitée ?

Le ministre ne considère la matière que sous un point de vue bursal. Quand les privilèges ont disparu , il n'y a plus pour lui de question. *Il n'y aura plus qu'un vœu commun entre tous les habitans de la France ; tous les ordres ont le même intérêt à l'ordre des finances , à la modération des charges publiques (1), à la justice des lois civiles & criminelles , à la tranquillité , à la puissance du royaume , au bonheur & à la gloire du souverain.*

Ce vœu commun , cette tendance générale vers le bien public , ne se trouvent que dans les républiques imaginaires de Morus ou de Platon. Qu'on aille proposer aux différens états , où les différens pouvoirs sont divisés , de les réunir , sous prétexte qu'il n'y a point entre eux de différence pécuniaire , & qu'ils ont un intérêt égal à l'ordre , à la justice , à la tranquillité , &c. . . . on y répondroit , que le même intérêt à l'ordre ne suffit pas pour que l'ordre se maintienne , autrement tout iroit bien dans l'univers ; que les passions humaines viennent à la traverse ; que c'est pour elles qu'il

(1) Page 18.

faut des précautions. En Amérique, pays de toutes les égalités & des intérêts communs, on admet des divisions & des échelles de pouvoirs. Cinq ordres composent le gouvernement de Geneve (1). Le rapport convient que les assemblées nationales, *sans un guide, sans un protecteur de la justice* (2), *sans un défenseur des foibles, pourroient elles-mêmes s'égarer*. L'intérêt commun à l'ordre des finances, à la justice, à la puissance du royaume, au bonheur & à la gloire du souverain, ne sont donc pas des garans suffisans, & ce moment est malheureusement trop clair pour le prouver.

Quand on a suivi des assemblées, on a vu que l'harmonie qui résulte du désintéressement & de l'amour du bien, est imaginaire; ou n'est qu'un mouvement subit & passager. Le Dauphiné étoit le modele si vanté de la concorde & de l'esprit public; le Dauphiné nous apprend que *l'illusion s'est dissipée* (1). L'on ne peut compter d'une manière stable que sur l'harmonie fondée sur l'intérêt & les passions,

(1) Huitieme lettre de la Montagne.

(2) Page 25.

(3) Mémoire d'une partie du Clergé & de la Noblesse au Roi.

& c'est de la diversité des conseils & des ordres qu'on peut la faire naître.

Le rapport ne voit que le *combat des usages & de l'équité, des formes & de la raison* (1); il ne compte que de serviles sectateurs du mécanisme des assemblées & du procès verbal de 1614. On ne peut se dissimuler que ces expressions d'usages & de formes ne soient jetées là avec bien du mépris, & l'on doit observer

Qu'il est plus commode & plus expéditif de balayer les questions avec quelques épithètes, & des formes oratoires, qu'avec des faits & des principes.

Que l'on apprend, dans toutes les histoires, & dans tous les codes, que les coutumes sont le droit primitif du genre humain; qu'il est, en beaucoup de lieux, gouverné par elles seules, & que les lois, avant d'être gravées sur le bronze, n'étoient souvent que d'anciens usages.

Que loin de s'appesantir superstitieusement sur le cérémonial & les protocoles de l'assemblée de 1614, on ne la voit que comme un anneau de la chaîne; qu'on s'est appuyé sur l'esprit & la lettre des anciennes

ordonnances, lois écrites, publiées & sanctionnées au milieu des états généraux.

Que l'on est parti d'une constitution ressuscitée sous Philippe le Bel, fondée sous Charlemagne, & dont quelques Auteurs voient la racine dans les forêts de la Germanie.

Que l'on ne s'est point renfermé dans les bornes de la France, & qu'on trouve par-tout que lorsque le pouvoir exécutif & le pouvoir législatif sont dans la même main, elle devient la main de fer du pouvoir absolu ; que de leur division naissent tous les corps politiques ; qu'en les confondant, on n'a plus qu'un corps délibérant, & dès-lors tous les dangers de la multitude ; qu'il n'y a plus d'équilibre, lorsque tous les poids sont dans la même balance. La voie est ouverte aux factions, à l'anarchie, & l'on tombe souvent dans la servitude par l'excès de la liberté.

Qu'après avoir porté ses regards sur les contrées anciennes & modernes, avant d'adopter les nouvelles idées, on revient plus fidele aux vieilles maximes ; que ce n'est point de tel ou tel ordre en particulier dont on s'est mis en peine ; mais qu'on s'est élevé plus haut, en demandant des ordres qui *auront chacun leurs assemblées & leurs délibérations à part, & des*

vues & des intérêts séparés. (1) ; parce que de leur contraste & de leur équilibre sortent l'ordre, la stabilité, & le salut commun, & que le principe inviolable & conservateur de la puissance exécutive & de la législative, c'est l'unité de l'une & les divisions de l'autre.

Que les lois des anciens législateurs étoient le fruit des longues veilles & des voyages dans tous les pays & à tous les oracles, & que si nos architectes modernes, dans leurs formes expéditives, veulent tout raser, & reconstruire à neuf notre monarchie sur des plans de goût & d'imagination, c'est le cas de leur dire, avec le célèbre citoyen de Geneve : *Voyagez, & ne faites plus de systèmes.*

Moderation du Tiers.

Le rapport assure qu'il n'entrera jamais dans l'esprit du tiers-état (1) de chercher à diminuer les prérogatives seigneuriales ou honorifiques qui distinguent les deux premiers ordres, ou dans leurs propriétés ou dans leurs personnes.

(1) Esprit des lois, L. XI, ch. 6.

(2) Page 18.

Les droits féodaux , les prestations seigneuriales , qui sont autant de représentations de l'ancienne propriété , ont été attaqués , même de fait , en plusieurs endroits ; toutes les rêveries sur les lois agraires , & l'égalité parfaite ont été ressuscitées. On veut supprimer les prérogatives , les distinctions , ou les rendre communes. La Bretagne veut bien les conserver , mais pour les partager (1).

Au reste , il ne faut point ici en faire de reproches. Quand les torrens se débordent , on ne peut plus les contenir ; c'est de tous les temps & de tous les pays. Les clameurs & les écrits inflammatoires n'étoient pas nécessaires pour avertir le Ministre qu'il s'étoit compromis , en annonçant des bornes & de la modération. Il

(1) Que MM. les députés en cour seront spécialement chargés de solliciter & d'obtenir que la porte soit ouverte aux membres du tiers dans les tribunaux sans exception , & qu'ils soient admis dans tous les emplois & offices ecclésiastiques , civils & militaires ; qu'à cet effet , la majesté sera suppliée de lever les exclusions humiliantes qui dégradent l'homme , & éteignent l'émulation , étouffent le génie , & détruisent le germe du patriotisme & des grandes vertus.

Délibération du tiers à l'hôtel-de-ville de Rennes , du 25 décembre 1788.

avoit sous les yeux un plus grand livre , toujours ouvert ; c'est le passé , fidele miroir de l'avenir. Si l'intérêt se choque des inégalités pécuniaires , la vanité est bien autrement susceptible. Les tribuns du peuple ne vouloient d'abord que le défendre , & servir de barrières ; ils furent ensuite consuls & dictateurs. L'amour-propre est habile dans ses calculs ; il commence modestement par solliciter le niveau ; & dès qu'il l'a obtenu , il cherche les hauteurs & les distinctions. Cette marche est connue , & l'univers , depuis la création , roule dans le même cercle.

L'égalité universelle est le cri du moment ; qu'on l'établisse aujourd'hui , nous aurons aujourd'hui l'anarchie , & ensuite la servitude. Plus les nations sont grandes & policées , plus cette égalité est chimérique ; elle n'existe pas même dans la nature , & tout le monde naît avec des différences physiques & morales.

La seule égalité durable est fondée sur la liberté & la propriété ; les grandes sociétés ne peuvent marcher que par les autres inégalités. On auroit beau bannir les rangs & les distinctions , la fortune les traîne à sa suite. Dans les démocraties antiques , la loi étoit toujours armée pour applanir. En Suisse , l'on suscite des

querelles aux riches , pour se ménager le droit de les dépouiller par des amendes.

L'on désire l'égalité , pour ne pas étouffer l'émulation , & l'on ne voit pas que l'émulation est le plus grand ennemi de l'égalité. La France n'est pas comme les aristocraties Vénitienne & Helvétique ; où les séparations sont insurmontables. Les Etats sont distingués , & se rapprochent de mille manières. Nous sommes dans ce moment peut-être au terme le plus près ; un pas de plus , tout seroit confondu. Nous voyons à chaque instans de nouveaux personnages & de nouvelles familles s'élever.

L'Hôpital disoit aux états d'Orléans (1) , *le peuple doit se contenter de sa fortune , qui n'est petite , s'il est laboureur de terre ; car c'est le plus noble état qui soit , & dont le fruit & le gain est plus requis que nul autre ; les rois & consuls , & plus grands personnages anciennement ne dédaignant mettre la main à la charrue.*

La marchandise fait de grandes richesses , qui font honorer & estimer les hommes , les

(1) 1560.

font vivre à leur aise , & leur donnent moyen de les faire venir aux états , & ne doit le tiers-état être marri , si les autres sont plus honorés que lui ; car comme en un corps il y a membres plus honnêtes les uns que les autres , les moins honnêtes sont toutefois plus nécessaires & utiles que les nobles.

Aussi nulle porte d'honneur n'est clause audit tiers-état ; il peut venir aux premiers états de l'église ; & par faits d'armes peut acquérir la noblesse & autres honneurs.

Cet illustre chancelier en était lui-même un exemple. Il parloit dans un temps où le noble, pour sa noblesse, a infinis grands privilèges, est exempt de toutes tailles, impositions & subsides, &c. . . . Les dernières traces de ses exemptions pécuniaires vont disparaître ; mais il lui restera à Versailles le lever, la chasse, les carrosses du roi, & le droit de se faire tuer sur mer & sur terre, ou du moins de s'y ruiner ; car c'est la partie de la nation qui sert toujours avec le capital de son bien ; qui, quand elle est ruinée, donne sa place à un autre qui servira avec son capital encore ; qui va à la guerre, pour que personne n'ose dire qu'elle n'y a pas été ; qui, quand elle peut espérer les

richesses , espere les honneurs ; & lorsqu'elle ne les obtient pas , se console , parce qu'elle a acquis de l'honneur (1).

Bien des gens pensent que l'industrie & le commerce ne fleurissent point en France , parce qu'une riche famille commerçante ne dure gueres qu'une génération , & qu'à la seconde elle cherche les charges & les anoblissemens. Loin de multiplier les facilités , il seroit peut-être politique de les diminuer.

Le tiers-état tient toutes les affaires & les sources de toutes les richesses , les honneurs doivent rester à la noblesse. S'ils sont indifféremment ouverts & faciles à tout le monde , la fortune auroit encore les préférences , & l'on tomberoit dans cette triste position où l'on ne compte plus que deux classes , les riches & les pauvres ; il est donc nécessaire de relever tout les contre-poids , que les distinctions & toutes les monnoies idéales reprennent leur valeur.

Voilà quelques considérations à joindre à la grande maxime monarchique , *point de monarchie , point de noblesse ; point de noblesse , point de monarchie (1)*. Il seroit heureux de pouvoir conclure avec l'Hopital , que *si cha-*

(1) Esprit des Lois , l. 20 , ch. 22.

(1) Page 335.

cun état se contente de sa fortune & bien, s'abstient du bien d'autrui, pense plus à bien faire son état, qu'à reprendre les autres, se soumet à l'obéissance de son prince & de ses lois & ordonnances, nous vivrons en paix & en repos.

Ce vœu du sage magistrat est la chimere de la morale ; & quand l'oracle de Delphes eut à désigner l'homme le plus heureux, c'est-à-dire, le plus content de son sort, ce ne fut ni à l'académie, ni à l'aréopage, ni à l'assemblée publique qu'il alla le chercher.

Paix & Concorde.

Ah ! que de toute part on veuille enfin arriver au port, qu'on ne rende pas les efforts de votre majesté inutiles par un esprit de discorde (1). Avant le 6 Novembre tout étoit en paix ; & l'on n'avoit que le courant ordinaire de chaleur & de brochures éphémères : on ne demandoit que les états généraux de la France, avant que le ministre nous eût donné les siens. Notre nation est si prompte à s'allumer, à se jeter dans les extrêmes, qu'il eût été prudent de ne pas y remuer toutes les questions à la fois, & de ne nous

(1) Page 12.

en donner que ce qu'il faut à notre tempérament.

Nous vivons dans une ancienne monarchie qui ne connoît que des lois & un maître. Si l'on veut combiner autrement ses ressorts, qu'on nous démontre que nous avons toutes nos sûretés; qu'on le démontre, non point avec de l'éloquence, mais avec des faits; non point avec des vertus, mais avec des passions; non point avec des sages, mais avec des hommes : voilà le seul moyen de nous faire quelque impression. Car nous avons appris d'un trop grand maître, de ne point écouter les vains & infinis raisonnemens, qui ne sont pas fondés sur l'expérience. Il n'y a que le passé qui puisse nous apprendre & nous garantir l'avenir (1).

L'on nous invite à prendre le sentiment pour guides (2), à suspendre ces combinaisons de l'esprit, ces anticipations exagérées qui égarent si facilement. Hélas ! nous sommes trop policés pour être si vertueux. Nous ne sommes ni à Sparte ni à S. Marin.

Il ne faut confondre ni les objets ni les méthodes, traiter par le cœur les choses d'analyse, & mettre du calcul où il ne faut que

(1) Bossuet, polit. Liv. 5, art. 2, page 565.

(2) Rapport, page 23.

de l'ame. Ce n'est point dans la chaleur du sentiment , mais avec un respect religieux qu'il faut remuer les bornes des empires. S'agit-il de lois , de constitutions , & d'avenir , il faut tout peser avec défiance , insensibilité , & même ingratitude ; s'agit-il de cœur & de dévouement personnel ? alors plus de raisonnement ; mais de l'abandon , des efforts généreux ; & les plus heureux sont ceux qui ont le plus de sacrifices à faire. Personne n'est plus digne d'en recevoir que notre souverain , puisqu'il met son bonheur dans le nôtre , ainsi que son auguste compagne. Que leurs mémorables paroles (1) jettent d'éclat sur ce rapport ! & ce sont là des traits que les historiens de tous les pays doivent s'empres-
 ser de recueillir.

Conclusion.

Si l'on reconnoissoit enfin les conséquences fatales des innovations , quel conseil pourroient alors donner au roi ses plus fideles serviteurs ? Ce ne seroit point de *sacrifier à l'instant le ministre qui auroit eu le plus de part à sa délibération* (1) , (ce conseil seroit trop perfide) , mais de le circonscrire dans l'administration de ses finances , où il a si bien mérité de la chose publique.

(1) Rapport , pages 19 , 20 , 21.

(2) Rapport , page 26.

OBSERVATIONS

SUR LA REPRÉSENTATION

DU CLERGÉ AUX ÉTATS GÉNÉRAUX.

ON distingue dans le clergé deux ordres dont il est essentiel de connoître le rapport , parce que le clergé n'est pas seulement propriétaire & citoyen , il est encore une branche de la législation.

Les évêques , successeurs des apôtres , étoient dans l'origine , les colonnes de l'édifice , la source , la plénitude & la *royauté du sacerdoce* (1).

Tous les monumens & tous les auteurs les montrent comme les agens sur qui

(1) Const. apost. liv. 8 , ch. 46.

roule la sollicitude générale pour les besoins de toute espèce ; car ils étoient aussi *souverains administrateurs* des biens & du trésor de l'église (1).

Lorsque les aigles Romaines se furent abaissées devant la croix de J. C. , les Césars donnerent dans le siècle, aux évêques, le rang & les honneurs qu'ils leur avoient vu rendre dans l'église. Dès le berceau de notre monarchie , nous n'entendons parler que d'eux ; leur nom est à la tête de nos premières loix , *capitulaires des rois, des évêques & des francs* (2).

Hincmar nous a laissé un traité *du devoir de l'évêque*. Il dit , entr'autres choses , qu'il doit pourvoir aux besoins de son clergé , tant pour le spirituel que pour le temporel ; fournir des troupes au roi , selon son pouvoir & l'ancienne coutume ,

(1) Thomassin , discip. de l'église , tom. 3.

(2) *Incipiunt capitularia regnum , episcoporum , maximeque nobilium francorum omnium* , l. 1 , 698.

afin de rendre , selon le précepte divin , à César ce qui est à César , & à Dieu ce qui est à Dieu (1).

Les évêques des Gaules étoient , chacun dans sa cité , le premier citoyen (2) , ainsi que le pape l'étoit à Rome.... Voilà pourquoi ils font une si grande figure dans l'histoire de l'établissement de la monarchie Françoisse. Le rang qu'ils tenoient dans leur pays , les obligeoit à se mêler de toutes affaires (3).

Ils suivirent la marche du regne féodal ; & quand Philippe-le-Bel convoqua la nation , il dit : *Nous , avecques nosdits prélats & autres fêaux présens , avons accordé & ordonné..... Et sera ceste aide assise , cueillie & levée loialement & raisonablement faite compensation du riche au pource par*

(1) Tome 2 , 762.

(2) *Merito populus Romanus... per se imperatorem legit ac voce primi civis, id est episcopi sui... pronuntiavit. Grot. de jure belli ac pacis. 2 , cap. 9.*

(3) Dubos, l. 1 , 222.

chacun prélat & baron en son diocèse & en sa terre (1).

Les évêques continuerent d'être convoqués individuellement, & pouvoient assister en personne, ou par procureurs, aux assemblées nationales.

Nous n'avons pas assez de détails sur les états de 1484, pour en faire l'époque d'un changement. On y trouve au contraire, qu'à raison d'une contestation sur la pragmatique, les évêques réclamèrent le droit d'être *cités* individuellement; on leur répondit qu'on ne *se refuseroit pas à les voir présens, pourvu qu'ils y fussent à leurs frais* (2).

Les lettres de convocation pour les états d'Orléans de 1560, n'appellerent clairement les trois ordres que par députés. L'on ne trouve aucune réclamation à cette

(1) Ord. du Louvre, tom, I, 384.

(2) *Non recusabimus tamen, eos habere præsentés, dummodò suis expensis adsint,*

époque , parce que dans les mœurs du temps, convoquer personnellement les évêques, ou demander un député de leur clergé, c'étoit le même résultat pour eux. Le chef du troupeau en étoit toujours censé le représentant ; il ne s'est élevé aucunes difficultés à cet égard. S'il s'en trouve , c'est seulement par rapport aux évêques représentans de plusieurs bailliages. Comme on opinoit par bailliage, il étoit raisonnable de ne leur donner de voix que dans un seul.

L'on n'imaginoit point que les chefs qu'on avoit toujours vu dans les affaires publiques, n'y fussent plus essentiels, & que les assemblées nationales pussent être sans eux. On vivoit sur les anciennes impressions de respect & de déférence, & l'on pouvoit d'autant plus rendre à leur dignité, que l'on pouvoit aussi donner à la confiance par la facilité de nommer plusieurs autres députés. Plusieurs prélats se donnerent d'eux-mêmes des adjoints,

quelques-uns étoient admis aux états généraux sans être députés (1).

Si les évêques, à cette époque, eussent vu leur ordre compromis, il en seroit resté quelque vestige. C'est dans le moment où les droits se contestent, que s'établissent les regles, & que se plantent les bornes des héritages. Ici s'applique la réflexion du sage Fleuri, sur le concile de Ravenne, qui prescrivit les honneurs que l'on doit aux évêques. *Je n'ai point encore vu, que je sache, d'ordonnance expresse, pour rendre aux évêques les honneurs extérieurs que le respect & l'affection des peuples attiroient assez dans les premiers siècles* (2).

Il ne faut point juger du droit d'assister aux états généraux par le nombre des prélats qui s'y trouvoient. Lorsqu'ils étoient convoqués individuellement, il y avoit toujours beaucoup plus d'absens que de

(1) 1614, 1576, &c.

(2) Hist. eccl. l. 92.

présens ; & nos rois se plaignoient de leur absence. Le déplacement & les affaires font souvent regarder l'assistance aux assemblées plutôt comme une charge que comme un privilege. Tous les évêques du royaume furent convoqués à Poissy en 1561, au nombre de cent treize , il n'en vint que quarantè-sept.

Les assemblées n'étoient point tumultueuses , elles étoient bornées dans nombre de villes épiscopales au bureau diocésain , ou bien aux ecclésiastiques de la ville & des fauxbourgs. On n'accouroit point de par-tout , & on n'étoit pas inondé d'une foule de procurations (1).

(1) Les prélats seuls assistoient par procureurs ; les procurations ne furent généralement admises qu'en 1631 ; plus anciennement elles ne paroissent avoir pour objet que de répondre à l'assignation , & faire acte de présence ; car elles sont fréquemment portées par des laïcs , & quelquefois ce sont des paysans qui comparoissent pour leur curé.

S'il n'y a pas eu de contestation par rapport au premier ordre, il ne s'en est élevé entre les diverses classes du second que de locales & de particulieres. A Chaumont en Bassigny, le nombre des curés fit sans doute craindre que l'équilibre ne fût rompu : on proposa de les classer ; ils s'y opposerent , & obtinrent le provisoire. Le dénouement de cette discussion , selon les mœurs de ce temps-ci , eût été la nomination de deux curés ; il fut au contraire celle d'un régulier & d'un chanoine. La prétention alors étoit d'élire plutôt que d'être élu , & n'avoit point d'inconvénient. Il n'y avoit pas eu de lettres circulaires , de manifeste & de confédération , pour se donner une influence dominante & exclusive. Actuellement tout est contentieux ; chacun se croit si important & si essentiel à la chose publique , qu'il semble que les états généraux soient comme les croisades , & tout le monde brûle de partir.

D'après l'incertitude & la diversité des

usages , l'arrêt du conseil du 5 juillet dernier dit , que *rien ne constate d'une façon positive la forme des élections , non plus que le nombre & la qualité des électeurs & des élus*. La chambre ecclésiastique de 1614 l'avoit également apperçu. Pour mettre de l'uniformité & prévenir les difficultés , il y fut proposé de faire quelque règlement sur l'ordre de la convocation aux états généraux. Elle jugea la proposition utile , & cependant elle n'y mit pas de suite (1). Elle regarda peut-être une nouvelle convocation des états généraux comme un événement plus éloigné , & qu'il falloit s'occuper de ce qui

(1) Il ne faut jamais oublier sur cette matiere qu'il n'y avoit point alors d'insurrection générale d'une partie contre l'autre , ni de renversement de l'esprit & des droits anciens ; qu'il n'y avoit que les difficultés locales. Il fut néanmoins représenté à la chambre que ces difficultés étoient préjudiciables à la dignité de la profession ecclésiastique , donnoient du scandale & sujet de discourir & de murmurer au public : il étoit impossible alors de prévoir l'esprit & les formes de la représentation actuelle ; car l'on se seroit occupé plus sérieusement de cet objet.

étoit plus prochain. Elle fit en effet un règlement pour ses assemblées , parce qu'il y en avoit une indiquée pour l'année suivante. Elle pensa d'ailleurs que , par les principes anciens sur la distinction & la délibération par ordre , le clergé traitoit ses affaires spirituelles & temporelles aussi entièrement dans ses assemblées particulières que dans les nationales , & qu'on devoit en rapprocher l'objet , l'esprit & la composition.

Dans les beaux temps de l'église , on vivoit en commun , & ses biens étoient *plus aux pieds qu'aux mains* (1) de ses ministres. De la création des titres & de la division des biens , est venu la division d'intérêts. Chacun a eu ses droits à défendre. Lorsque les différentes provinces s'assemblent pour députer aux assemblées du clergé , ce n'est point pour décider si l'on députera le premier ou le second ordre. On fait d'avance que les deux doi-

(1) Thomassin , t. 3.

vent y être ; l'incertitude de tombe que sur le choix des individus.

Dans les lettres de convocation, en 1579, pour l'assemblée de Melun, il n'étoit question que des évêques. Il en fut expédié de nouvelles pour convoquer les deux ordres.

Dans le courant de l'assemblée, il se répandit qu'on avoit conseillé au roi de ne convoquer à l'avenir que des évêques pour disposer des biens ecclésiastiques (1). Il se fit une protestation de nullité contre toutes les assemblées où ne se trouveroit pas le second ordre, au nom des cathédrales, des abbés & des curés de tout le royaume : les évêques protestèrent également, & jurèrent de ne point s'y trouver.

La scène est changée, on ne vouloit alors que des évêques, maintenant on ne veut que des curés. L'exclusion du premier ordre n'est pas differtement pronon-

(1) Mémoire de du Thais, 348.

cée , elle n'est qu'assurée par le fait. La qualité des électeurs décide celle des élus. Donner à une classe l'avantage du nombre , c'est lui donner la représentation entière.

Un évêque est au milieu de son clergé , c'est-à-dire de plus de mille (1) personnes dans quelques bailliages. Il est isolé & le seul de son ordre , il n'a pour lui que les puissances morales , la piété de ses ecclésiastiques , le respect pour son rang , ou du moins les égards , l'intérêt & la pudeur. Le scrutin achève de le dépouiller de ces dernières ressources dans un siècle où l'esprit d'irrégion & d'indépendance a pénétré par-tout , où toute autorité porte sur son front un caractère de réprobation , dans un moment encore où la classe la plus nombreuse ne respire que

(1) Il y a des bailliages plus étendus que les diocèses , & il arrive alors un renfort de curés étrangers , qui , en cette double qualité , n'ont pas concouru par-tout au bon ordre & à la décence.

l'amertume , où l'air est enflammé de paroles , d'injures , de circulaires & d'écrits incendiaires.

Faut-il que le pasteur , la sentinelle & le censeur de tout le diocèse , l'homme de la règle & de la discipline , sorte de sa gravité pour capter les suffrages , combiner des intrigues , se faire le jouet ou l'esclave de différens partis , & s'exposer , comme dans plusieurs endroits , aux vertiges & à l'ivresse de la synagogue.

Quoique le scrutin soit toujours favorable à l'intrigue , qu'il soit inutile , lorsque l'impudence & la corruption sont montées à un certain degré , il est souvent utile aux vertus foibles qui ont besoin d'appui.

Les élections & le scrutin ont leur esprit & leurs règles. Il se fait un choix & conséquemment un jugement ; il est de principe qu'il faut être jugé par ses pairs , autrement les classes supérieures auroient contre elles la jalousie naturelle des autres , qui les priveroient des droits communs ,

& se donneroient toutes les préférences. Qu'on mette les généraux & l'état major au milieu de l'armée, si elle peut choisir indifféremment, les emplois & les conseils pourront n'être remplis que de soldats.

Dans la noblesse, l'opinion regle les rangs, elle distingue le gentilhomme de l'annobli, mais l'un n'a point de juridiction sur l'autre. Dans le clergé, au contraire, il y a une distinction fondamentale d'ordre & de pouvoirs : l'un est supérieur & l'autre est inférieur; l'un gouverne & l'autre est gouverné. L'évêque n'est point au milieu de ses pairs; il ne peut pas plus être élu que jugé par eux. S'il ne mérite pas leur confiance pour traiter leurs intérêts, il a également les siens, qui ne doivent pas être livrés à leur discrétion; autrement l'on tomberoit dans un régime presbytérien. Conserver d'ailleurs les deux ordres, pour les combiner à rebours, c'est un contre-sens hiérarchique, religieux & politique, qui ne se trouve pas

même dans les pays séparés ne l'église catholique où s'est maintenue la hiérarchie. Il semble qu'il est encore, non pas de la religion, mais du simple usage du monde, chez des nations policées, de ne pas violer ce qu'on appelle les bienséances théâtrales, ni les convenances oratoires.

Le ministre a fait, avec raison, grand état des considérations morales sur la composition du troisieme ordre. On pourroit penser qu'il n'a mis aucune importance à celle du clergé, si l'on ne trouvoit point que pour connoître les besoins, les vœux du royaume (1), & remplir encore cet objet particulier de l'inquiétude de sa majesté, on a appelé aux assemblées du clergé tous les bons & utiles pasteurs qui s'occupent de près & journellement de l'indigence & de l'assistance du peuple, &c. Le silence sur tous les autres, en indique assez la valeur & le cas qu'on doit en faire. Il faut conclure alors que la connoissance d'une

(1) Règlement, pag. 5.

paroisse donne celle de tout le diocèse ; que , dans un point de la circonférence , on est plus à portée de connoître l'ensemble , & que les idées générales , l'administration publique , l'habitude des affaires , la connoissance des choses & des personnes , les moyens de consulter & de tout connoître par la facilité des relations , des correspondances & des secours , qu'on pouvoit autrefois attendre des agens des chapitres , des chefs d'ordres & de congrégations , se trouveront désormais beaucoup mieux dans les presbyteres.

L'administration d'une paroisse , tous les offices de la charité , tous les petits détails sont infiniment grands , parce qu'ils sont éminemment estimables & utiles. Mais ils ne sont pas l'école des grandes discussions & des connoissances publiques ; ils en rendent souvent très-incapable , & c'est un grand éloge que nous prétendons en faire ; car les meilleurs prêtres , voués à leur ministère , ne craignent rien tant que les distractions & les affaires.

Il faut avoir un bon esprit pour bien ordonner toutes ses idées , & ne pas faire le principal de l'accessoire. Suger & Ximenès sont de rares modeles. Les affaires corrompent & dessèchent autant que les plaisirs , si l'on n'a pas soin de se fortifier & de se réparer à la maniere de S. Grégoire pape , de S. Ambroise , de S. Bernard , de S. Louis , &c. &c.

Si l'esprit séculier a fait de grands ravages dans la classe la plus élevée , que sa naissance , son éducation , son genre de relations & ses places rapprochent plus des grands intérêts , que ne doit-on pas craindre pour les autres ? Le début vient de nous montrer l'esprit d'intrigue dans les élections , & le mépris le plus solennel de la religion du serment ; la suite nécessaire est encore l'esprit d'intrigue & de corruption dans les affaires. Après avoir vu la ville , la cour , & respiré un air contagieux , ira-t-on reprendre avec zèle ses anciennes fonctions , & regagner avec joie son village ?

Dans les premiers temps , on ne voit que la prélature dans les assemblées nationales ; & si , plus près de nous , on y compte peu de pasteurs du second ordre , c'est par la nature de leurs fonctions. Un chanoine , un abbé séculier ou régulier , peuvent s'absenter sans que le chœur & la regle en souffrent ; mais des détails journaliers , les consciences , les pauvres , les malades exigent une présence locale.

Un évêque n'est que dans un point de son diocèse ; mais il est présent par-tout , par l'ensemble , les directions , les regles & l'esprit ; il influe de loin , & comme une providence générale , il agit là même où il n'est pas. Les canons n'en exigent pas moins la surveillance la plus prochaine , une stricte résidence , & n'autorisent son absence que pour le bien commun , parce qu'il se doit le premier en qualité de chef , & que l'autorité de sa personne peut ajouter quelque chose au succès des affaires. Pierre de Blois excuse , pour le bien de l'église d'Angleterre , le séjour de quelques

évêques à la cour. Ils adoucissent (1), selon lui, la colere du prince, font modérer la rigueur des jugemens, écouter les plaintes des pauvres, soulager leur misere, affermir la tranquillité publique & l'autorité des loix. Il est vrai que notre illustre compatriote ajoute qu'ils ne manquoient point de se rendre à leurs églises aux fêtes principales, pour réparer leur absence par toutes sortes de bonnes œuvres.

La composition de la chambre ecclésiastique décide son esprit. Il ne faut plus parler de clergé, ni même de second ordre, mais seulement de curés, puisque c'est la classe dominante. Ils ont déclaré dans quelques circulaires, avec aigreur pour le premier ordre, qu'ils étoient le tiers-ecclésiastique, les alliés du tiers-séculier. Il est affligeant de voir annoncer ce schisme, d'être obligé de se rappeler l'esprit des presbytériens & des puritains.

Le haut clergé appartient plus spéciale-

(1) Esprit 84.

ment au roi , comme à son bienfaiteur ; & la reconnoissance peut produire de nobles sentimens , & attacher sans avilir. Le bas clergé n'a pas le même lien ; & comme dans cet univers tout le monde a malheureusement une valeur , il faut craindre également l'indépendance , qui rend séditieux , & la condition & les mœurs , qui tendent serviles à trop bas prix.

Que peut-il sortir d'une assemblée presbytérale dans l'ordre spirituel & temporel , si l'on considère la hiérarchie , les principes & les exemples ? Il ne se trouve ni sur la foi , ni sur la discipline , dans aucun concile , un seul canon , un seul règlement fait par eux ; tous les curés de France ne peuvent créer ou éteindre un seul titre de bénéfice ; dans aucune histoire profane , on ne les voit liés aux affaires publiques. Si l'on sort du royaume pour aller en Angleterre , en Allemagne , en Pologne , en Suede , les évêques se trouvent par-tout , & presque toujours seuls. Plus on se rapproche de l'antiquité , & plus on se rap-
pelle

pelle Flavien , qui part pour Constantinople , & va fléchir Théodose ; S. Ambroise qui stipule pour l'église de Milan , ou traite avec l'usurpateur les intérêts de la famille impériale ; S. Léon qui arrête les ravages d'Attila ; S. Martin & nos évêques des Gaules , chargés des plus grands intérêts ; S. Remi qui reçoit Clovis & les Francs , *pour les consacrer les perpétuels défenseurs de l'Eglise & des pauvres* (1). Nous n'avions pas besoin de tant d'illustres exemples ; & S. Grégoire pape , ce grand ennemi de l'esprit séculier , qui ne cessoit d'avertir les évêques de s'élever au-dessus des choses d'ici-bas , répondoit au peuple de Naples , embarrassé sur le choix de son premier pasteur : *Pour le diacre Pierre , on dit qu'il est fort simple , & vous savez qu'en ce temps , il faut dans la première place un homme qui ait soin , non-seulement du salut des âmes , mais de la sûreté & de l'utilité extérieure du troupeau* (1).

(1) *Testam. de S. Rem. apud Flod. l. 1.*

(1) *Ep. 62 ad Neapolitanos. t. 2. 10, 86.*

On peut actuellement résumer quelques principes de droit & de pratique.

1°. Toute constitution ecclésiastique où n'est pas le premier ordre, est essentiellement anti hiérarchique & illégale, dans l'église comme dans l'état.

2°. Toute constitution où le premier ordre peut ne pas être, quand même il y feroit, est affectée du même vice, parce que sa présence est essentielle, & ne doit pas être incertaine & précaire.

3°. Les évêques ne peuvent ni ne doivent paroître dans les assemblées de bailliages, en personne ni par procureur, ni accepter aucune députation, pour ne pas approuver une constitution où l'ordre épiscopal est jeté au hasard. Leur absence & leur silence sont une voie pacifique & respectueuse, pour avertir l'administration qu'ils ne doivent paroître que dans les lieux où les regles & les décences sont préalablement assurées.

4°. Si quelques évêques, entraînés par leur zele, sans avoir suffisamment medité

les lettres de convocation , & prévu l'avenir , ont paru dans les assemblées de bailliage , ils ont été suffisamment avertis de leur imprudence , non point par la honte de n'être pas élus , mais plutôt par l'humiliation de l'être dans le rang ou la forme dans laquelle la plupart l'ont été. Instruits par l'expérience , ils n'auront garde de paroître aux états généraux , autant pour la chose publique que pour leur ordre , parce que probablement l'esprit des délibérations y fera celui des élections.

5°. Le clergé séculier & régulier a les mêmes intérêts. Si les évêques , les cathédrales , les abbés , les curés protestèrent à Melun contre toute assemblée où ne seroit point le second ordre , à plus forte raison doit-on s'élever contre une assemblée où ne seroit ni le premier , ni même le second , puisque toutes les proportions sont rompues , que la classe dominante des curés met toutes les autres dans sa dépendance , & que cette classe seule ne constitue point le second ordre tout entier.

6°. Il seroit fâcheux d'apporter dans ce moment quelques obstacles à la marche des affaires. Mais le plus grand obstacle est une vicieuse composition : il seroit aisé de la rectifier par une forme prompte & constitutionnelle , en ne conservant parmi les curés que le premier élu dans chaque bailliage , les autres seroient remplacés par un député de cathédrale , & par des membres des ordres réguliers & des congrégations. Les chapitres députeroient sur le champ. Les ordres réguliers & les congrégations sont sous la main , & pourroient dès ce moment être représentés par leur régime. Les supérieurs majeurs ayant été élus par le corps , sont censés avoir sa confiance. Les évêques y seroient en nombre suffisant. Il n'est pas toujours nécessaire d'augmenter les chefs ; & quand l'armée est mutinée , il suffit d'en licencier une partie & d'incorporer le reste.

Dans la tenue suivante des états généraux , la représentation seroit mieux déterminée , & voici peut-être quelques ap-

perçus & quelques répartitions convenables.

1^o. Election de deux, de trois ou de quatre évêques, selon les métropoles.

2^o. La premiere députation pour l'église cathédrale, la seconde pour les curés, la troisieme pour les collégiales, les abbés & les autres bénéficiers.

3^o. Les ordres religieux & les congrégations régulières.

4^o. L'ordre de Malte.

5^o. Les universités & congrégations chargées de l'instruction publique.

Les diverses classes réunies seroient obligées de choisir successivement dans telle classe particuliere, ou bien chacune nommeroit à part ses députés, ce qui éviteroit la foule & les intrigues.

La population & la force contributive ont été regardées comme les regles générales de la représentation. Cependant le règlement donne à un simple ecclésiastique dans les ordres, vivant à la campagne, sans bénéfice ni propriété, autant d'in-

fluence qu'à son évêque , & à la communauté la plus riche & la plus nombreuse.

L'éducation publique est un grand objet national. Les universités qui peuvent le plus éclairer en pareille matière , devraient être appelées. L'article XI donne pour raison de l'exclusion des séminaires , collèges & hôpitaux , que tous les ordres ont un égal intérêt à leur conservation. Quand il n'y auroit pas diverses formes à leur donner , & diverses manières d'exister , ce sont sur-tout les gens défintéressés qu'il faut appeler comme les plus propres aux conciliations. On donne d'ailleurs à penser que tous les autres sont lâchés dans l'arène comme pour se combattre & se détruire.

Nous n'assignons point de nombre ni de formes absolus , nous indiquons seulement l'esprit de la convocation , qui doit être d'appeler toutes les classes , afin que l'intérêt dominant de chacune se perde , & qu'il en résulte un intérêt commun ; &

que l'église gallicane paroisse aux états généraux composée de toutes ses parties , éclairée de toutes ses lumieres , *parce que son unité la rend belle , & que son unité la rend forte* (1).

Les curés demandoient quelques députations ; on les fait arbitres de la totalité. Ils n'ont pu supporter cet excès de faveur , & n'ont pas senti ce qu'elle renferme de flétrissant pour eux. Les membres les plus pieux de cette importante classe du clergé , jaloux de son honneur & de la bonne renommée , ont été affligés & humiliés de ne pas lui voir dans cette grande circonstance quelque chose de modeste , de pacifique & de religieux , pas même la prudence du siècle. Ce n'est qu'en s'unissant & s'attachant à ses chefs , que l'armée est plus redoutable , marchant en bataille , & *pressant ses ennemis de tout le poids de ses bataillons ferrés* (2).

(1) Bossuet , Serm. sur l'unité.

(2) Idem.

Conclusion.

Il est peut être plus injurieux pour une administration , de la croire aveugle , timide & marchant au hasard , que de lui supposer un plan régulier de bouleversement.

Bien des gens prétendent que tout ce qui s'est fait , n'est que l'exécution d'un système secret : que l'administration fatiguée & irritée des contradictions & des résistances , a recours à cette vieille politique , dont l'art est de diviser pour régner ; qu'en conséquence le tiers a été soulevé , les pamphletaires ont été soudoyés , & l'ancienne constitution décriée.

Que pour compléter cette première opération , & assurer au tiers-état un nouvel allié , on anéantit le premier ordre & tous les corps ecclésiastiques , en mettant les élections dans les mains d'une seule classe du clergé.

Qu'en arrivant aux états généraux , l'on

aura deux ordres confédérés , & la majorité en opinant par tête. Le haut clergé sera livré au tiers ecclésiastique (1), la noblesse au tiers séculier, & les cours supérieures à la magistrature secondaire, selon le plan de la cour plénière. Dans ce renversement & cette confusion, la puissance permanente, qui toujours veille, voit des chances heureuses; la foule n'a que des passions, des chocs & point de suite; & peut-être à la fin, de lassitude, de jalousie ou de corruption, l'on viendra, comme en Danemarck, se reposer dans le sein du pouvoir absolu.

Voilà le plan dont les politiques prétendent tenir le fil, & voir clairement tous les préparatifs dans le doublement du tiers, dans un clergé presbytérien, dans le discrédit de l'ancienne constitution, &

(1) On ne se sert de cette expression très-impropre que parce qu'elle se trouve dans les circulaires: jusqu'ici les privilèges du clergé avoient été regardés comme la propriété commune de tous ses membres.

dans une marche sourde & combinée vers l'anarchie, en semant tous les germes de discorde, au bruit cependant des vœux pour l'harmonie, la fraternité, la prospérité universelle & le bonheur.

Ces mêmes politiques vont jusqu'à soutenir que, quelle que soit l'influence du système démocratique sur l'autorité royale, il tournera au profit du ministère, qu'il entre dans son plan personnel, & qu'il manque à sa gloire de s'oublier un peu plus, & de se regarder plutôt comme l'instrument que comme le terme de ses opérations.

Le clergé, dans sa dernière assemblée, chargea ses agens de veiller sur les lettres de convocation, & d'assembler les évêques qui seroient alors à Paris. Le clergé n'a eu à Paris ni agens ni évêques.

Il est toujours pénible d'avoir à solliciter pour soi, & pour des intérêts solitaires; il est noble & religieux de réclamer pour la chose publique. Que les évêques soient mis au hasard; mais que l'ordre

épiscopal soit mis en sûreté ; rien pour les individus , mais tout pour la patrie.

C'est également un devoir sacré d'avertir que la monarchie est menacée , quand l'on décompose les corps intermédiaires ; que le trône est également en danger , quand on veut l'ébranler ou l'isoler. L'avilissement de l'épiscopat s'opere dans un beau moment , & sa dégradation n'est pas ignominieuse. Après que *les évêques des Gaules ont eu au moins autant de part à l'établissement de la monarchie françoise que l'épée de Clovis* (1).

Après avoir été le salut des Gaules , & l'unique cause de la conservation de la monarchie devant les désordres & les guerres civiles qui les affligèrent sous les derniers rois de la premiere race , & sous les derniers rois de la seconde (2).

Après avoir eu l'honneur d'entourer le trône de Charlemagne , qui les regardoit

(1) Dubos , tom. 1. 15.

(2) Idem , t. 2. 485.

comme l'ame de ses assemblées ; après avoir jetté tous les fondemens , commencé tous les édifices , semé les germes des libertés nationales , inspiré à nos rois d'armer & d'affranchir les communes , pour affermir leur autorité (1).

Après avoir obtenu une déclaration solennelle des droits de la nation (2) , qui fera époque dans ses annales , & concouru efficacement à l'accélération des états généraux l'année dernière ; il n'est pas honteux d'en être exclu cellè-ci ; il est seulement affligeant de voir leur zele méconnu. Jamais ils ne sont plus fideles que lorsqu'ils avertissent la puissance royale de ses dangers : ils ne prétendent que l'éclairer , l'affermir & combattre pour elle. Leur profession de foi est connue de tous les temps , c'est sur le trône qu'est assis leur ange tutélaire , & ils n'attendent du siecle

(1) Du Cange, *Communitas*.

(2) Réponse du roi aux remontrances du clergé, du 15 juin 1788.

que son estime avec toutes ses jalousies & ses malveillances. Quand la vérité offrira quelque danger , il appartient à des évêques de la dire. Ils le doivent au souverain , parce qu'ils sont à lui tous entiers par conscience & par reconnoissance ; mais ils lui sont dévoués , sans être serviles. Un clergé avili , dégradé , ne peut jamais lui être utile ; & il ne doit compter pour ses véritables serviteurs que ceux qui ont le courage de prendre les moyens de le servir , quand ces moyens consistent à lui déplaire.

